
COMMUNE DE BIDART

BIDART



PLAN LOCAL D'URBANISME



PIECE 6 : ANNEXES

REVISION GENERALE APPROUVEE LE 16 DECEMBRE 2011
MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 ADOPTEE LE 20 DECEMBRE 2013

Mise à jour des annexes
par décision du
17 février 2015

6	ANNEXES
6.3	ANNEXES SANITAIRES
6.3.b.1	Zonage pluvial de l'Agglomération Côte Basque - Adour
6.7	ZONES DE PREEMPTION
6.7.c	Droit de préemption Urbain
6.7.d	Plan des périmètres des droits de préemption
6.9	PERIMETRES DE PRISE EN CONSIDERATION AU TITRE DE L'ARTICLE L111-10 DU CODE DE L'URBANISME

6	ANNEXES
6.1	SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE
6.1.a	Recueil des servitudes d'utilité publique
6.1.b.	Plan des servitudes d'utilité publique
6.1.c	Plan partiel des servitudes aéronautique
6.1.d	DISPOSITIONS DU PPRI DE L'UHABIA
6.1.d.1	Carte – document graphique
6.1.d.2	Notice de présentation
6.1.d.3	Règlement
6.1.e	PORTER A CONNAISSANCE LIE AUX OUVRAGES DE TRANSPORTS DE GAZ
6.2	LISTE DES LOTISSEMENTS DONT LES REGLES ONT ETE MAINTENUES
6.3	ANNEXES SANITAIRES
6.3.a	Plan des réseaux d'eau potable
6.3.b.1	Zonage pluvial de l'Agglomération Côte Basque - Adour
6.3.b.2	Zonage d'assainissement des eaux usées
6.3.b.3	Plan des réseaux d'assainissement eaux usées et eaux pluviales
6.3.c	Stockage et traitement des déchets
6.4	PERIMETRES ET PRESCRIPTIONS D'ISOLEMENT ACOUSTIQUE DES CONSTRUCTIONS
6.5	ACTES INSTITUANT DES ZONES DE PUBLICITE RESTREINTES ET ELARGIES
6.6	ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ
6.7	ZONES DE PREEMPTION
6.7.a	Espaces naturels sensibles
6.7.b	Zones d'aménagement différé
6.7.c	Droit de préemption Urbain
6.7.d	Plan des périmètres des droits de préemption
6.8	ZONES AGRICOLES PROTEGEE DELIMITEES EN APLICATION DE L'ARTICLE L.122-2 DU CODE RURAL
6.9	PERIMETRES DE PRISE EN CONSIDERATION AU TITRE DE L'ARTICLE L111-10 DU CODE DE L'URBANISME

COMMUNE DE BIDART



PLAN LOCAL D'URBANISME

Révision du POS



PIECE 6.1 : SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE



6.1.a : RECUEIL DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Mission
 observation
 des territoires

Porter à connaissance Commune de Bidart

I - Servitudes d'utilité publique recensées sur le territoire

AC1 - Monument historique protégé

NUMER	INSEE	COMMUNE	NOM	PROTECTIO	PROCEDURE	DATE	TYPE
1 759	64125	BIDART	ANCIENNE ATALAYE	Inv.MH.	ARRETE PREFECTO	24/12/1993	EDIFICE CIVIL
2 867	64125	BIDART	Eglise Notre Dame de l'Assomption	Inv.MH.	ARRETE PREFECTO	03/08/2001	EGLISE
1 760	64125	BIDART	CHATEAU D'ILBARRITZ	Inv.MH.	ARRETE PREFECTO	30/05/1990	CHATEAU

AC2 - Servitude de protection des sites et monuments naturels

Sites inscrits :	NOM	Date
	Chapelle Saint-Joseph et chapelle Sainte-Madeleine	03/11/1943
	Site du littoral (BIDART)	08/06/1972

EL9 - Passage des piétons sur le littoral

I3 - Servitude relative aux canalisations de gaz

source	exploitant	Nom	Acte
fichier GSO du 21/08/03	GSO	dossier préfecture numéro 2109	AP du 14/10/1991

I4 - Servitude relative à l'établissement des canalisations électriques

CODE	U_MAX	MAJ	MAJ_GEO	Gest	DUP
St-Jean de Luz - La Negresse	63 kV	05/12/1997	16/09/1996	SNCF	23/11/1982
St-Jean de Luz - La Negresse	63 kV	05/12/1997	16/09/1996	SNCF	23/11/1982

PM1 - Plan de prévention des risques naturels prévisibles

Communes	S_Inst	Type_PPR	PPR_approuvé	Enquête	Saisine_Maire
BIDART	DDE	I	09/07/2003	20021004	20011126

T1 - Servitude relative aux voies ferrées

ID_TRVFE	NATUR	ENERGII	NB_VOIES	LARGEU	POSITION	CLASSI
640 000 042	1	1	2	1	3	1
990 011 890	1	1	2	1	1	1

T4 - Servitude aéronautique de balisage

T5 - Servitudes aéronautiques de dégagement

Aérodrome de Bayonne-Anglet-Biarritz

T I G F

TABLEAU DES SERVITUDES

NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	REFERENCE DU TEXTE QUI PERMET D'INSTITUER LA SERVITUDE	DETAIL DE LA SERVITUDE	DATE DE L'ACTE INSTITUANT LA SERVITUDE SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL	SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE
I.3 - Etablissement des canalisations de transport et de distribution de gaz BRANCHEMENT DN 200 GDF BIDART posée en catégorie B CANALISATION DN 300 BASSUSSARRY-BIDART posée en catégorie B	Article 12 modifié de la loi du 15/06/1906 Article 298 de la loi de finances du 13/07/1925 Article 35 de la loi n° 46.628 du 08/04/1946 modifiée Article 25 du décret n° 85.1108 du 15/10/1985 Décret n° 85.1109 du 15/10/1985 modifiant le décret n° 70.492 du 11/06/1970	Ancrage, appui, passage abattage d'arbres ou élagages	Arrêté Ministériel du 4 juin 2004 (JO du 11 juin 2004)	TIGF - Secteur de LACQ Z.I. Marcel Dassault 64170 ARTIX Tél. 05.59.53.97.00 Fax. 05.59.83.37.01

MONUMENTS HISTORIQUES

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes de protection des monuments historiques.

Loi du 31 décembre 1913 modifiée et complétée par les lois du 31 décembre 1921, 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943, 10 mai 1946, 21 juillet 1962, 30 décembre 1966, 23 décembre 1970, 31 décembre 1976, 30 décembre 1977, 15 juillet 1980, 12 juillet 1985 et du 6 janvier 1986, et par les décrets du 7 janvier 1959, 18 avril 1961, 6 février 1969, 10 septembre 1970, 7 juillet 1977 et 15 novembre 1984.

Loi du 2 mai 1930 (art. 28) modifiée par l'article 72 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983.

Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, complétée par la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 et décrets d'application n° 80-923 et n° 80-924 du 21 novembre 1980, n° 82-211 du 24 février 1982, n° 82-220 du 25 février 1982, n° 82-723 du 13 août 1982, n° 82-764 du 6 septembre 1982, n° 82-1044 du 7 décembre 1982 et n° 89-422 du 27 juin 1989.

Décret du 18 mars 1924 modifié par le décret du 13 janvier 1940 et par le décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 (art. 11), n° 84-1006 du 15 novembre 1984.

Décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 pris pour l'application de la loi du 30 décembre 1966, complété par le décret n° 82-68 du 20 janvier 1982 (art. 4).

Décret n° 70-837 du 10 septembre 1970 approuvant le cahier des charges-types pour l'application de l'article 2 de la loi du 30 décembre 1966.

Code de l'urbanisme, articles L. 410-1, L. 421-1, L. 421-6, L. 422-1, L. 422-2, L. 422-4, L. 430-1, L. 430-8, L. 441-1, L. 441-2, R. 410-4, R. 410-13, R. 421-19, R. 421-36, R. 421-38, R. 422-8, R. 421-38-1, R. 421-38-2, R. 421-38-3, R. 421-38-4, R. 421-38-8, R. 430-4, R. 430-5, R. 430-9, R. 430-10, R. 430-12, R. 430-15-7, R. 430-26, R. 430-27, R. 441-3, R. 442-1, R. 442-4-8, R. 442-4-9, R. 442-6, R. 442-6-4, R. 442-11-1, R. 442-12, R. 442-13, R. 443-9, R. 443-10, R. 443-13.

Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, article R. 11-15 et article 11 de la loi du 31 décembre 1913.

Décret n° 79-180 du 6 mars 1979 instituant des services départementaux de l'architecture.

Décret n° 79-181 du 6 mars 1979 instituant des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement.

Décret n° 80-911 du 20 novembre 1980 portant statut particulier des architectes en chef des monuments historiques modifié par le décret n° 88-698 du 9 mai 1988.

Décret n° 84-145 du 27 février 1984 portant statut particulier des architectes des bâtiments de France.

Décret n° 84-1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des préfets de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique.

Décret n° 85-771 du 24 juillet 1985 relatif à la commission supérieure des monuments historiques.

Décret n° 86-538 du 14 mars 1986 relatif aux attributions et à l'organisation des directions régionales des affaires culturelles.

Circulaire du 2 décembre 1977 (ministère de la culture et de l'environnement) relative au report en annexe des plans d'occupation des sols, des servitudes d'utilité publique concernant les monuments historiques et les sites.

Circulaire n° 80-51 du 15 avril 1980 (ministère de l'environnement et du cadre de vie) relative à la responsabilité des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement en matière de protection des sites, abords et paysages.

Ministère de la culture et de la communication (direction du patrimoine).
Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction de l'architecture et de l'urbanisme).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

a) Classement

(Loi du 31 décembre 1913 modifiée)

Sont susceptibles d'être classés :

- les immeubles par nature qui, dans leur totalité ou en partie, présentent pour l'histoire ou pour l'art un intérêt public ;
- les immeubles qui renferment des stations ou des gisements préhistoriques ou encore des monuments mégalithiques ;
- les immeubles dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager, assainir ou mettre en valeur un immeuble classé ou proposé au classement ;
- d'une façon générale, les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou proposé au classement.

L'initiative du classement appartient au ministre chargé de la culture. La demande de classement peut également être présentée par le propriétaire ou par toute personne physique ou morale y ayant intérêt. La demande de classement est adressée au préfet de région qui prend l'avis de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique. Elle est adressée au ministre chargé de la culture lorsque l'immeuble est déjà inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Le classement est réalisé par arrêté du ministre chargé de la culture après avis de la commission supérieure des monuments historiques.

A défaut de consentement du propriétaire, le classement est prononcé par décret en Conseil d'Etat après avis de la commission supérieure des monuments historiques.

Le recours pour excès de pouvoir contre la décision de classement est ouvert à toute personne intéressée à qui la mesure fait grief.

Le déclassement partiel ou total est prononcé par décret en Conseil d'Etat, après avis de la commission supérieure des monuments historiques, sur proposition du ministre chargé des

b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Sont susceptibles d'être portés sur cet inventaire :

- les immeubles bâtis ou parties d'immeubles publics ou privés, qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation (décret du 18 avril 1961 modifiant l'article 2 de la loi de 1913) ;
- les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou inscrit (loi du 25 février 1943).

Il est possible de n'inscrire que certaines parties d'un édifice.

L'initiative de l'inscription appartient au préfet de région (art. 1^{er} du décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984). La demande d'inscription peut également être présentée par le propriétaire ou toute personne physique ou morale y ayant intérêt. La demande d'inscription est adressée au préfet de région.

L'inscription est réalisée par le préfet de région après avis de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique. Le consentement du propriétaire n'est pas requis.

Le recours pour excès de pouvoir est ouvert à toute personne intéressée à qui la mesure fait grief.

c) *Abords des monuments classés ou inscrits*

Dès qu'un monument a fait l'objet d'un classement ou d'une inscription sur l'inventaire, il est institué pour sa protection et sa mise en valeur un périmètre de visibilité de 500 mètres (1) dans lequel tout immeuble nu ou bâti visible du monument protégé ou en même temps que lui est frappé de la servitude des « abords » dont les effets sont visés au III A-2° (art. 1^{er} et 3 de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques).

La servitude des abords est suspendue par la création d'une zone de protection du patrimoine architectural et urbain (art. 70 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983), par contre elle est sans incidence sur les immeubles classés ou inscrits sur l'inventaire supplémentaire.

L'article 72 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat a abrogé les articles 17 et 28 de la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites, qui permettaient d'établir autour des monuments historiques une zone de protection déterminée comme en matière de protection des sites. Toutefois, les zones de protection créées en application des articles précités de la loi du 2 mai 1930 continuent à produire leurs effets jusqu'à leur suppression ou leur remplacement par des zones de protection du patrimoine architectural et urbain.

Dans ces zones, le permis de construire ne pourra être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques et des sites ou de son délégué ou de l'autorité mentionnée dans le décret instituant la zone de protection (art. R. 421-38-6 du code de l'urbanisme).

B. - INDEMNISATION

a) *Classement*

Le classement d'office peut donner droit à indemnité au profit du propriétaire, s'il résulte des servitudes et obligations qui en découlent, une modification de l'état ou de l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct matériel et certain.

La demande d'indemnité devra être adressée au préfet et produite dans les six mois à dater de la notification du décret de classement. Cet acte doit faire connaître au propriétaire son droit éventuel à indemnité (Cass. civ. 1, 14 avril 1956 : JC, p. 56, éd. G., IV, 74).

A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation saisi par la partie la plus diligente (loi du 30 décembre 1966, article 1^{er}, modifiant l'article 5 de la loi du 31 décembre 1913, décret du 10 septembre 1970, article 1^{er} à 3). L'indemnité est alors fixée dans les conditions prévues à l'article 13 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 (art. L. 13-4 du code de l'expropriation).

Les travaux de réparation ou d'entretien et de restauration exécutés à l'initiative du propriétaire après autorisation et sous surveillance des services compétents, peuvent donner lieu à participation de l'Etat qui peut atteindre 50 p. 100 du montant total des travaux.

Lorsque l'Etat prend en charge une partie des travaux, l'importance de son concours est fixée en tenant compte de l'intérêt de l'édifice, de son état actuel, de la nature des travaux projetés et enfin des sacrifices consentis par les propriétaires ou toutes autres personnes intéressées à la conservation du monument (décret du 18 mars 1924, art. 11).

b) *Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques*

Les travaux d'entretien et de réparation que nécessite la conservation de tels immeubles ou parties d'immeubles peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une subvention de l'Etat dans la limite de 40 p. 100 de la dépense engagée. Ces travaux doivent être exécutés sous le contrôle du service des monuments historiques (loi de finances du 24 mai 1951).

c) *Abords des monuments classés ou inscrits*

Aucune indemnisation n'est prévue.

(1) L'expression « périmètre de 500 mètres » employée par la loi doit s'entendre de la distance de 500 mètres entre l'immeuble classé ou inscrit et la construction projetée (Conseil d'Etat, 29 janvier 1971, S.C.I. « La Charmille de Monsoult » : rec. p. 87, et 15 janvier 1982, Société de construction « Résidence Val Saint-Jacques » : DA 1982 n° 112).

C. - PUBLICITÉ

a) *Classement et inscription sur l'inventaire des monuments historiques*

Publicité annuelle au *Journal officiel* de la République française.

Notification aux propriétaires des décisions de classement ou d'inscription sur l'inventaire.

b) *Abords des monuments classés ou inscrits*

Les propriétaires concernés sont informés à l'occasion de la publicité afférente aux décisions de classement ou d'inscription.

La servitude « abords » est indiquée au certificat d'urbanisme.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° *Prérogatives exercées directement par la puissance publique*

a) *Classement*

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de faire exécuter par les soins de l'administration et aux frais de l'Etat et avec le concours éventuel des intéressés, les travaux de réparation ou d'entretien jugés indispensables à la conservation des monuments classés (art. 9 de la loi modifiée du 31 décembre 1913).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de faire exécuter d'office par son administration les travaux de réparation ou d'entretien faute desquels la conservation serait gravement compromise et auxquels le propriétaire n'aurait pas procédé après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation. La participation de l'Etat au coût des travaux ne pourra être inférieure à 50 p. 100. Le propriétaire peut s'exonérer de sa dette en faisant abandon de l'immeuble à l'Etat (loi du 30 décembre 1966, art. 2 ; décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, titre II) (1).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles, de poursuivre l'expropriation de l'immeuble au nom de l'Etat, dans le cas où les travaux de réparation ou d'entretien, faute desquels la conservation serait gravement compromise, n'auraient pas été entrepris par le propriétaire après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation (art. 9-1 de la loi du 31 décembre 1913 ; décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, titre III).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de poursuivre, au nom de l'Etat, l'expropriation d'un immeuble classé ou en instance de classement en raison de l'intérêt public qu'il offre du point de vue de l'histoire ou de l'art. Cette possibilité est également offerte aux départements et aux communes (art. 6 de la loi du 31 décembre 1913).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de poursuivre l'expropriation d'un immeuble non classé. Tous les effets du classement s'appliquent au propriétaire dès que l'administration lui a notifié son intention d'exproprier. Ils cessent de s'appliquer si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les douze mois de cette notification (art. 7 de la loi du 31 décembre 1913).

Possibilité de céder de gré à gré à des personnes publiques ou privées les immeubles classés expropriés. La cession à une personne privée doit être approuvée par décret en Conseil d'Etat (art. 9-2 de la loi du 31 décembre 1913, décret n° 70-836 du 10 septembre 1970).

b) *Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques*

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles d'ordonner qu'il soit sursis à des travaux devant conduire au morcellement ou au dépeçage de l'édifice dans le seul but de vendre des matériaux ainsi détachés. Cette possibilité de surseoir aux travaux ne peut être utilisée qu'en l'absence de mesure de classement qui doit en tout état de cause, intervenir dans le délai de cinq ans.

(1) Lorsque l'administration se charge de la réparation ou de l'entretien d'un immeuble classé, l'Etat répond des dommages causés au propriétaire, par l'exécution des travaux ou à l'occasion de ces travaux, sauf faute du propriétaire ou cas de force majeure (Conseil d'Etat, 5 mars 1982, Guetre Jean : rec., p. 100).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

a) Classement

(Art. 9 de la loi du 31 décembre 1913 et art. 10 du décret du 18 mars 1924)

Obligation pour le propriétaire de demander l'accord du ministre chargé des monuments historiques avant d'entreprendre tout travail de restauration, de réparation ou de modification, de procéder à tout déplacement ou destruction de l'immeuble. La démolition de ces immeubles demeure soumise aux dispositions de la loi du 31 décembre 1913 (art. L. 430-1, dernier alinéa, du code de l'urbanisme).

Les travaux autorisés sont exécutés sous la surveillance du service des monuments historiques. Il est à noter que les travaux exécutés sur les immeubles classés sont exemptés de permis de construire (art. R. 422-2 b du code de l'urbanisme), dès lors qu'ils entrent dans le champ d'application du permis de construire.

Lorsque les travaux nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers du code de l'urbanisme (art. R. 442-2), le service instructeur doit recueillir l'accord du ministre chargé des monuments historiques, prévu à l'article 9 de la loi du 31 décembre 1913. Cette autorisation qui doit être accordée de manière expresse, n'est soumise à aucun délai d'inscription et peut être délivrée indépendamment de l'autorisation d'installation et travaux divers. Les mêmes règles s'appliquent pour d'autres travaux soumis à autorisation ou déclaration en vertu du code de l'urbanisme (clôtures, terrains de camping et caravanes, etc.).

Obligation pour le propriétaire, après mise en demeure, d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation faute desquels la conservation d'un immeuble classé serait gravement compromise. La mise en demeure doit préciser le délai d'exécution des travaux et la part des dépenses qui sera supportée par l'Etat et qui ne pourra être inférieure à 50 p. 100.

Obligation d'obtenir du ministre chargé des monuments historiques, une autorisation spéciale pour adosser une construction neuve à un immeuble classé (art. 12 de la loi du 31 décembre 1913). Aussi, le permis de construire concernant un immeuble adossé à un immeuble classé ne peut être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. R. 421-38-3 du code de l'urbanisme) (1).

Ce permis de construire ne peut être obtenu tacitement (art. R. 421-12 et R. 421-19 b du code de l'urbanisme). Un exemplaire de la demande de permis de construire est transmis par le service instructeur, au directeur régional des affaires culturelles (art. R. 421-38-3 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux concernant un immeuble adossé à un immeuble classé sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité visée à l'article R. 421-38-3 du code de l'urbanisme. L'autorité ainsi concernée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Le propriétaire qui désire édifier une clôture autour d'un immeuble classé, doit faire une déclaration de clôture en mairie, qui tient lieu de la demande d'autorisation prévue à l'article 12 de la loi du 31 décembre 1913.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'aviser l'acquéreur, en cas d'aliénation, de l'existence de cette servitude.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé de notifier au ministre chargé des affaires culturelles toute aliénation quelle qu'elle soit, et ceci dans les quinze jours de sa date.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'obtenir du ministre chargé des affaires culturelles, un accord préalable quant à l'établissement d'une servitude conventionnelle.

b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

(Art. 2 de la loi du 31 décembre 1913 et art. 12 du décret du 18 mars 1924)

Obligation pour le propriétaire d'avertir le Directeur régional des affaires culturelles quatre mois avant d'entreprendre les travaux modifiant l'immeuble ou la partie d'immeuble inscrit. Ces travaux sont obligatoirement soumis à permis de construire dès qu'ils entrent dans son champ d'application (art. L. 422-4 du code de l'urbanisme).

(1) Les dispositions de cet article ne sont applicables qu'aux projets de construction jouxtant un immeuble bâti et non aux terrains limitrophes (Conseil d'Etat, 15 mai 1981, Mme Castel : DA 1981, n° 212).

Le ministre peut interdire les travaux qu'en engageant la procédure de classement dans les quatre mois, sinon le propriétaire reprend sa liberté (Conseil d'Etat, 2 janvier 1959, Dame Crozes : rec., p. 4).

Obligation pour le propriétaire qui désire démolir partiellement ou totalement un immeuble inscrit, de solliciter un permis de démolir. Un exemplaire de la demande est transmis au directeur régional des affaires culturelles (art. R. 430-4 et R. 430-5 du code de l'urbanisme). La décision doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. L. 430-8, R. 430-10 et R. 430-12 [1^o] du code de l'urbanisme).

c) Abords des monuments classés ou inscrits
(Art. 1^{er}, 13 et 13 bis de la loi du 31 décembre 1913)

Obligation au titre de l'article 13 bis de la loi de 1913, pour les propriétaires de tels immeubles, de solliciter l'autorisation préfectorale préalablement à tous travaux de construction nouvelle, de transformation et de modification de nature à en affecter l'aspect (ravalement, gros entretien, peinture, aménagement des toits et façades, etc.), de toute démolition et de tout déboisement.

Lorsque les travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, ledit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction, sauf si l'architecte des bâtiments de France fait connaître dans ce délai, par une décision motivée, à cette autorité, son intention d'utiliser un délai plus long qui ne peut, en tout état de cause, excéder quatre mois (art. R. 421-38-4 du code de l'urbanisme).

L'évocation éventuelle du dossier par le ministre chargé des monuments historiques empêche toute délivrance tacite du permis de construire.

Lorsque les travaux sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'article R. 421-38-4 du code de l'urbanisme. L'autorité ainsi consultée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers, l'autorisation exigée par l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme tient lieu de l'autorisation exigée en vertu de l'article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913 lorsqu'elle est donnée avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France (art. R. 442-13 du code de l'urbanisme) et ce, dans les territoires où s'appliquent les dispositions de l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme, mentionnées à l'article R. 442-1 dudit code).

Le permis de démolir visé à l'article L. 430-1 du code de l'urbanisme tient lieu d'autorisation de démolir prévue par l'article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913. Dans ce cas, la décision doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. R. 430-12 du code de l'urbanisme).

Lorsque l'immeuble est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit et que par ailleurs cet immeuble est insalubre, sa démolition est ordonnée par le préfet (art. L. 28 du code de la santé publique) après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de quinze jours (art. R. 430-27 du code de l'urbanisme).

Lorsqu'un immeuble menaçant ruine, est inscrit sur l'inventaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit ou est protégé au titre des articles 4, 9, 17 ou 28 de la loi du 2 mai 1930, et que par ailleurs cet immeuble est déclaré par le maire « immeuble menaçant ruine », sa réparation ou sa démolition ne peut être ordonnée par ce dernier qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de huit jours (art. R. 430-26 du code de l'urbanisme).

En cas de péril imminent donnant lieu à l'application de la procédure prévue à l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation, le maire en informe l'architecte des bâtiments de France en même temps qu'il adresse l'avertissement au propriétaire.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1^o Obligations passives

**Immeubles classés, inscrits sur l'inventaire
ou situés dans le champ de visibilité des monuments classés ou inscrits**

Interdiction de toute publicité sur les immeubles classés ou inscrits (art. 4 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes) ainsi que dans les zones de protection délimitées autour des monuments historiques classés, dans le champ de visibilité des immeubles classés ou inscrits et à moins de 100 mètres de ceux-ci (art. 7 de la loi du 29 décembre 1979). Il peut être dérogé à ces interdictions dans les formes prévues à la section 4 de la dite loi, en ce qui concerne les zones mentionnées à l'article 7 de la loi du 29 décembre 1979.

Les préenseignes sont soumises aux dispositions visées ci-dessus concernant la publicité (art. 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les lieux mentionnés aux articles 4 et 7 de la loi du 29 décembre 1979 (art. 17 de ladite loi).

Interdiction d'installer des campings, sauf autorisation préfectorale, à moins de 500 mètres d'un monument classé ou inscrit. Obligation pour le maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux points d'accès du monument l'existence d'une zone interdite aux campeurs (décret n° 68-134 du 9 février 1968).

Interdiction du camping et du stationnement de caravanes pratiqués isolément, ainsi que l'installation de terrains de camping et de caravanage à l'intérieur des zones de protection autour d'un monument historique classé, inscrit ou en instance de classement, défini au 3^o de l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1913 ; une dérogation peut être accordée par le préfet ou le maire après avis de l'architecte des bâtiments de France (art. R. 443-9 du code de l'urbanisme). Obligation pour le maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux principales voies d'accès de la commune, l'existence d'une zone de stationnement réglementé des caravanes.

2^o Droits résiduels du propriétaire

a) Classement

Le propriétaire d'un immeuble classé peut le louer, procéder aux réparations intérieures qui n'affectent pas les parties classées, notamment installer une salle de bain, le chauffage central. Il n'est jamais tenu d'ouvrir sa maison aux visiteurs et aux touristes, par contre, il est libre s'il le désire d'organiser une visite dans les conditions qu'il fixe lui-même.

Le propriétaire d'un immeuble classé peut, si des travaux nécessaires à la conservation de l'édifice sont exécutés d'office, solliciter dans un délai d'un mois à dater du jour de la notification de la décision de faire exécuter les travaux d'office, l'Etat d'engager la procédure d'expropriation. L'Etat doit faire connaître sa décision dans un délai de six mois, mais les travaux ne sont pas suspendus (art. 2 de la loi du 30 décembre 1966 ; art. 7 et 8 du décret du 10 septembre 1970).

La collectivité publique (Etat, département ou commune) devenue propriétaire d'un immeuble classé à la suite d'une procédure d'expropriation engagée dans les conditions prévues par la loi du 31 décembre 1913 (art. 6), peut le céder de gré à gré à une personne publique ou privée qui s'engage à l'utiliser aux fins et conditions prévues au cahier des charges annexé à l'acte de cession. La cession à une personne privée doit être approuvée par décret en Conseil d'Etat (art. 9-2 de la loi de 1913, art. 10 du décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 et décret n° 70-837 du 10 septembre 1970).

b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Néant.

c) Abords des monuments historiques classés ou inscrits

Néant.

PROTECTION DES SITES NATURELS ET URBAINS

I. – GÉNÉRALITÉS

Servitudes de protection des sites et monuments naturels (réserves naturelles).

Loi du 2 mai 1930 modifiée et complétée par la loi du 27 août 1941, l'ordonnance du 2 novembre 1945, la loi du 1^{er} juillet 1957 (réserves foncières, art. 8-1), l'ordonnance du 23 août 1958, loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967.

Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, complétée par la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 et décrets d'application nos 80-923 et 80-924 du 21 novembre 1980, n° 82-211 du 24 février 1982, n° 82-723 du 13 août 1982, n° 82-1044 du 7 décembre 1982.

Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.

Loi n° 83-360 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Décret n° 69-607 du 13 juin 1969 portant application des articles 4 et 5-1 de la loi du 2 mai 1930 modifiée.

Décret n° 69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration et unification des organismes consultatifs en matière d'opération immobilières, d'architecture et d'espaces protégés (modifiés par décrets des 21 mars 1972, 6 mai 1974 et 14 mai 1976).

Décret n° 79-180 du 6 mars 1979 instituant les services départementaux de l'architecture.

Décret n° 79-181 du 6 mars 1979 instituant des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement.

Décret n° 85-467 du 24 avril 1985 relatif au statut particulier du corps des inspecteurs généraux des monuments historiques chargés des sites et paysages.

Décret n° 88-1124 du 15 décembre 1988 relatif à la déconcentration de la délivrance de certaines autorisations requises par la loi du 2 mai 1930 dans les sites classés ou en instance de classement.

Code de l'urbanisme, articles L. 410-1, L. 421-1, L. 422-2, L. 430-8, R. 410-4, R. 410-13, R. 421-19, R. 421-36, R. 421-38-5, R. 421-38-6, R. 421-38-8, R. 422-8, R. 430-10, R. 430-12, R. 430-15-7, R. 430-26, R. 430-27, R. 442-4-8, R. 442-4-9, R. 442-6, R. 443-9, R. 443-10.

Circulaire du 19 novembre 1979 relative à l'application du titre II de la loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967 modifiant la loi du 2 mai 1930 sur les sites.

Circulaire n° 88-101 du 19 décembre 1988 relative à la déconcentration de la délivrance de certaines autorisations requises par la loi du 2 mai 1930.

Circulaire du 2 décembre 1977 (ministère de la culture et de l'environnement) relative au report des servitudes d'utilité publique concernant les monuments historiques et les sites, en annexe des plans d'occupation des sols.

Circulaire n° 80-51 du 15 avril 1980 (ministère de l'environnement et du cadre de vie) relative à la responsabilité des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement en matière de protection des sites, abords et paysages.

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, direction de l'architecture et de l'urbanisme (sous-direction des espaces protégés).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

a) *Inscription sur l'inventaire des sites* (Décret n° 69-603 du 13 juin 1969)

Sont susceptibles d'être portés sur cet inventaire, les monuments naturels et les sites qui ne présentent pas un intérêt exceptionnel mais dont l'évolution doit être rigoureusement suivie sur le plan paysager, non seulement du point de vue de la qualité de l'architecture, mais également de nombreux autres composants du paysage. L'autorité administrative a le pouvoir d'inscrire sur l'inventaire des sites, non seulement les terrains présentant en eux-mêmes du point de vue historique, scientifique, légendaire ou pittoresque un intérêt général, mais aussi dans la mesure où la nature du site le justifie, les parcelles qui contribuent à la sauvegarde de ces sites (Conseil d'Etat, 10 octobre 1973, S.C.I. du 27-29, rue Molitor : Dr. adm. 1973, n° 324).

Cette procédure peut ouvrir la voie à un classement ultérieur.

L'inscription est prononcée par arrêté du ministre dans les attributions duquel le site se trouve placé, sur proposition ou après avis de la commission départementale des sites.

Le consentement des propriétaires n'est pas demandé (Conseil d'Etat, 13 mars 1935, époux Moranville : leb., p. 325 ; 23 février 1949, Angelvy : leb., p. 767), mais l'avis de la (ou les) commune(s) intéressée(s) est requis avant consultation de la commission départementale des sites.

Si le maire ne fait pas connaître au préfet la réponse du conseil municipal dans le délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'avis, cette réponse est réputée favorable (art. 1^{er} du décret du 13 juin 1969).

L'arrêté ne comporte pas nécessairement la liste des parcelles cadastrales inscrites sur l'inventaire ; des limites naturelles dès lors qu'elles s'appuient sur une délimitation cadastrale (rivières, routes...) peuvent être utilisées.

S'agissant de la motivation de l'arrêté, le Conseil d'Etat dans une décision du 26 juillet 1985, Mme Robert Margat (Dr. adm. 1985, n° 510), confirmée par une autre décision en date du 7 novembre 1986 Geouffre de la Pradelle (AJDA 1987, p. 124, note X. Prétot), a jugé qu'une décision de classement d'un site ne présentant pas le caractère d'une décision administrative individuelle et que la circulaire de 1980 n'ayant pas valeur réglementaire, cette décision n'avait pas à être motivée. Cette jurisprudence doit être transposée pour la procédure d'inscription sur l'inventaire des sites.

b) *Classement du site*

Sont susceptibles d'être classés, les sites dont l'intérêt paysager est exceptionnel et qui méritent à cet égard d'être distingués et intégralement protégés et les sites présentant un caractère remarquable, qu'il soit artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, qu'il convient de maintenir en l'état sauf si le ministre, dans les attributions duquel le site se trouve placé, autorise expressément la modification.

L'initiative du classement peut émaner de la commission départementale des sites.

Le classement est prononcé après enquête administrative dirigée par le préfet et après avis de la commission départementale des sites.

Le préfet désigne le chef de service chargé de conduire la procédure et fixe la date à laquelle celle-ci doit être ouverte et sa durée qui est comprise entre quinze et trente jours. Pendant la période de vingt jours consécutive à la fin de l'enquête, toute personne concernée par le projet peut faire valoir ses observations.

L'arrêté indique les heures et les lieux où le public peut prendre connaissance du projet de classement qui comporte une notice explicative contenant l'objet de la mesure de protection et éventuellement les prescriptions particulières de classement et un plan de délimitation du site.

Cet arrêté est inséré dans deux journaux dont au moins un quotidien dont la distribution est assurée dans les communes intéressées. Il est en outre publié dans ces communes par voie d'affichage (art. 4 du décret du 13 juin 1969).

Lorsque les propriétaires ont donné leur consentement, le classement est prononcé par arrêté du ministre compétent (classement amiable) sans que l'avis de la commission supérieure des sites soit obligatoire.

Si le consentement de tous les propriétaires n'est pas acquis, le classement est prononcé après avis de la commission supérieure des sites, par décret en Conseil d'Etat (classement d'office).

Lorsque le site est compris dans le domaine public ou privé de l'Etat, le ministre dans les attributions duquel le site se trouve placé et le ministre des finances donnent leur accord, le site est classé par arrêté du ministre compétent. Dans le cas contraire (accords non obtenus), le classement est prononcé par décret en Conseil d'Etat.

Lorsque le site est compris dans le domaine public ou privé d'un département, d'une commune ou appartient à un établissement public, le classement est prononcé par arrêté du ministre compétent si la personne publique propriétaire consent à ce classement. Dans le cas contraire, il est prononcé par décret en Conseil d'Etat après avis de la commission supérieure des sites.

Le classement d'un lac privé ou d'un cours d'eau dont le lit est propriété privée, nécessite, lorsqu'il peut produire une énergie électrique permanente (été comme hiver) d'au moins 50 kilowatts, l'avis des ministres intéressés (art. 6 et 8 de la loi du 2 mai 1930).

Cet avis doit être formulé dans un délai de trois mois. En cas d'accord entre les ministres, le classement est prononcé par arrêté, dans le cas contraire par décret en Conseil d'Etat.

La protection d'un site ou d'un monument naturel peut faire l'objet d'un projet de classement. Dans ce cas, les intéressés sont invités à présenter leurs observations. Pour ce faire, une enquête publique est prévue, dont les modalités sont fixées par le décret du 13 juin 1969 dans son article 4.

*c) Zones de protection
(Titre III, loi du 2 mai 1930)*

La loi du 2 mai 1930 dans son titre III avait prévu l'établissement d'une zone de protection autour des monuments classés ou des sites classés ou inscrits, lorsque la protection concernait des paysages très étendus et que leur classement aurait dépassé le but à atteindre ou encore aurait été trop onéreux.

La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 abroge les articles 17 à 20 et 28 de la loi du 2 mai 1930, relatifs à la zone de protection de cette loi. Toutefois, les zones de protection créées en application de la loi de 1930 continuent à produire leurs effets jusqu'à leur suppression ou leur remplacement par des zones de protection du patrimoine architectural et urbain.

B. - INDEMNISATION

a) Inscription sur l'inventaire des sites

Aucune indemnité n'est prévue compte tenu qu'il s'agit de servitudes peu gênantes pour les propriétaires.

b) Classement

Peut donner lieu à indemnité au profit des propriétaires s'il entraîne une modification de l'état ou de l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct, matériel et certain. La demande doit être présentée par le propriétaire dans le délai de six mois à dater de la mise en demeure.

A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation.

c) Zone de protection

L'indemnité est prévue comme en matière de classement, mais le propriétaire dispose d'un délai d'un an après la notification du décret pour faire valoir ses réclamations devant les tribunaux judiciaires.

C. - PUBLICITÉ

a) Inscription sur l'inventaire des sites

Insertion de l'arrêté prononçant l'inscription dans deux journaux dont au moins un quotidien dont la distribution est assurée dans les communes intéressées.

L'insertion est renouvelée au plus tard le dernier jour du mois qui suit la première publication.

Affichage en mairie et à tout autre endroit habituellement utilisé pour l'affichage des actes publics, pour une durée qui ne peut être inférieure à un mois.

Publication annuelle au *Journal officiel* de la République française et insertion au recueil des actes administratifs du département.

La décision d'inscription est notifiée aux propriétaires (lorsque leur nombre est inférieur à cent) des parcelles concernées, faute de quoi la décision ne leur serait pas opposable (Conseil d'Etat, 6 octobre 1976, ministre des aff. cult. et assoc. des habitants de Roquebrune ; Conseil d'Etat, 14 décembre 1981, Société centrale d'affichage et de publicité : *Leb.*, p. 466).

Une publicité collective peut être substituée à la notification individuelle dans les cas où le nombre de propriétaires est supérieur à cent ou lorsque l'administration est dans l'impossibilité de connaître l'identité ou le domicile des propriétaires (art. 4 nouveau de la loi du 2 mai 1930, loi du 28 décembre 1967, article 2 du décret du 13 juin 1969). Cette publicité est réalisée à la diligence du préfet.

b) *Classement*

Publication au *Journal officiel* de la République française.

Notification au propriétaire lorsque la décision comporte des prescriptions particulières tendant à modifier l'état ou l'utilisation des lieux (décret n° 69-607 du 13 juin 1969).

c) *Zone de protection*

La publicité est la même que pour le classement.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

a) *Inscription sur l'inventaire des sites*

Si le propriétaire a procédé à des travaux autres que l'exploitation courante ou l'entretien normal sans en avoir avisé le maire 4 mois à l'avance, l'interruption des travaux peut être ordonnée, soit sur réquisition du ministère public agissant à la requête du maire, du fonctionnaire compétent ou de l'une des associations visées à l'article L. 480-1 du code de l'urbanisme, soit même d'office, par le juge d'instruction saisi des poursuites ou par le tribunal correctionnel.

Le maire peut également, si l'autorité judiciaire ne s'est pas encore prononcée, ordonner par arrêté motivé l'interruption des travaux.

Le maire peut être chargé de l'exécution de la décision judiciaire et prendre toute mesure de coercition nécessaire notamment procéder à la saisie des matériaux approvisionnés ou du matériel de chantier (art. 22 nouveau de la loi du 28 décembre 1967).

b) *Instance de classement d'un site*

Si une menace pressante pèse sur un site, le ministre peut ouvrir une instance de classement, sans instruction préalable. Cette mesure conservatoire s'applique immédiatement, dès notification au préfet et au propriétaire. Lorsque l'identité ou le domicile du propriétaire sont inconnus, la notification est valablement faite au maire qui en assure l'affichage et, le cas échéant, à l'occupant des lieux.

L'instance de classement vaut pendant une année et emporte tous les effets du classement (art. 9 de la loi du 2 mai 1930, arrêts du Conseil d'Etat du 24 novembre 1978, Dame Lamarche Jacomet, et 12 octobre 1979, commune de Trégastel : *Dr. adm.* 1979, n° 332).

Elle a pour objet, non de subordonner la validité du classement à la notification du projet aux propriétaires intéressés, mais de conférer à l'administration la faculté de faire obstacle à la modification de l'état ou de l'aspect des lieux, dès avant l'intervention de l'arrêté ou du décret prononçant le classement (Conseil d'Etat, 31 mars 1978, société Cap-Bénat).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

a) *Inscription sur l'inventaire des sites* (Art. 4, loi du 2 mai 1930)

Obligation pour le propriétaire d'aviser le préfet quatre mois à l'avance de son intention d'entreprendre des travaux autres que ceux d'exploitation courante ou d'entretien normal (art. 4 de la loi du 2 mai 1930, art. 3 de la loi du 28 décembre 1967 et circulaire du 19 novembre 1969).

A l'expiration de ce délai, le silence de l'administration équivaut à une acceptation ; le propriétaire peut alors entreprendre les travaux envisagés, sous réserve du respect des règles relatives au permis de construire.

Lorsque l'exécution des travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, la demande de permis tient lieu de la déclaration préalable prévue à l'article 4 de la loi du 2 mai 1930. Le permis de construire est délivré après avis de l'architecte des bâtiments de France ; cet avis est réputé favorable faute de réponse dans le délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction, sauf si l'architecte des bâtiments de France fait connaître dans ce délai, par une décision motivée, à cette autorité, son intention d'utiliser un délai plus long qui ne peut en tout état de cause excéder deux mois (art. R. 421-38-5 du code de l'urbanisme).

Lorsque l'exécution des travaux est subordonnée à la délivrance d'un permis de démolir, la demande de permis tient lieu de la déclaration préalable prévue à l'article 4 de la loi du 2 mai 1930 (art. L. 430-8 du code de l'urbanisme). Dans ce cas le permis de démolir doit être conforme à l'avis du ministre chargé des sites, ou de son délégué (art. R. 430-12 du code de l'urbanisme). En outre, le ministre chargé de l'urbanisme peut, soit d'office, soit à la demande d'un autre ministre, évoquer tout dossier et prendre les décisions nécessaires conjointement avec le ministre intéressé (art. R. 430-15-7 du code de l'urbanisme).

Lorsqu'un immeuble menaçant ruine est situé dans un site inscrit, sa réparation ou sa démolition ne peut être ordonnée par le maire conformément aux articles L. 511-1 et L. 511-2 du code de la construction et de l'habitation, qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans le délai de huit jours. En cas de péril imminent donnant lieu à application de la procédure prévue à l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation, le maire informe l'architecte des bâtiments de France en même temps qu'il adresse l'avertissement au propriétaire (art. R. 430-26 du code de l'urbanisme).

Lorsqu'un immeuble insalubre est situé dans un site inscrit, sa démolition ne peut être ordonnée par le préfet en application de l'article 28 du code de la santé publique qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de quinze jours (art. R. 430-27 du code de l'urbanisme).

Lorsque l'exécution des travaux est subordonnée à la délivrance d'une autorisation d'utilisation du sol en application des dispositions du titre II du livre IV de la deuxième partie du code de l'urbanisme, la demande d'autorisation tient lieu de la déclaration préalable (art. 1^{er} du décret n° 77-734 du 7 juillet 1977 modifiant l'article 17 bis du décret n° 70-288 du 31 mars 1970).

La décision est de la compétence du maire.

L'administration ne peut s'opposer aux travaux qu'en ouvrant une instance de classement.

Lorsque les travaux sont exemptés de permis de construire, mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte les autorités mentionnées à l'article R. 421-38-5 du code de l'urbanisme. Les autorités ainsi consultées font connaître à l'autorité compétente leur opposition ou les prescriptions qu'elles demandent dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elles sont réputées avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

b) *Classement d'un site et instance de classement*
(Art. 9 et 12 de la loi du 2 mai 1930)

Obligation pour le propriétaire d'obtenir une autorisation avant l'exécution de tous les travaux susceptibles de détruire ou de modifier l'état ou l'aspect des lieux. Cette disposition vise notamment, la construction (interdiction de bâtir, règles de hauteur, aspect extérieur des immeubles), la transformation, la démolition d'immeubles, l'ouverture de carrières, la transformation des lignes aériennes de distribution électrique ou téléphonique, etc.

Cette autorisation spéciale est délivrée soit :

- par le préfet pour les ouvrages mentionnés à l'article R. 421-1 du code de l'urbanisme à l'exception de ceux prévus au 2 de cet article, pour les constructions et travaux ou ouvrages exemptés de permis de construire en application du deuxième alinéa de l'article R. 422-1 et de l'article R. 422-2 du code de l'urbanisme, pour l'édification ou la modification des clôtures ;
- par le ministre chargé des sites dans tous les autres cas, ainsi que lorsque ce ministre a décidé d'évoquer le dossier (art. 2 du décret n° 88-1124 du 15 décembre 1988 modifiant l'article 9 de la loi du 2 mai 1930).

La commission départementale des sites et éventuellement la commission supérieure doivent être consultées préalablement à la décision ministérielle.

Le permis de construire étant subordonné à un accord exprès, le pétitionnaire ne pourra bénéficier d'un permis tacite (art. R.421-12 et R. 421-19 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte les autorités mentionnées à l'article R. 421-38-6 II du code de l'urbanisme.

Les autorités ainsi consultées font connaître à l'autorité compétente leur opposition ou les prescriptions qu'elles demandent dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elles sont réputées avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

La démolition des immeubles dans les sites classés demeure soumise aux dispositions de la loi du 2 mai 1930 modifiée (art. L. 430-1, dernier alinéa, du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux projetés nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers du code de l'urbanisme, l'autorisation exigée par l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme tient lieu de l'autorisation exigée en vertu de l'article 9 (instance de classement) et 12 (classement) de la loi du 2 mai 1930 sur les sites, et ce sur les territoires mentionnés à l'article R. 442-1 dudit code, où s'appliquent les dispositions de l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme.

Dans les communes où un plan d'occupation des sols n'a pas été approuvé, cette autorisation est délivrée par le préfet (art. R. 442-6-4 [3°] du code de l'urbanisme).

Obligation pour le vendeur de prévenir l'acquéreur de l'existence de la servitude et de signaler l'aliénation au ministre compétent.

Obligation pour le propriétaire à qui l'administration a notifié l'intention de classement de demander une autorisation avant d'apporter une modification à l'état des lieux et à leur aspect, et ce pendant une durée de douze mois à dater de la notification (mesures de sauvegarde : art. 9 nouveau de la loi du 2 mai 1930, loi du 28 décembre 1967).

c) *Zone de protection du site*
(Art. 17 de la loi du 2 mai 1930)

Les effets de l'établissement d'une zone varient selon les cas d'espèce, puisque c'est le décret de protection qui détermine exactement les servitudes imposées au fonds.

Lorsque les travaux nécessitent un permis de construire, le dit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des sites ou de leur délégué ou encore de l'autorité mentionnée dans le décret instituant la zone de protection (art. R. 421-38-6 du code de l'urbanisme).

Le pétitionnaire ne pourra bénéficier d'un permis de construire tacite (art. R. 421-12 et R. 421-19 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux sont soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte les autorités mentionnées à l'article R. 421-38-6 II du code de l'urbanisme. Les autorités ainsi consultées font connaître à

l'autorité compétente leur opposition ou les prescriptions qu'elles demandent dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elles sont réputées avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Le permis de démolir visé aux articles L. 430-1 et suivants du code de l'urbanisme, tient lieu de l'autorisation de démolir prévue par la loi du 2 mai 1930 sur les sites (article L. 430-1 du code de l'urbanisme). Dans ce cas, le permis de démolir doit être conforme à l'avis du ministre des sites ou de son délégué.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

a) Inscription sur l'inventaire des sites

Interdiction de toute publicité, sauf dérogation (dans les formes prévues à la section 4 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, modifiée par la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985) dans les sites inscrits à l'inventaire et dans les zones de protection délimitées autour de ceux-ci (art. 7 de la loi de 1979).

Les préenseignes sont soumises aux dispositions mentionnées ci-dessus concernant la publicité (art. 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation des enseignes est soumise à autorisation dans les zones visées ci-dessus (art. 17 de la loi du 29 décembre 1979).

Interdiction d'établir des campings sauf autorisation préfectorale (décret n° 59-275 du 7 février 1959 et décret d'application n° 68-134 du 9 février 1968) ou de créer des terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes (art. R. 443.9 du code de l'urbanisme). Obligation pour le maire de faire connaître par affichage et panneaux ces réglementations.

b) Classement du site et instance de classement

Interdiction de toute publicité sur les monuments naturels et dans les sites classés (art. 4 de la loi du 29 décembre 1979). Les préenseignes sont soumises à la même interdiction (art. 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les zones visées ci-dessus (art. 17 de la loi du 29 décembre 1979).

Interdiction à quiconque d'acquérir un droit de nature à modifier le caractère et l'aspect des lieux.

Interdiction d'établir une servitude conventionnelle sauf autorisation du ministre compétent.

Interdiction d'établir des campings sauf autorisation ministérielle accordée après avis de la commission départementale et supérieure des sites (décret n° 59-275 du 7 février 1959 et décret d'application n° 68-134 du 9 février 1968), ou de créer des terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes (art. R. 443-9 du code de l'urbanisme). Obligation pour le maire de faire connaître ces réglementations par affichage et panneaux.

c) Zone de protection d'un site

Obligation pour le propriétaire des parcelles situées dans une telle zone de se soumettre aux servitudes particulières à chaque secteur déterminé par le décret d'institution et relatives aux servitudes de hauteur, à l'interdiction de bâtir, à l'aspect esthétique des constructions... La commission supérieure des sites est, le cas échéant, consultée par les préfets ou par le ministre compétent préalablement aux décisions d'autorisation.

Interdiction de toute publicité, sauf dérogation dans les formes prévues à la section 4 de la loi du 29 décembre 1979, dans les zones de protection délimitées autour d'un site classé (art. 7 de la loi de 1979).

Les préenseignes sont soumises aux dispositions mentionnées ci-dessus, en ce qui concerne la publicité (art. 18 de la loi de 1979).

Interdiction en règle générale d'établir des campings et terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes.

- 78 -

2° Droits résiduels du propriétaire

a) *Inscription sur l'inventaire des sites*

Possibilité pour le propriétaire de procéder à des travaux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal pour les édifices dans les conditions mentionnées au § A 2° a.

b) *Classement d'un site*

Possibilité pour le propriétaire de procéder aux travaux pour lesquels il a obtenu l'autorisation dans les conditions visées au § A 2° b.

PASSAGE DES PIÉTONS SUR LE LITTORAL

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitude longitudinale de passage des piétons.

Servitude de passage transversale au rivage.

Articles L. 160-6 à L. 160-8 du code de l'urbanisme (article 52 de la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme et complété par les articles 4 à 6 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral) ; article R. 160-8 à R. 160-33 du code de l'urbanisme.

Décret n° 77-753 du 7 juillet 1977 pris pour l'application de l'article 52 de la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 instituant la servitude de passage sur le littoral (art. 4).

Décret n° 90-481 du 12 juin 1990 pris pour l'application de l'article L. 160-6-1 du code de l'urbanisme.

Circulaire n° 78-144 du 20 octobre 1978 relative à la servitude de passage des piétons sur le littoral (*B.O.M.E.T. 78/46 bis*).

Circulaire n° 90-46 du 19 juin 1990 relative à l'amélioration de l'accessibilité au rivage de la mer.

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction de l'architecture et de l'urbanisme).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Servitude de passage longitudinale

L'article L. 160-6 du code de l'urbanisme institue de plein droit sur l'ensemble du littoral, une servitude de passage à usage exclusif des piétons, qui grève les propriétés riveraines du domaine public maritime sur une bande de trois mètres de large (tracé de droit).

Sauf exceptions strictement définies par l'article R. 160-15 du code de l'urbanisme, elle ne peut grever les terrains situés à moins de quinze mètres des bâtiments à usage d'habitation édifiés avant le 1^{er} janvier 1976, ni les terrains attenants à des maisons d'habitation et clos de murs au 1^{er} janvier 1976, à moins que ce soit le seul moyen pour assurer la continuité du cheminement des piétons ou leur libre accès sur le rivage de la mer (art. L. 160-6 du code de l'urbanisme).

Ce tracé de droit peut être modifié ou, exceptionnellement suspendu (art. L. 160-6, *a* et *b*, du code de l'urbanisme).

Il peut être modifié, d'une part, pour assurer, compte tenu des obstacles de toute nature, la continuité du cheminement des piétons ou leur libre accès au rivage de la mer (1), d'autre part, pour tenir compte des chemins et règles préexistants (art. L. 160-6 *b* du code de l'urbanisme). Le tracé modifié peut grever exceptionnellement des propriétés non riveraines du domaine public maritime.

Il peut être suspendu exceptionnellement, notamment lorsqu'il existe des voies et chemins de remplacement (2), si le maintien de la servitude fait obstacle au fonctionnement d'un service public, d'une entreprise de construction ou de réparation navale, etc., autour des limites d'un port maritime, à proximité des installations utilisées pour les besoins de la défense nationale ;

(1) Cette faculté n'est ouverte à l'autorité administrative que dans la stricte mesure nécessaire au respect des objectifs fixés par la loi. Ainsi, est illégale la modification du tracé lorsque le cheminement des piétons peut être assuré par un simple aménagement des caractéristiques de la servitude, tout en respectant les dispositions législatives interdisant de grever de cette servitude les terrains situés à moins de quinze mètres de bâtiments à usage d'habitation édifiés avant le 1^{er} janvier 1976 (Conseil d'Etat, 7 mai 1986, M.U.L.T. c/Noël : rec., p. 140).

(2) Encore faut-il que ce chemin de remplacement offre la continuité nécessaire au tracé de la servitude ; ce qui n'est pas le cas lorsque celui-ci est submergé par les eaux, pendant une durée variable (Conseil d'Etat, 18 décembre 1987, M. Loyer : rec., p. 419).

de même si le maintien de la servitude est de nature à compromettre la conservation d'un site à protéger pour des raisons archéologiques ou écologiques, ou la stabilité des sols, etc. (art. L. 160-6 b et R. 160-14 du code de l'urbanisme).

La procédure de suspension est identique à la procédure de modification (art. R. 160-11 du code de l'urbanisme). Elle comporte une enquête publique et la consultation des conseils municipaux intéressés (art. L. 160-6, alinéa 2, du code de l'urbanisme).

L'enquête publique est effectuée dans les formes prévues aux articles R. 11-4 à R. 11-12 et R. 11-14 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique sous réserve des articles R. 160-18 et R. 160-19 du code de l'urbanisme.

Dans les communes, parties de communes ou ensembles de communes dotés d'un plan d'occupation des sols rendu public, cette enquête peut avoir lieu en même temps que l'enquête publique du plan d'occupation des sols (art. R. 160-17 du code de l'urbanisme).

Le dossier soumis à enquête publique adressé par le chef de service maritime au préfet comporte une notice explicative exposant l'objet de l'opération, le plan parcellaire des terrains sur lequel le transfert de la servitude est envisagé (avec l'indication du tracé et de la largeur du passage), la liste des communes des propriétaires concernés par le transfert de la servitude, l'indication des parties de territoire où il est envisagé de suspendre l'application de la servitude (art. R. 160-12 du code de l'urbanisme).

Le dossier d'enquête publique doit, le cas échéant, comporter une étude d'impact (décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977).

Le préfet soumet à la délibération des conseils municipaux des communes intéressées, le projet de modification du tracé ou des caractéristiques de la servitude. Cette délibération est réputée favorable, si elle n'est pas intervenue dans un délai de deux mois. Si le conseil municipal entend faire connaître son opposition, celle-ci doit être expressément formulée dans la délibération.

Approbation de la modification du tracé ou des caractéristiques de la servitude par arrêté du préfet, en l'absence d'opposition de la ou des communes intéressées, par décret en Conseil d'Etat dans le cas contraire (art. R. 160-21 du code de l'urbanisme). L'acte approuvant la modification du tracé ou des caractéristiques de la servitude doit être motivé.

Servitude de passage transversale au rivage

Une servitude de passage des piétons, transversale au rivage, peut être instituée sur les voies et chemins privés d'usage collectif existants, à l'exception de ceux réservés à un usage professionnel.

Cette servitude a pour but de relier la voirie publique au rivage de la mer ou aux sentiers d'accès immédiat à celui-ci, en l'absence de voie publique située à moins de 500 mètres (1) et permettant l'accès au rivage (art. L. 160-6-1 du code de l'urbanisme, art. 5 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986).

La servitude de passage transversale au rivage est instituée suivant une procédure identique à celle portant sur la modification du tracé ou des caractéristiques de la servitude de passage des piétons le long du littoral.

B. - INDEMNISATION

La servitude de passage transversale au rivage donne droit à indemnisation dans les mêmes conditions que la servitude de passage le long du littoral (art. L. 160-6-1, alinéa 3, du code de l'urbanisme).

Les propriétaires ayant subi du fait du passage de la servitude sur leur terrain un dommage direct, matériel et certain, ont droit à une indemnité (art. L. 160-7, alinéa 1, du code de l'urbanisme), à la charge de l'Etat (art. R. 160-30 du code de l'urbanisme).

La demande d'indemnité doit, à peine de forclusion, être formulée dans les six mois à compter de la date à laquelle a été causé le dommage (art. L. 160-7, alinéa 2, du code de l'urbanisme).

Le montant de l'indemnité est fixé, soit à l'amiable, soit en cas de désaccord par le tribunal administratif (art. L. 160-7, alinéa 3, du code de l'urbanisme).

(1) La distance de 500 mètres est mesurée en ligne droite à partir du débouché sur le rivage de la mer de la voie ou du chemin privé d'usage collectif ou, le cas échéant, des sentiers d'accès immédiat qui les prolongent (art. R. 160-16 du code de l'urbanisme).

Ne donne pas lieu à indemnité la suppression des obstacles placés en violation des dispositions de l'article R. 160-25 du code de l'urbanisme, fixant les effets des servitudes, ou en infraction des règles d'urbanisme applicables aux territoires concernés, ou encore aux règles d'occupation du domaine public (art. R. 160-32 du code de l'urbanisme).

La responsabilité civile des propriétaires des terrains, voies et chemins grevés par les servitudes, ne saurait être engagée au titre des dommages causés ou subis par les bénéficiaires de ces servitudes (art. L. 160-7, alinéa 4, du code de l'urbanisme).

C. - PUBLICITÉ

Modification du tracé et des caractéristiques de la servitude de passage le long du littoral et servitude de passage transversale au rivage

Publication au *Journal officiel* de la République française si l'acte institutif est un décret (art. R. 160-22 a du code de l'urbanisme).

Publication au recueil des actes administratifs de la ou des préfectures intéressées s'il s'agit d'un arrêté (art. R. 160-22 b du code de l'urbanisme).

Dépôt d'une copie de l'acte d'institution à la mairie de chacune des communes concernées. Un avis de ce dépôt est donné par affichage en mairie pendant une durée d'un mois.

Insertion de la mention de l'acte institutif, en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans les départements concernés.

Mesures de publicité prévues, en matière de publicité foncière, par l'article 36 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 (1) (art. R. 160-22, dernier alinéa, du code de l'urbanisme).

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

Servitudes de passage sur le littoral

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Obligation pour le maire ou à défaut le préfet, de prendre toute mesure de signalisation nécessaire en vue de préciser l'emplacement des servitudes de passage (art. R. 160-24 du code de l'urbanisme).

Possibilité pour l'administration de procéder à la suppression des obstacles placés en violation des dispositions de l'article R. 160-25 b du code de l'urbanisme, fixant les effets de la servitude ou en infraction aux règlements d'urbanisme applicables aux territoires concernés, ou encore aux règles d'occupation du domaine public, et ce, sans indemnisation (art. R. 160-32, alinéa 1, du code de l'urbanisme).

2° Obligations de faire imposées

a) *Aux propriétaires et à leurs ayants droit*

Néant.

b) *Aux usagers du sentier*

Obligation pour les usagers du sentier résultant des servitudes de n'utiliser celui-ci que pour le cheminement pédestre. Ils devront respecter scrupuleusement l'assiette de la servitude et ne pas emprunter un passage différent de celui signalé par le maire ou à défaut par le préfet et mis en l'état par l'administration pour permettre le passage le long du littoral et l'accès au rivage de la mer (art. R. 160-26 du code de l'urbanisme).

(1) L'obligation ainsi faite à l'administration, dans l'intérêt de l'information des usagers, de publier au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble concerné, les décisions relatives à la servitude, n'est pas une condition de l'opposabilité de la décision ; par suite, le défaut d'une telle publication est sans effet sur les délais de recours (Conseil d'Etat, 29 janvier 1988, M.E.L.A.T.T. c/Dlle A.-M. de Taisne : req. n° 65688, R.D.I. 1988, p. 194).

B. – LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Obligation pour les propriétaires et leurs ayants droit de laisser aux piétons le droit de passage sur leur propriété dans une bande de trois mètres de largeur calculée à partir de la limite du domaine public maritime, et sur les chemins et voies privés ouverts aux piétons afin de leur assurer l'accès au rivage dans les conditions définies à l'article R. 160-16 du code de l'urbanisme (art. R. 160-25 du code de l'urbanisme).

Obligation pour les propriétaires ou leurs ayants droit de n'apporter à l'état des lieux, aucune modification de nature à faire obstacle même provisoirement, au libre passage des piétons (art. R. 160-25 *b* du code de l'urbanisme).

Obligation pour les propriétaires de laisser l'administration compétente établir la signalisation et effectuer les travaux nécessaires pour assurer le libre passage et la sécurité des piétons et ce, s'ils ont été avisés quinze jours à l'avance, sauf cas d'urgence (art. R. 160-25 *c* du code de l'urbanisme).

2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour les propriétaires et leurs ayants droit de faire des travaux sur le sentier résultant de la servitude, modifiant l'état des lieux et faisant même obstacle à la libre circulation des piétons, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation préalable du préfet et que cette situation ne se prolonge pas au-delà de six mois (art. R. 160-25 *b* du code de l'urbanisme). Cette possibilité est notamment prévue pour la réalisation de travaux de défense contre la mer.

**PLAN LOCAL D'URBANISME
COMMUNE DE BIDART 64**

GENERALITES

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz prises au bénéfice de :

- La Société TIGF, 49 avenue Dufau - BP 522 - 64010 PAU CEDEX, pour la conduite (et ses annexes) :

BRANCHEMENT DN 200 GDF BIDART, catégorie B
CANALISATION DN 300 BASSUSSARRY-BIDART, catégorie B

Arrêté Ministériel du 4 juin 2004 (JO du 11 juin 2004)

Autorisations d'exploiter octroyées par le Ministre Délégué à l'Industrie et du Commerce Extérieur,

Servitudes d'ancrage, d'appui, de passage sur des terrains non bâtis, non fermés ou clos de murs ou de clôtures équivalentes.

TEXTES REGLEMENTAIRES

Loi du 15 juin 1906, article 12, modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 13 juillet 1925 (article 298) et du 4 juillet 1935, les décrets du 27 décembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1938, et n° 67-885 du 6 octobre 1967.

Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

Ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (article 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi n° 46 628 du 8 avril 1946.

Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne le régime des transports de gaz combustible.

Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.

Décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement d'édites servitudes.

Circulaire n° 70-13 du 24 juin 1970 pour l'application du décret précité.

Circulaire « porter à connaissance » n° 2006-55 du 4 août 2006 relative à la construction dans les secteurs affectés par le passage de canalisations de transport de gaz.

Article 81 de la loi de finances rectificative pour 2001 n°2001-1276 du 28 décembre 2001.

Article 62 de la loi du 3 janvier 2003.

PROCEDURE D'INSTITUTION

A. Procédure

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage sur les terrains non bâtis, non fermés ou clos de murs ou de clôtures équivalentes bénéficient aux ouvrages déclarés d'utilité publique (art. 35 de la loi du 8 avril 1946) à savoir :

- canalisations de transport de gaz et installations de stockage souterrain de gaz combustible,
- canalisations de distribution de gaz et installations de stockage en surface annexes de la distribution.

La déclaration d'utilité publique en vue de l'exercice des servitudes, sans recours à l'expropriation, est obtenue conformément aux dispositions du chapitre III du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985. Elle est prononcée soit par arrêté préfectoral ou arrêté conjoint des préfets des départements intéressés, soit par arrêté du ministre chargé du gaz ou par arrêté conjoint du ministre chargé du gaz et du ministre chargé de l'urbanisme, selon les modalités fixées par l'article 9 du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985.

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 juin 1970 en son titre II.

A défaut d'accord amiable, le distributeur adresse au préfet, par l'intermédiaire de l'ingénieur chargé du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. Le préfet prescrit alors une enquête publique dont le dossier est transmis aux maires des communes intéressées et notifié au demandeur. Les maires intéressés donnent avis de l'ouverture de l'enquête et notifient aux propriétaires concernés les travaux projetés (art. 13 du décret du 11 juin 1970).

Le demandeur, après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après l'accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 juin 1970 et visées ci-dessous en C.

Remarque : dans la plupart des cas, il est passé entre le titulaire de l'autorisation d'exploiter et les propriétaires intéressés des conventions de servitudes amiables. Ces conventions remplacent les formalités mentionnées ci-dessus et produisent les mêmes effets que l'arrêté préfectoral d'approbation du projet de détail des tracés (art. 1er du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967).

B. Indemnisation

Des indemnités ne sont dues que s'il y a eu préjudice. Elles sont versées au propriétaire ou à l'exploitant pour le dédommager des troubles temporaires qu'il doit subir pendant l'exécution des travaux de pose. Si le propriétaire, lorsqu'il est distinct de l'exploitant, ou l'exploitant lui-même, peut faire valablement état d'un préjudice permanent, une indemnité lui sera également versée. En fait, les canalisations de gaz une fois posées n'entraînent pratiquement aucun dommage permanent en dehors d'un droit de surveillance dont dispose le transporteur ou le distributeur (qui s'exerce environ une fois par an).

Les indemnités sont versées en une seule fois.

En cas de litige, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation, conformément aux articles 2 et 3 du décret du 6 octobre 1967 (art. 20 du décret du 11 juin 1970).

Elles sont à la charge du transporteur ou du distributeur.

C. Publicité

Se référer à la même rubrique de la fiche "électricité".

EFFETS DE LA SERVITUDE

A. Prerogatives de la puissance publique.

1. Prerogatives exercées directement par la puissance publique.
Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des canalisations souterraines sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes.
Droit pour le bénéficiaire de procéder à des abattages d'arbres ou à des élagages de branches lors de la pose des conduites.
2. Obligations de faire imposées au propriétaire.
Néant.

B. Limitations au droit d'utiliser le sol.

1. Obligations passives.
Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales et après en avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible.
2. Droits résiduels du propriétaire.
Les propriétaires dont les terrains sont traversés par une canalisation de transport de gaz (servitude de passage) conservent le droit de les clore ou d'y élever des immeubles à condition toutefois d'en avertir l'exploitant. Ces constructions devront respecter les règles d'implantation (servitude non aedificandi) applicables aux bâtiments pouvant être construits à proximité de canalisations de transport de gaz naturel.

Servitude "non aedificandi"

4 à 10 mètres

En ce qui concerne plus particulièrement les travaux à proximité des conduites de transport (terrassements, fouilles, forages, enfoncements etc..) leur exécution ne peut être effectuée que conformément aux dispositions de la législation en vigueur :

- Décret ministériel n° 91-1147 du 14 octobre 1991
- Arrêté ministériel du 23 novembre 1994

En application desdits textes les déclarations devront être adressées au :

TIGF - Secteur de LACQ
Z.I. Marcel Dassault
64170 ARTIX
Tél. 05.59.53.97.00 - Fax. 05.59.83.37.01

ELECTRICITE

I₄

I. - GENERALITES

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.

Servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres.

Loi du 15 Juin 1906, article 12, modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 13 juillet 1925 (art.298) et du 4 juillet 1935, les décrets des 27 décembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1938 et le décret n° 67-885 du 6 octobre 1967.

Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz.

Ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (art.60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946.

Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.

Décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946. concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes.

Circulaire n° 70-13 du 24 juin 1970 (mise en application des dispositions du décret du 11 juin 1970) complétée par la circulaire n° LR-J/A-033879 du 13 novembre 1985 (nouvelles dispositions découlant de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 sur la démocratisation des enquêtes publiques et du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application).

Ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire (direction générale de l'industrie et des matières premières, direction du gaz, de l'électricité et du charbon).

II. - PROCEDURE D'INSTITUTION

A. - PROCEDURE

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres bénéficient :

- aux travaux déclarés d'utilité publique (art.35 de la loi du 8 avril 1946) ;
- aux lignes placées sous le régime de la concession ou de la régie réalisée avec le concours financier de l'Etat, des départements, des communes ou syndicats de communes (art.298 de la loi du 13 juillet 1925) et non déclarées d'utilité publique (1).

La déclaration d'utilité publique des ouvrages d'électricité en vue de l'exercice des servitudes est obtenue conformément aux dispositions des chapitres I^{er} et II du décret du 11 juin 1970 modifié par le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985.

La déclaration d'utilité publique est prononcée :

- soit par arrêté préfectoral ou arrêté conjoint des préfets des départements intéressés et en cas de désaccord par arrêté du ministre chargé de l'électricité, en ce qui concerne les ouvrages de distribution publique d'électricité et de gaz et des ouvrages du réseau d'alimentation générale en énergie électrique ou de distribution aux services publics d'électricité de tension inférieure à 225 kV (art.4, alinéa 2. du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985) :

(1) Le bénéfice des servitudes instituées par les lois de 1906 et de 1925 vaut pour l'ensemble des installations de distribution d'énergie électrique, sans qu'il y ait lieu de distinguer selon que la ligne dessert une collectivité publique ou un service public ou une habitation privée (Conseil d'Etat, 1^{er} février 1985, ministre de l'industrie contre Michaud, n° 36313).

- soit par arrêté du ministre chargé de l'électricité ou arrêté conjoint du ministre chargé de l'électricité et du ministre chargé de l'urbanisme s'il est fait application des articles L. 123-8 et R. 123-35-3 du code de l'urbanisme, en ce qui concerne les mêmes ouvrages visés ci-dessus, mais d'une tension supérieure ou égale à 225 kV (Art. 7 du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985).

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 juin 1970 en son titre II (le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret du 11 juin 1970 n'a pas modifié la procédure d'institution des dites servitudes). La circulaire du 24 juin 1970 reste applicable.

A défaut d'accord amiable, le distributeur adresse au préfet par l'intermédiaire de l'ingénieur en chef chargé du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. Le préfet prescrit alors une enquête publique dont le dossier est transmis aux maires des communes intéressées et notifié au demandeur. Les maires concernés donnent avis de l'ouverture de l'enquête et notifient aux propriétaires concernés les travaux projetés.

Le demandeur après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après l'accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 juin 1970 et visées ci-dessous en C.

Par ailleurs, une convention peut être passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance des dites servitudes. Cette convention remplace les formalités mentionnées ci-dessus et produit les mêmes effets que l'arrêté préfectoral (art. 1^{er} du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967) (1).

B. - INDEMNISATION

Les indemnisations dues à raison des servitudes sont prévues par la loi du 15 juin 1906 en son article 12. Elles sont dues en réparation du préjudice résultant directement de l'exercice des servitudes (2).

Elles sont dues par le maître d'ouvrage. La détermination du montant de l'indemnité, à défaut d'accord amiable, est fixée par le juge de l'expropriation (art. 20 du décret du 11 juin 1970). Les dommages survenus à l'occasion des travaux doivent être réparés comme dommages de travaux publics (3).

Dans le domaine agricole, l'indemnisation des exploitants agricoles et des propriétaires est calculée en fonction des conventions passées, en date du 21 octobre 1987, entre Electricité de France et l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.P.C.A) et rendues applicables par les commissions régionales instituées à cet effet. Pour les dommages instantanés liés aux travaux, l'indemnisation est calculée en fonction d'un accord passé le 21 octobre 1981 entre l'A.P.C.A, E.D.F et le syndicat des entrepreneurs de réseaux, de centrales et d'équipements industriels électriques (S.E.R.C.E).

C. - PUBLICITE

Affichage en mairie de chacune des communes intéressées, de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification au demandeur de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification du dit arrêté, par les maires intéressés ou par le demandeur, à chaque propriétaire et exploitant pourvu d'un titre régulier d'occupation et concerné par les servitudes.

(1) L'institution des servitudes qui implique une enquête publique, n'est nécessaire qu'à défaut d'accord amiable. L'arrêté préfectoral est vicié si un tel accord n'a pas été recherché au préalable par le maître d'ouvrage (Conseil d'Etat, 18 novembre 1977, ministre de l'Industrie contre consorts Lannio) ; sauf si l'intéressé a manifesté, dès avant l'ouverture de la procédure, son hostilité au projet (Conseil d'Etat, 20 janvier 1985, Tredan et autres).

(2) Aucune indemnité n'est due, par exemple, pour préjudice esthétique ou pour diminution de la valeur d'un terrain à bâtir. En effet, l'implantation des supports des lignes électriques et le survol des propriétés sont par principe précaires et ne portent pas atteinte au droit de propriété, notamment au droit de bâtir et de se clore (Cass. civ. III, 17 juillet 1872, Bull. civ. III, n° 464 ; Cass. civ. III, 16 janvier 1979).

(3) Ce principe est posé en termes clairs par le Conseil d'Etat dans un arrêt du 7 novembre 1986 - E.D.F. c. Aujoulat (req. n° 50436, D.A. n° 60).

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique.

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient ou non closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation). Lorsqu'il y a application du décret du 27 décembre 1925, les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des clôtures.

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (décret du 12 novembre 1938).

2° Obligations de faire, imposées au propriétaire.

Néant.

B. - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives.

Obligations pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible.

2° Droits résiduels des propriétaires.

Les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou de surplomb conservent le droit de se clore ou de bâtir, ils doivent toutefois un mois avant d'entreprendre l'un de ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'entreprise exploitante.



VOIES FERRÉES

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives aux chemins de fer.

Servitudes de voirie :

- alignement ;
- occupation temporaire des terrains en cas de réparation ;
- distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés ;
- mode d'exploitation des mines, carrières et sablières.

Servitudes spéciales pour les constructions; les excavations et les dépôts de matières inflammables ou non.

Servitudes de débroussaillage.

Loi du 15 juillet 1845 modifiée sur la police des chemins de fer.

Code minier, articles 84 et 107.

Code forestier, articles L. 322-3 et L. 322-4

Loi du 29 décembre 1892 (occupation temporaire).

Décret-loi du 30 octobre 1935 modifié en son article 6 par la loi du 27 octobre 1942 relatif à la servitude de visibilité concernant les voies publiques et les croisements à niveau.

Décret du 22 mars 1942 modifié (art. 73-7°) sur la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées d'intérêt général et d'intérêt local.

Décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives et circulaire d'application du 7 mai 1980 et documents annexes à la circulaire.

Fiche note 11-18 BIG du 30 mars 1978.

Ministère chargé des transports (direction des transports terrestres).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Application des dispositions de la loi du 15 juillet 1845 modifiée sur la police des chemins de fer, qui a institué des servitudes à l'égard des propriétés riveraines de la voie ferrée.

Sont applicables aux chemins de fer :

- les lois et règlements sur la grande voirie qui ont pour objet d'assurer la conservation des fossés, talus, haies et ouvrages, le passage des bestiaux et les dépôts de terre et autres objets quelconques (art. 2 et 3 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée) ;
- les servitudes spéciales qui font peser des charges particulières sur des propriétés riveraines afin d'assurer le bon fonctionnement du service public que constituent les communications ferroviaires (art. 5 et suivants de la loi du 15 juillet 1845 modifiée) ;
- les lois et règlements sur l'extraction des matériaux nécessaires aux travaux publics (loi du 28 décembre 1892 sur l'occupation temporaire).

Les servitudes de grande voirie s'appliquent dans des conditions un peu particulières.

Alignement

L'obligation d'alignement s'impose aux riverains de la voie ferrée proprement dite et à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que les gares, les cours de gare et avenues d'accès non classées dans une autre voirie.

- 368 -

L'obligation d'alignement ne concerne pas les dépendances qui ne font pas partie du domaine public où seule existe une obligation éventuelle de bornage à frais communs.

L'alignement, accordé et porté à la connaissance de l'intéressé par arrêté préfectoral, a pour but essentiel d'assurer le respect des limites des chemins de fer.

L'administration ne peut pas, comme en matière de voirie, procéder à des redressements, ni bénéficier de la servitude de reculement (Conseil d'Etat, 3 juin 1910, Pourreyron).

Mines et carrières

Les travaux de recherche et d'exploitation de mines et carrières à ciel ouvert et de mines et carrières souterraines effectués à proximité d'un chemin de fer ouvert au service public doivent être exécutés dans les conditions prévues par les articles 1^{er} et 2 du titre « Sécurité et salubrité publique » du règlement général des industries extractives, institué par le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié et complété par les documents annexés à la circulaire d'application du 7 mai 1980.

La modification des distances limites et des zones de protection peut être effectuée par le préfet après avis du directeur interdépartemental de l'industrie, dans la limite où le permettent ou le commandent la sécurité et la salubrité publiques (art. 3, alinéa 1, du titre « Sécurité et salubrité publiques »).

La police des mines et des carrières est exercée par le préfet, assisté à cet effet par le directeur interdépartemental de l'industrie (art. 3 du décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives).

B. - INDEMNISATION

L'obligation de procéder à la suppression de constructions existantes au moment de la promulgation de la loi de 1845 ou lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées ouvre droit à indemnité fixée comme en matière d'expropriation (art. 10 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

L'obligation de procéder à la suppression de plantations, excavations, couvertures en chaume, amas de matériaux existants au moment de la promulgation de la loi de 1845 ou lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées ouvre aux propriétaires un droit à indemnité déterminée par la juridiction administrative, selon les règles prévues en matière de dommage de travaux publics.

L'obligation de débroussaillage, conformément aux termes de l'articles L. 322-3 et L. 322-4 du code forestier, ouvre aux propriétaires un droit à indemnité. En cas de contestation, l'évaluation sera faite en dernier ressort par le tribunal d'instance.

Une indemnité est due aux concessionnaires de mines établies antérieurement, du fait du dommage permanent résultant de l'impossibilité d'exploiter des richesses minières dans la zone prohibée.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les servitudes applicables aux riverains du chemin de fer n'ouvrent pas droit à indemnité.

C. - PUBLICITÉ

En matière d'alignement, délivrance de l'alignement par le préfet.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1^o Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Possibilité pour la S.N.C.F., quand le chemin de fer traverse une zone boisée, d'exécuter à l'intérieur d'une bande de 20 mètres de largeur calculée du bord extérieur de la voie, et après en avoir avisé les propriétaires, les travaux de débroussaillage de morts-bois (art. L. 322-3 et L. 322-4 du code forestier).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Obligation pour le riverain, avant tous travaux, de demander la délivrance de son alignement.

Obligation pour les propriétaires riverains de procéder à l'élagage des plantations situées sur une longueur de 50 mètres de part et d'autre des passages à niveau ainsi que de celles faisant saillie sur la zone ferroviaire, après intervention pour ces dernières d'un arrêté préfectoral (lois des 16 et 24 août 1790). Sinon intervention d'office de l'administration.

Application aux croisements à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée des dispositions relatives à la servitude de visibilité figurant au décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

Obligation pour les propriétaires, sur ordre de l'administration, de procéder, moyennant indemnité, à la suppression des constructions, plantations, excavations, couvertures de chaume, amas de matériaux combustibles ou non existants dans les zones de protection édictées par la loi du 15 juillet 1845 modifiée, et pour l'avenir lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées (art. 10 de la loi du 15 juillet 1845).

En cas d'infraction aux prescriptions de la loi du 15 juillet 1845 modifiée, réprimée comme en matière de contravention de grande voirie, les contrevenants sont condamnés par le juge administratif à supprimer, dans un certain délai, les constructions, plantations, excavations, couvertures en chaume, dépôts contraires aux prescriptions, faute de quoi la suppression a lieu d'office aux frais du contrevenant (art. 11, alinéas 2 et 3, de la loi du 15 juillet 1845).

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Obligation pour les riverains voisins d'un passage à niveau de supporter les servitudes résultant d'un plan de dégagement établi en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié le 27 octobre 1942 concernant les servitudes de visibilité.

Interdiction aux riverains des voies ferrées de procéder à l'édification d'aucune construction autre qu'un mur de clôture, dans une distance de 2 mètres d'un chemin de fer. Cette distance est mesurée soit de l'arête supérieure du déblai, soit de l'arête inférieure du talus de remblai, soit du bord extérieur du fossé du chemin et à défaut d'une ligne tracée à 1,50 mètre à partir des rails extérieurs de la voie de fer. L'interdiction s'impose aux riverains de la voie ferrée proprement dite et non pas aux dépendances du chemin de fer non pourvues de voies : elle concerne non seulement les maisons d'habitation mais aussi les hangars, magasins, écuries, etc. (art. 5 de la loi du 15 juillet 1845).

Interdiction aux riverains des voies ferrées de planter des arbres à moins de 6 mètres et des haies vives à moins de 2 mètres de la limite de la voie ferrée constatée par un arrêté d'alignement. Le calcul de la distance est fait d'après les règles énoncées ci-dessus en matière de construction (application des règles édictées par l'article 5 de la loi du 9 ventôse, An VIII).

Interdiction d'établir aucun dépôt de pierres ou objets non inflammables pouvant être projetés sur la voie à moins de 5 mètres. Les dépôts effectués le long des remblais sont autorisés lorsque la hauteur du dépôt est inférieure à celle du remblai (art. 8 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

Interdiction d'établir aucun dépôt de matières inflammables et des couvertures en chaume à moins de 20 mètres d'un chemin de fer.

Interdiction aux riverains d'un chemin de fer qui se trouve en remblai de plus de 3 mètres au-dessus du terrain naturel de pratiquer des excavations dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du talus (art. 6 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

Interdiction aux riverains de la voie ferrée de déverser leurs eaux résiduelles dans les dépendances de la voie (art. 3 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

Interdiction de laisser subsister, après mise en demeure du préfet de les supprimer, toutes installations lumineuses et notamment toutes publicités lumineuses au moyen d'affiches, enseignes ou panneaux lumineux ou réfléchissants lorsqu'elles sont de nature à créer un danger pour la circulation des convois en raison de la gêne qu'elles apportent pour l'observation des signaux par les agents des chemins de fer (art. 73-7° du décret du 22 mars 1942 modifié).

2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour les propriétaires riverains d'obtenir, par arrêté préfectoral, une dérogation à l'interdiction de construire à moins de 2 mètres du chemin de fer lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin de fer et la disposition des lieux le permettent (art. 9 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

Possibilité pour les riverains propriétaires de constructions antérieures à la loi de 1845 ou existantes lors de la construction d'un nouveau chemin de fer de les entretenir dans l'état où elles se trouvaient à cette époque (art. 5 de la loi de 1845 modifiée).

Possibilité pour les propriétaires riverains d'obtenir, par décision du préfet, une dérogation à l'interdiction de planter des arbres (distance ramenée de 6 mètres à 2 mètres) et les haies vives (distance ramenée de 2 mètres à 0,50 mètre).

Possibilité pour les propriétaires riverains d'exécuter des travaux concernant les mines et carrières, à proximité des voies ferrées, dans les conditions définies au titre « Sécurité et salubrité publiques » du règlement général des industries extractives institué par le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié et complété par les documents annexes à la circulaire du 7 mai 1980.

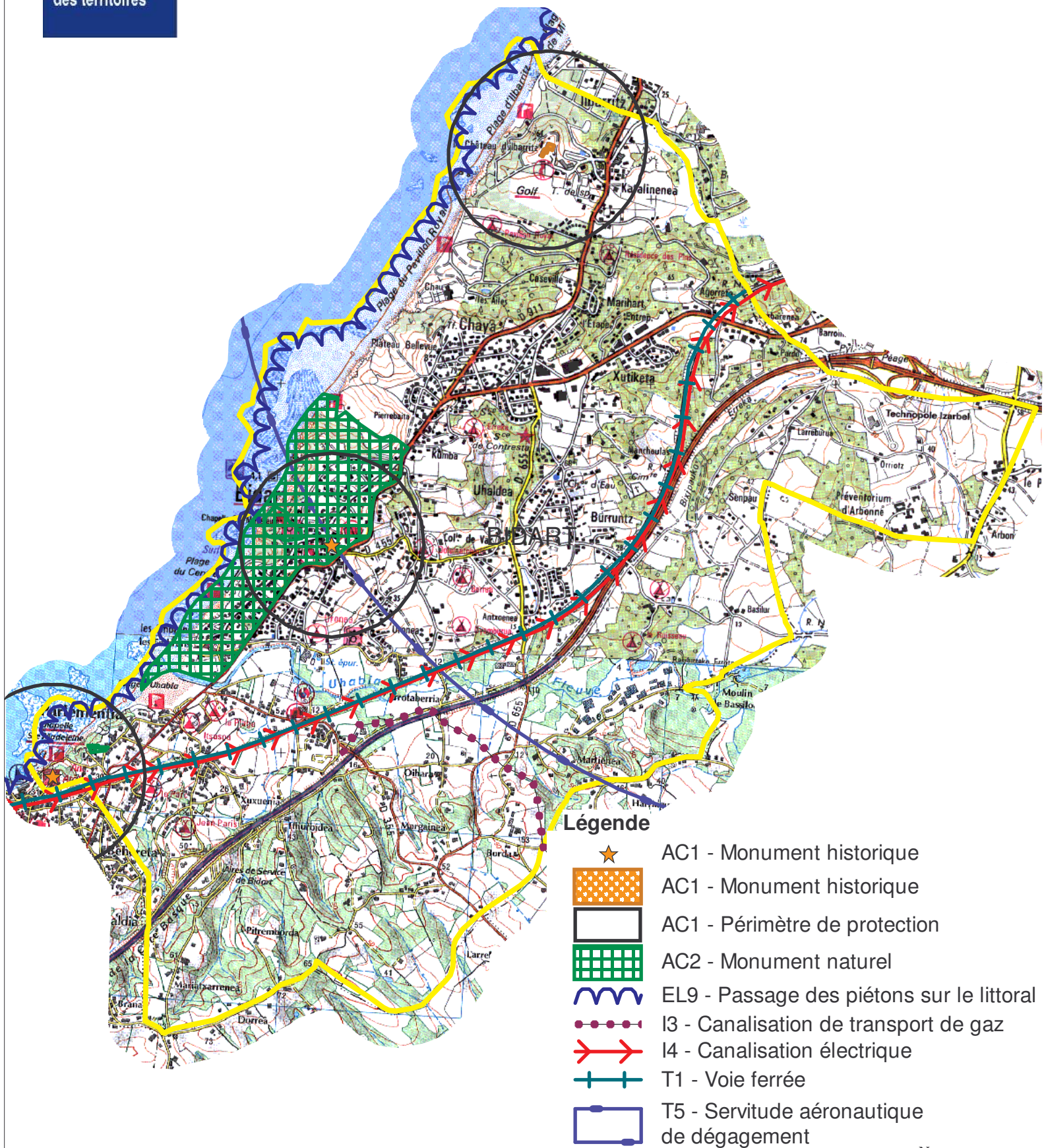
Possibilité pour les propriétaires riverains de procéder à des excavations en bordure de voie ferrée en remblai de 3 mètres dans la zone d'une largeur égale à la hauteur verticale du remblai mesuré à partir du pied du talus, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation préfectorale délivrée après consultation de la S.N.C.F.

Possibilité pour les propriétaires riverains de procéder à des dépôts d'objets non inflammables dans la zone de prohibition lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin de fer et la disposition des lieux le permettent et à condition d'en avoir obtenu l'autorisation préfectorale.









Les dérogations accordées à ce titre sont toujours révocables (art. 9 de la loi de 1845 modifiée).

6.1.b : PLAN DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Porter A Connaissance Commune de Bidart



Légende

- ★ AC1 - Monument historique
-  AC1 - Monument historique
-  AC1 - Périimètre de protection
-  AC2 - Monument naturel
-  EL9 - Passage des piétons sur le littoral
-  I3 - Canalisation de transport de gaz
-  I4 - Canalisation électrique
-  T1 - Voie ferrée
-  T5 - Servitude aéronautique de dégagement



Liberté • Egalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

direction départementale
de l'Équipement et de
l'Agriculture

Pyrénées-Atlantiques



 limite commune

Echelle : 1/27 000

6.1.c : PLAN PARTIEL DES SERVITUDES AERONAUTIQUES

— 2 —

APPROUVE PAR ARRETE MINISTERIEL
en DATE du 21 MARS 1983

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AVIATION CIVILE
SERVICE TECHNIQUE DES BASES AÉRIENNES
SUBDIVISION PROJETS AÉRONAUTIQUES

BIARRITZ - BAYONNE - ANGLET

(PYRENNÉES ATLANTIQUES)

AÉRODROME DE CATÉGORIE "B"

PLAN PARTIEL DES SERVITUDES AÉRONAUTIQUES

VERIFIÉ ET PROPOSÉ
PAR LE CHEF DE LA SUBDIVISION
PROJETS AÉRONAUTIQUES
Paris le 23 novembre 1982

PRÉSENTÉ PAR LE DIRECTEUR
DU SERVICE TECHNIQUE DES
BASES AÉRIENNES SOUSSIGNÉ
PAR DÉLÉGATION
L'ADJOINT AU DIRECTEUR
Paris le 23 novembre 1982

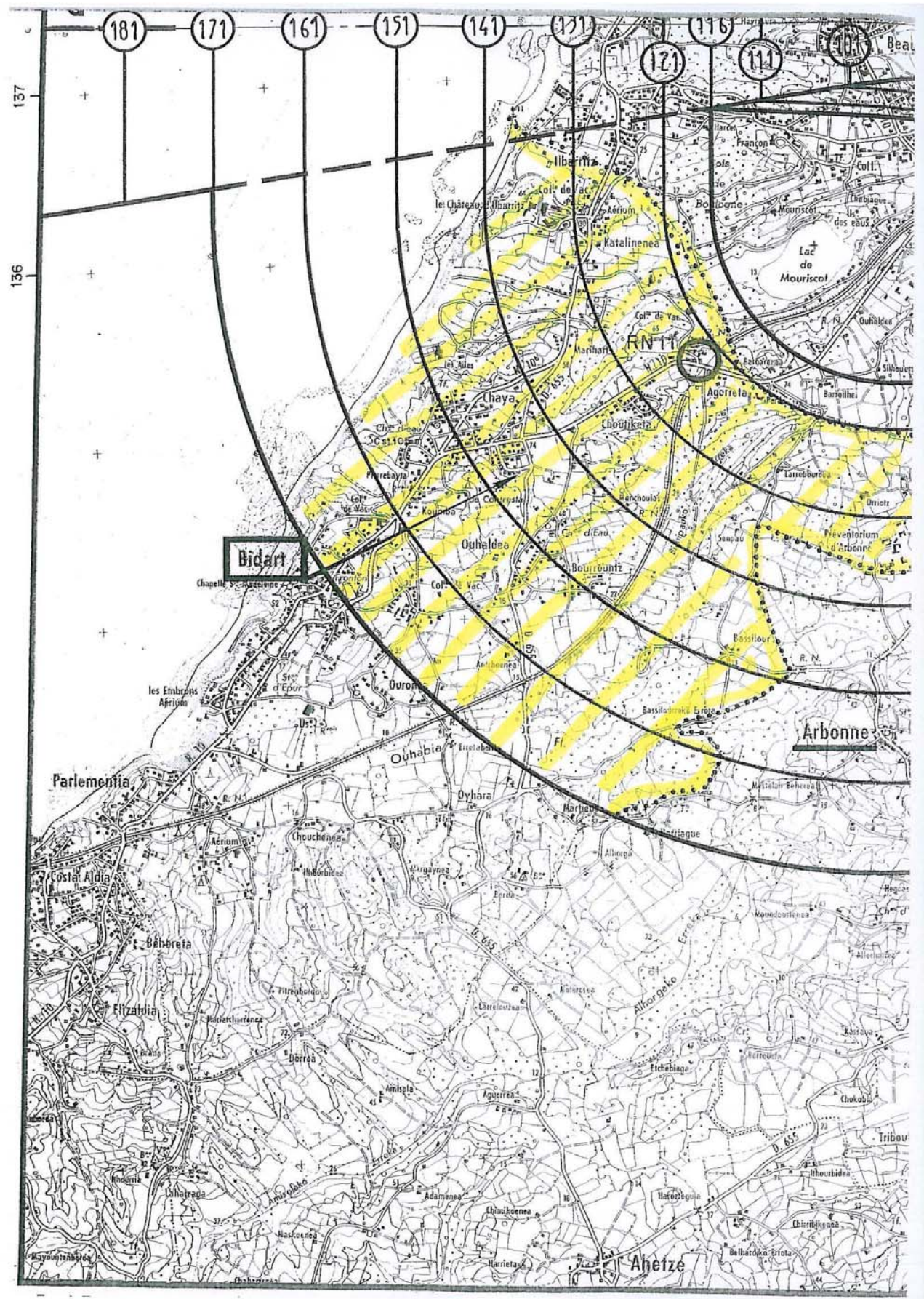


G. DESSAUX



P. WEBER

Echelle	Numéro	Index	Dressé et Dessiné	Date
1/25.000	PS 351 _a	A	STBA SECOTRAP DEMASY JP.	Paris Mai 1980 Novembre 1982



6.1.d : DISPOSITIONS DU PPRI DE L'UHABIA

6.1.d.2 : NOTICE DE PRESENTATION

DDE des Pyrénées-Atlantiques
Arrondissement de Bayonne

**Plans de Prévention des
Risques d'Inondation
de la commune
de Bidart**

Dossier approuvé

**DOCUMENT APPROUVE
PAR ARRETE PREFECTORAL**

Du: 09 JUL. 2003

Notice de présentation

Avril 2003

**ARRÊTE PREFECTORAL DE PRESCRIPTIONS DU PLAN
DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION**

PREFECTURE
DES PYRENEES-ATLANTIQUES

SERVICE INTERMINISTERIEL
DE DEFENSE
ET DE PROTECTION CIVILE

REFER: JV/PC3 - 98/283

ARRETE

*prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévention
du Risque Inondation (PPRI)*

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU la Loi n° 87-565 du 22 juillet 1987, relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, notamment ses articles 40-1 à 40-7 issus de la Loi n°95-101 du 2 février 1995;

- VU le décret n°95- 1089 du 5 octobre 1995, relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles;

Considérant la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation du sol doit être réglementée du fait de leur exposition au risque inondation,

- Sur proposition du Directeur de Cabinet de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques;

ARRETE

ARTICLE 1: L'établissement d'un Plan de Prévention du Risques Inondation (P.P.R.I.) est prescrit pour la commune de BIDART.

ARTICLE 2 : Le périmètre mis à l'étude est délimité sur le plan au 1/50 000e annexé au présent arrêté.

.../...

REPUBLICQUE FRANCAISE
Liberté Égalité Fraternité

ARTICLE 3 : La Direction Départementale de l'Équipement est chargée d'instruire et d'élaborer le Plan.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture et mention en sera faite en caractères apparents dans les deux journaux ci-après désignés:

- Sud-Ouest - Edition Pays Basque
- La République des Pyrénées

ARTICLE 5 : Des ampliations du présent arrêté seront adressées à :

- M. le Sous-Préfet de Bayonne
- M. le Maire de Bidart
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement
- Mme le Ministre de l'Environnement - Direction de la Prévention et des Risques Majeurs.

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral et le plan qui lui est annexé seront tenus à la disposition du public:

- à la mairie de Bidart
- à la sous-préfecture de Bayonne
- à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques (Service SIDPC)

ARTICLE 7 : MM. le Sous-Préfet de Bayonne, le Directeur de Cabinet, le Maire de Bidart, le Directeur Départemental de l'Équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Pour Ampliation


Jacques VOTIE

Fait à PAU le, 19 OCT 1998

LE PREFET,


Gilles BOULHAGUET

CHRONOLOGIE

Prescription du PPRl	Arrêté Préfectoral du 19 Octobre 1998
Etudes préalables	Novembre 1998 à Décembre 1999
Réunion en Mairie	16 Décembre 1999 18 Juin 2001
Etudes et mise au point	Décembre 1999 à Septembre 2001
Consultation Conseil Municipal	26 Novembre 2001
Réponse du Conseil Municipal	26 Janvier 2002
Arrêté de Mise à l'Enquête Publique	4 Octobre 2002
Enquête	du 5 Novembre au 6 Décembre 2002
Approbation	Le

Sommaire

1. Secteur géographique concerné et périmètre d'étude	1
2. Contexte hydrologique et hydraulique du bassin	1
2.1. Contexte hydrologique.....	1
2.1.1. L'Ouhabia.....	1
2.1.2. Evolution des conditions d'écoulement.....	3
2.2. Les crues de référence.....	3
2.3. Caractéristiques de l'aléa d'inondation.....	5
2.4. Préservation des conditions d'écoulement des crues.....	7
2.5. Réduction des risques d'inondation.....	7
2.6. Conséquences des crues.....	8
2.6.1. Conséquences des crues sur la sécurité des personnes.....	8
2.6.2. Conséquences des crues sur les conditions d'alerte et d'intervention des secours.....	9
2.6.3. Conséquences des crues sur la préservation des biens et des activités.....	9
3. Prescriptions proposées	9
3.1. Prescriptions proposées.....	10
3.2. Zone rouge.....	10
3.3. Zone jaune.....	10
3.4. Interdiction dans les deux zones.....	10
3.5. Accès.....	10

1. Secteur géographique concerné et périmètre d'étude

La commune de Bidart est soumise principalement aux inondations de l'Ouhabia qui de ce fait est le cours d'eau le plus important de la commune. Le ruisseau de Bixipauko représente lui aussi un risque vis à vis des inondations principalement en amont de la confluence avec l'Ouhabia au niveau de la route et du camping situé en rive droite du ruisseau.

Compte tenu de la position du village, les risques d'inondation dus à l'Ouhabia sont limités et concernent principalement les zones suivantes :

- la zone artisanale de Bassilour,
- le camping « le Ruisseau »,
- en amont du pont de l'autoroute sur les zones remblayées,
- entre le pont SNCF et l'océan.

L'aire d'étude du PPR correspond aux zones inondables de la crue centennale de l'Ouhabia et de ses affluents. Tous les terrains inondables du territoire de la commune de Bidart n'y sont donc pas répertoriés.

2. Contexte hydrologique et hydraulique du bassin

2.1. Contexte hydrologique

2.1.1. L'Ouhabia

Le régime moyen des pluies sur le bassin des avant-monts du pays basque résulte de deux grandes caractéristiques géographiques :

- la proximité de l'océan, qui charge les vents dominants d'Ouest et du Nord-Ouest d'une forte humidité,
- la présence de la barre pyrénéenne au sud, qui s'élève rapidement au-dessus des plaines de piémont. Les masses d'air chargées d'humidité subissent alors une forte ascendance et créent des pluies très intenses en altitude.

L'Ouhabia constitue un petit fleuve côtier qui draine les collines du Pays Basque entre les bassins de la Nive et de la Nivelle. Son bassin versant s'étend sur 60 km². La morphologie du fleuve est caractérisée par une zone de concentration dans les collines qui converge vers une plaine alluviale large dans sa partie aval où s'étendent progressivement les quartiers bâtis (zones artisanales principalement). Ce lit majeur inondable est largement développé sur la commune de Bidart. L'Ouhabia se jette dans l'océan à travers un ouvrage de franchissement de la RN 10. Le cours aval de l'Ouhabia est influencé par les niveaux des marées (jusqu'au pont de la SNCF) qui peuvent constituer des facteurs aggravant des inondations.

Les crues de l'Ouhabia correspondent souvent à des épisodes pluvieux localisés sur l'ensemble du bassin versant par exemple : « le 17 juillet 1997, l'Ouhabia a débordé entre le moulin de Bassilour et le pont SNCF (commune de Bidart). Le relevé pluviométrique de la station agronomique de Saint Pée sur Nivelle donne pour cette crue une hauteur de précipitation de 94 mm en 24 h, ce qui correspond à une période de retour décennale. Par contre, le relevé de la station météorologique de Biarritz-Parme n'indique que 64 mm en 24 h, soit une période de retour de deux ans ».

Débits de crue

Le temps de concentration de l'ensemble du bassin versant est d'environ 12 h. Ce temps est beaucoup plus court pour les petits affluents ainsi le bassin versant a été découpé en différents sous-bassins versants afin de tenir compte des apports progressifs des affluents le long du tronçon de rivière étudié.

Concernant la commune de Bidart, ce découpage a été réalisé de manière à déterminer un débit de crue au droit des sites potentiellement inondables et urbanisés, c'est à dire :

- Au niveau de la zone artisanale de Bassilour,
- Au niveau du camping « le Ruisseau »,
- En amont du pont de l'autoroute sur les zones remblayées,
- Entre le pont SNCF et l'océan.

Les crues historiques

La crue la plus importante de l'Ouhabia de mémoire d'homme, s'est produite en septembre 1959. Elle a provoqué de nombreux dégâts, surtout sur la partie aval de l'Ouhabia, à la traversée de Bidart.

Ensuite, par ordre décroissant d'importance, viennent la crue du 26 août 1983 et celle du 22 décembre 1994.

Les témoignages des riverains lors de notre enquête de terrain ont aussi indiqué les faits suivants :

- Au niveau du pont du moulin de Bassilour (repère sur le poteau EDF) :
 - Pour la crue de 1959 : la cote d'eau était de +1.6 m par rapport à la route (soit environ 8.37 m NGF).
 - Pour la crue de 1983 : la cote d'eau était de +1.65 par rapport à la route (soit environ 8.87 m NGF).
- En 1959, à Bidart au niveau du terrain de rugby, la hauteur d'eau atteinte lors de la crue était de 1 m environ.

2.1.2. Evolution des conditions d'écoulement

Des modifications importantes de la morphologie du lit mineur et du lit majeur ont été réalisées depuis la crue de 1959 : recalibrage du pont de la RN 10 et plus tard du lit mineur de l'Ouhabia entre le pont SNCF et la RN10. Après la crue de 1983, de nouvelles modifications ont été apportées au cours d'eau : recalibrage du pont Calamardin sous le CD 655 au niveau du pont de l'autoroute, et du lit mineur de l'Ouhabia en aval. Dans le lit majeur, des endiguements et remblaiements dans le secteur de Bassilour notamment et ponctuellement en divers endroits ont été également effectués. Les remblaiements ont même évolué depuis la crue de 1994, ils se sont développés sur tout le secteur en amont du pont de l'autoroute réduisant d'autant les surfaces inondables.

De plus il est bon de signaler que les niveaux maximaux des crues sont influencés par les cotes à marée haute à l'embouchure.

2.2. Les crues de référence

Il n'existe pas de station de mesure de débits sur l'Ouhabia. Ainsi pour connaître les débits de crues décennale et centennale les méthodes empiriques courantes : SOGREAH, SOCOSE, CRUPEDIX, SCS ont été appliquées sur chaque sous bassin versant. De plus les débits trouvés ont été validés par comparaison avec des débits jaugés sur des bassins versants voisins.

Le rapport « Etude de l'Ouhabia à sa traversée des communes d'Arbonne et de Bidart », Merlin 1997 détermine les débits de crue en 6 points.

La carte de localisation des bassins versants est donnée en annexe.

Nom	Surface (km ²)	Pente (%)	PLPH (km)	Crue décennale		Crue centennale	
				Q (m ³ /s)	q (l/s/km ²)	Q (m ³ /s)	q (m ³ /s/km ²)
BV 1	16.3	1.19	11.25	20	1 234	40	2 472
BV 12	22.7	1.19	11.25	25.5	1 115	51	2 229
BV123	24.5	1.05	13.13	27	1 086	54	2 171
BV 14	45.2	0.95	13.85	42	934	84	1 868
BV 12345	57.5	0.88	15.19	50.5	878	101	1 757
BV123456	60.0	0.78	17.35	52	867	104	1 733

BV1 : Bassin versant de l'Ouhabia en amont du départ du ruisseau du Moulin

BV2 : Bassin versant du ruisseau d'Argelous et du talweg provenant des environs du préventorium d'Arbonne.

BV3 : Bassin versant du Bixipauko Erreka, en incluant les environs du hameau de Bassilour

BV4 : Bassin versant de l'Alhorgako Erreka et du ruisseau adjacent provenant d'Arbonne.

BV5 : Bassin versant des ruisseaux Contrestako et Uronéa, et des ruisseaux en vis à vis de la rive gauche de l'Ouhabia, incluant les secteurs ruisselant directement vers l'Ouhabia entre la zone de Bassilour et la station d'épuration de Bidart.

BV6 : Bassin versant « littoral » drainé par les ruisseaux se jetant dans l'Ouhabia entre la station d'épuration de Bidart et l'Océan.

Pour le ruisseau de Bixipauko, les débits de crue sont donnés dans le tableau suivant :

Nom	Surface (km ²)	Pente (%)	PLPH (km)	Crue décennale		Crue centennale	
				Q (m ³ /s)	q (l/s/km ²)	Q (m ³ /s)	q (l/s/km ²)
BV Bixipauko	1.8	3.29	1.4	6	3 333	12	6 666

Les débits spécifiques calculés pour ce ruisseau sont 3 fois supérieurs à ceux calculés pour les bassins versants de l'Ouhabia. Cela se justifie par le fait que ce ruisseau a un temps de concentration très rapide et qu'une partie de son bassin versant est situé en zone urbaine et reprend les eaux de l'Autoroute.

Les débits de pointe centennaux de l'Ouhabia et du Bixipauko ont été déduits du débit de pointe décennal par application d'un coefficient multiplicateur de 2. Cette valeur est communément admise pour une région où les précipitations ont souvent un caractère orageux.

L'écoulement dans la partie basse de l'Ouhabia est influencé par le niveau de l'océan atlantique. Pour de forts coefficients de marée, certains secteurs du lit majeur de l'Ouhabia peuvent être inondés par la seule influence de la marée. L'influence de la marée se fait ressentir jusqu'au pont SNCF environ sur la commune de Bidart.

2.3. Caractéristiques de l'aléa d'inondation

En raison de la position dominante du village de Bidart, les risques d'inondations sont limités :

- A la zone d'activité de Bassilour,
- aux habitations isolées et aux terres agricoles situées à proximité de l'Ouhabia et de ces affluents,
- et aux voies de communication.

Les aléas ont été cartographiés pour la crue centennale de référence selon trois classes (aléa faible, aléa moyen et aléa fort), qui correspondent aux critères de hauteur de submersion et de vitesse résumés dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Classification des aléas d'inondation selon les critères de hauteur de submersion et de vitesse

Critère	H < 0,5 m	0,5 m < H < 1 m	H > 1 m
V < 0,5 m/s	Aléa faible	Aléa moyen	Aléa fort
0,5 m/s < V < 1 m/s	Aléa moyen	Aléa moyen	Aléa fort
V > 1 m/s	Aléa fort	Aléa fort	Aléa fort

En raison de l'échelle de la cartographie et en absence de données topographiques précises sur certaines zones, des zones d'aléa moyen ou faible n'ont pas pu être tracées entre les zones d'aléas très forts et les versants des collines ou les limites de remblai.

L'Ouhabia

Le critère de hauteur de submersion est prépondérant dans la définition de l'aléa d'inondation dans le lit majeur de l'Ouhabia et de ses affluents pour la crue centennale.

Dans le lit majeur de la rivière, les hauteurs d'eau peuvent atteindre plus de 1m voire même plus de 1.5 m.

Le Moulin de Bassilour sera inondé par plus d'un mètre d'eau (par rapport au terrain naturel). Le pont de Bassilour génère une perte de charge significative pour les crues moyennes.

Certaines entreprises situées en bordure de l'Ouhabia en rive gauche seront également inondées par des hauteurs d'eau de plus d'un mètre pour celles situées directement après le pont de la route de Bassilour. Pour celles situées plus en aval, les hauteurs d'eau seront légèrement inférieures et seront de l'ordre de 0.5 m à 1 m .

La digue du camping ne suffira pas à le protéger contre l'événement centennal, et il sera donc inondé par des hauteurs d'eau supérieures à 1 m pouvant atteindre localement 2m .

En aval de la zone artisanale de Bassilour au niveau de la nouvelle sellerie, une zone importante a été remblayée de manière à être hors d'eau. Cette zone empiète sur la quasi-totalité du champ d'inondation de l'Ouhabia en rive gauche. De plus les hauteurs de remblaiement ne suffiront pas à mettre hors d'eau la totalité des zones remblayées. Dans les secteurs inondés, les hauteurs d'eau resteront inférieures à 50 cm.

Sur l'aval, seule la station d'épuration risque d'être inondée ainsi que certains points bas de la route en rive droite.

Les zones inondées lors de la crue de septembre 1959 situées en rive gauche de l'Ouhabia en amont du pont de la RN 10 ne semblent pas être inondées à l'heure actuelle. Le recalibrage du pont et son déplacement dans l'axe de la rivière (après la crue de 1959) conduisent à une diminution importante de son influence sur la ligne d'eau amont qui semble même négligeable actuellement.

Le ruisseau de Bixipauko

Comme pour l'Ouhabia, les aléas sont surtout définis par le critère de hauteur de submersion. Différents calculs ont été réalisés ici afin de modéliser les écoulements lors des crues.

Nous avons tout d'abord cherché à connaître le débit capable de l'ouvrage de franchissement de la route. Ce débit est évalué à environ 0.6 m³/s ce qui représente un débit inférieur au débit de crue annuel. Ainsi il est aisé de penser que cet ouvrage est rapidement en charge pour des débits faibles et qu'il conduit à des débordements relativement fréquents sur la route, comme le confirment les discussions avec les riverains.

Des calculs avec différents débits ont été réalisés afin de connaître les cotes atteintes par ce ruisseau en cas de crue (uniquement de celui-ci, en considérant que l'Ouhabia n'est pas en crue).

On constate qu'à partir de 3 m³/s l'eau passe par dessus la route. Pour une crue décennale de 6 m³/s, la route est submergée par 75 cm d'eau environ, et pour une crue centennale (12 m³/s), elle est submergée en théorie par 1.2 m d'eau.

Lors d'une crue centennale de l'Ouhabia, la cote au niveau de la confluence du ruisseau de Bixipauko et de l'Ouhabia est de 8.86 m. Cette cote entraîne une submersion de la route par l'aval de plus de 1.8 m ainsi que des inondations des terrains bâtis à proximité du cours d'eau.

Les cotes atteintes alors seront supérieures aux cotes calculées lors d'une crue centennale du ruisseau seul (sans prendre en compte une cote centennale de l'Ouhabia).

Dans le cadre de cette étude, c'est l'hypothèse la plus pessimiste qui sera retenue pour le tracé des zones inondables et des aléas d'inondations. Cette hypothèse correspond à la cote centennale de l'Ouhabia au niveau de la confluence avec le ruisseau.

Autres ruisseaux

Par mesure de sécurité, il est bon de considérer une bande de précaution de 5 m de part et d'autre de chaque ruisseau afin de se prémunir de tout risque.

Le thalwegs émissaires des eaux pluviales urbaines n'ont pas été traités dans le cadre de la présente étude.

2.4. Préservation des conditions d'écoulement des crues

La réduction des zones d'inondation constitue un facteur aggravant des phénomènes hydrauliques en crue, par augmentation des vitesses d'écoulement par surélévation des hauteurs d'eau, et par transfert rapide des débits vers l'aval.

D'une manière générale, il conviendra d'éviter tout aménagement susceptible de modifier les conditions d'écoulement dans les lits majeurs.

Il convient donc d'éviter tout remblaiement de zones inondables et toute imperméabilisation excessive du bassin versant en amont des zones sensibles sans prévoir des dispositifs permettant de compenser cette imperméabilisation (bassin de stockage).

Ainsi en aval de la zone d'activité de Bassilour au niveau de la sellerie il est préférable et recommandé vivement de ne pas poursuivre le remblaiement du lit majeur de l'Ouhabia en rive gauche.

2.5. Réduction des risques d'inondation

L'Ouhabia

D'un point de vue général, les interventions qui limitent les ruissellements, seront préconisées :

- des mesures préventives et à caractère écologique telles la préservation des haies et des boisements sur le bassin versant, ou le reboisement des versants dénudés : la végétation retient et retarde les écoulements vers la rivière,

- l'entretien du lit et des berges de l'Ouhabia afin de ne pas laisser dans le lit mineurs des dépôts susceptibles de perturber les écoulement en cas de crue,
- des retenues collinaires ou des bassins de rétention sur le bassin amont. Ainsi, en amont de la zone d'activité de Bassilour, un projet de bassin de rétention a été étudié sommairement. Situé au niveau sur l'Alhorgako Erreka au niveau de Moundouterrea (partie amont du cours d'eau sur la commune d'Arbonne), il permettrait de stocker et de laminer les débits de crue provenant de ce cours d'eau et ainsi de diminuer les zones inondées en aval. De plus, sur le ruisseau de Contrasteko, (partie aval du bassin versant au niveau de Bidart) un bassin de rétention a déjà été réalisé permettant de protéger les habitations en aval riveraines de ce ruisseau. Une analyse plus précise de ces principes d'aménagement doit être engagée pour évaluer leur intérêt et leur faisabilité.

L'application de ces mesures exige la concertation des communes de chaque bassin versant et plus particulièrement de Bidart et d'Arbonne ainsi que la mise en place d'une structure syndicale fédératrice, qui assurera la cohérence des interventions à l'échelle de la rivière et favorisera leur pérennité.

2.6. Conséquences des crues

2.6.1. Conséquences des crues sur la sécurité des personnes

En raison des hauteurs de submersion, les crues de l'Ouhabia ainsi que du ruisseau de Bixipauko peuvent avoir des conséquences graves sur la sécurité des personnes. Pour l'événement centennal :

- les postes téléphoniques et électriques au sol seront endommagés,
- le réseau d'alimentation d'eau pourrait être en partie coupé,
- la route d'accès au camping le Ruisseau et au hameau de Bassilour sera submergé par plus d'1m d'eau et sera donc inutilisables par les voitures.
- la zone d'activité de Bassilour sera inondée, ainsi que la partie basse du camping le Ruisseau, situé en face. Les hauteurs d'eau y seront très importantes (2m).

Cependant, la gravité des inondations est atténuée par le fait que malgré les hauteurs de submersion parfois importantes, les vitesses sont très faibles : il y a peu de courant,

2.6.2. Conséquences des crues sur les conditions d'alerte et d'intervention des secours

Il n'existe pas de système d'alerte permettant de prévenir la commune, les riverains et les organismes de secours.

Pour une crue centennale dans le lit majeur de l'Ouhabia, certains chemins départementaux et d'accès aux maisons en bordure des cours d'eau, seront impraticables en raison des hauteurs de submersion. En revanche, en raison des très faibles vitesses de l'écoulement, l'utilisation de barques pour les secours sera possible. De plus très peu de secteurs urbanisés seront touchés sur la commune.

2.6.3. Conséquences des crues sur la préservation des biens et des activités

Lors d'une crue centennale de l'Ouhabia l'activité agricole et industrielle pourrait être lourdement atteinte :

- certaines cultures résisteront mal à la submersion, : les cultures de maïs seront endommagées par une crue estivale,
- les inondations dans la zone industrielle de Bassilour entraîneront des dégâts importants dans les ateliers et une perte d'activités des entreprises sur le site.

3. Prescriptions proposées

Les plans de prévention des risques d'inondation ont les trois objectifs suivants :

- 1 améliorer la sécurité des personnes exposées à un risque d'inondation,
- 2 maintenir le libre écoulement et la capacité d'expansion des crues en préservant les milieux naturels,
- 3 limiter les dommages aux biens et aux activités soumises aux risques.

Afin de remplir ces trois objectifs interdépendants, le PPRI doit proposer des mesures d'interdiction et des prescriptions, ainsi que des mesures de protection et de prévention.

3.1. Prescriptions proposées

Il est proposé dans les zones inondables de la commune de Bidart - de délimiter deux zones au niveau du règlement du PPRI.

- *la zone rouge*, où les hauteurs d'eau en cas de crue centennale sont supérieures à 1 mètre,
- *la zone jaune*, où les hauteurs d'eau en cas de crue centennale sont inférieures à 1 mètre.

3.2. Zone rouge

Pour les constructions, ne sont autorisés que la restauration, l'aménagement.

Les activités agricoles (hors construction) sont autorisées. Le terme activité agricole comprend également les activités liées à l'aquaculture, à la pêche, à l'activité forestière.

3.3. Zone jaune

Les mêmes modes que dans la zone rouge sont autorisés plus :

- l'extension des constructions dans la limite de 10 % de la SHON existante avec un minimum de 40 m²,
- le siège d'exploitation ou le logement de gardiennage des activités agricoles s'il ne peut être situé hors de la zone.

3.4. Interdiction dans les deux zones

Tous les hébergements collectifs sont interdits (aire naturelle de camping, camping à la ferme, camping, caravaning, habitation légère de loisirs, hôtel, résidence touristique...).

La démolition des ouvrages concourant à la protection contre les inondations.

3.5. Accès

Le balisage des voies principales est indispensable pour faciliter les secours et évacuations en cas de crue ne débordant que faiblement la chaussée afin d'éviter le fossé ou la rivière limitrophe.

6.1.d.3 : REGLEMENT

DDE des Pyrénées-Atlantiques
Arrondissement de Bayonne

Plans de prévention
des risques inondation
de la Commune
de BIDART

REGLEMENT

Dossier approuvé

DOCUMENT APPROUVE
PAR ARRETE PREFECTORAL

Du: 09 JUIL. 2003

Sommaire

1. GLOSSAIRE	1
2. TITRE I - PORTEE DU REGLEMENT DU PPR -	4
2.1. Champ d'application	4
2.2. Division du territoire en zones et définition des zones.....	4
2.3. Effets du PPR	4
3. TITRE II - DISPOSITIONS DU PPR	6
4. DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE ROUGE	7
5. DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE JAUNE	9
6. TITRE III - MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE	12
6.1. PRESCRIPTIONS GENERALES.....	12
6.2. RECOMMANDATIONS DESTINEES A REDUIRE LA VULNERABILITE DES BIENS ET DES PERSONNES EN ZONES EXPOSEES	15

I. GLOSSAIRE

ALEA

L'aléa est défini comme la probabilité de manifestation d'un événement (inondation) caractérisé par son intensité et sa récurrence (voir Récurrence).

BASSIN VERSANT

Surface d'alimentation d'un cours d'eau ou d'un lac. Le bassin versant se définit comme l'aire de collecte considérée à partir d'un exutoire, limitée par le contour à l'intérieur duquel se rassemblent les eaux précipitées qui s'écoulent en surface et en souterrain vers cette sortie. Aussi dans un bassin versant, il y a continuité:

- longitudinale, de l'amont vers l'aval (ruisseaux, rivières, fleuves)
- latérale, des crêtes vers le fond de la vallée
- verticale, des eaux superficielles vers des eaux souterraines et vice versa.

Les limites sont la ligne de partage des eaux superficielles.

CHAMP D'INONDATION

Voir Zone inondable et Zone d'expansion des crues.

COTE DE REFERENCE

C'est la cote NGF de la crue de référence (voir Crue de référence) majorée de 0.30 m.

CRUE

Phénomène caractérisé par une montée du niveau du cours d'eau, liée à une croissance du débit. Ce phénomène peut se traduire par un débordement hors de son lit mineur. Les crues font partie du régime d'un cours d'eau. En situation exceptionnelle, les débordements peuvent devenir dommageables par l'extension et la durée des inondations (en plaine) ou par la violence des courants (crues torrentielles).

On caractérise aussi les crues par leur période de récurrence (voir Récurrence) :

- crue quinquennale (fréquence une année sur 5 - Récurrence 5)
- crue décennale (fréquence une année sur 10 - Récurrence 10)
- crue centennale (fréquence une année sur 100 - Récurrence 100).

En zone maritime (soumise à l'influence de la marée et de son coefficient) la conjugaison crue amont-crue locale et marée modifie grandement les risques de submersion du lit majeur.

CRUE DE REFERENCE

C'est la crue retenue pour établir la carte réglementaire : en général, la crue de fréquence centennale.

DEBIT

Volume d'eau qui traverse une section transversale d'un cours d'eau par unité de temps. Les débits des cours d'eau sont exprimés en m³/s avec trois chiffres significatifs (ex: 1,92 m³/s, 19,2 m³/s, 192 m³/s). Pour les petits cours d'eau, ils sont exprimés en l/s.

ENJEUX

Personnes, biens, activités, moyens, patrimoine etc.... susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel.

LIT MAJEUR D'UN COURS D'EAU

Lit maximal que peut occuper un cours d'eau dans lequel l'écoulement ne s'effectue que temporairement lors du débordement des eaux hors du lit mineur en période de très hautes eaux en particulier lors de la plus grande crue historique.

LIT MINEUR D'UN COURS D'EAU

Partie du lit compris entre des berges franches ou bien marquées dans laquelle l'intégralité de l'écoulement s'effectue la quasi totalité du temps en dehors des périodes de très hautes eaux et de crues débordantes. Dans le cas d'un lit en tresses, il peut y avoir plusieurs chenaux d'écoulement.

RECURRENCE

Répétitivité d'un phénomène. Pour une crue, la période de récurrence signifie la fréquence de retour.

RISQUE NATUREL

Pertes probables en vies humaines, en biens et en activités consécutives à la survenance d'un aléa naturel.

ZONE D'ÉCOULEMENT

Zone privilégiée d'écoulement des eaux en période de crues

ZONE D'EXPANSION DES CRUES

Espace naturel ou aménagé où se répandent les eaux lors du débordement des cours d'eau dans leur lit majeur. Les eaux qui sont stockées momentanément écrêtent la crue en étalant sa durée d'écoulement. Ce stockage peut participer dans certains espaces au fonctionnement des écosystèmes. En général on parle de zone d'expansion des crues pour des secteurs non ou peu urbanisés et peu aménagés.

ZONES INONDABLES

Zones où peuvent s'étaler les débordements de crues dans le lit majeur.

L'aire d'étude du PPR correspond aux zones inondables de la crue centennale de :

- L'Ouhabia
- L'Alhorgako Erreka
- Le ruisseau Bixipauko
- Le ruisseau de Contrestako
- Les talwegs de coteaux

et n'est pas l'étude de l'ensemble des terrains du territoire de la commune de Bidart.

2. TITRE I - PORTEE DU REGLEMENT DU PPR - DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Champ d'application

Le présent règlement s'applique à la partie du territoire de la commune de BIDART délimitée sur les documents graphiques.

Il détermine les mesures de prévention à mettre en œuvre contre le risque d'inondation, seul risque prévisible pris en considération.

Sont pris en compte :

- les possibilités de rupture des digues.

2.2. Division du territoire en zones et définition des zones

Pour les besoins du présent règlement, le territoire concerné par le risque a été divisé en deux zones.

* **Zone rouge** : zone estimée exposée à un risque d'inondation fort, déterminée notamment en fonction de l'aléa fort dont les critères sont : une hauteur d'eau > 1 m et/ou une vitesse d'écoulement > 1 m/s

* **Zone jaune** : zone estimée exposée à un risque d'inondation moyen, déterminée notamment en fonction de l'aléa moyen dont les critères sont une hauteur d'eau comprise entre 0 et 1 m et une vitesse d'écoulement inférieure à 0.50 m/s.

2.3. Effets du PPR

Le PPR approuvé vaut, dans ses indications et son règlement, servitude d'utilité publique et est opposable aux tiers.

Il doit être annexé au plan d'occupation des sols de la commune, conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme. En cas de dispositions contradictoires entre ces deux documents, les dispositions du PPR prévalent sur celles du POS.

❖ *Effets sur les utilisations et l'occupation du sol*

La loi permet d'imposer pour réglementer le développement des zones tous types de prescriptions s'appliquant aux constructions, aux ouvrages, aux aménagements ainsi qu'aux exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles.

Toutefois :

- les travaux de prévention imposés sur de l'existant, constructions ou aménagements régulièrement construits conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, ne peuvent excéder 10 % de la valeur du bien à la date d'approbation du plan,
- les travaux d'entretien et de gestion courante des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du plan ou le cas échéant à la publication de l'arrêté mentionné à l'article 6 du décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 sont autorisés.

❖ *Effets sur l'assurance des biens et activités*

La loi n° 95-101 du 2 février 1995 par ses articles 17, 18 et 19 conserve pour les entreprises d'assurances l'obligation, créée par la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, d'étendre leurs garanties aux biens et activités, aux effets des catastrophes naturelles.

En cas de non-respect de certaines règles du PPR, la possibilité pour les entreprises d'assurances de déroger à certaines règles d'indemnisation des catastrophes naturelles est ouverte par la loi.

❖ *Effets sur les populations*

La loi du 22 juillet 1987 permet la prescription de mesures d'ensemble qui sont en matière de sécurité publique ou d'organisation des secours des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde pouvant concerner les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences ou les particuliers ou leurs groupements.

Ces mesures qui peuvent être rendues obligatoires sont :

- les règles relatives aux réseaux et infrastructures publics desservant les zones exposées et visant à faciliter les éventuelles mesures d'évacuation et l'intervention des secours,
- les prescriptions aux particuliers, ou aux groupements de particuliers quand ils existent, de réaliser des travaux contribuant à la prévention des risques ou d'intervenir en cas de survenance des phénomènes considérés,
- les prescriptions pour la réalisation de constructions ou d'aménagements nouveaux, par des associations syndicales autorisées ou des collectivités chargées de certains travaux nécessaires à la prévention des risques.

3. TITRE II - DISPOSITIONS DU PPR

Rappel de l'objet des dispositions du PPR

La loi n° 87.565 du 22 juillet 1987 modifiée, relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs a institué (art. 40.1 à 40.7) la mise en application des Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPR).

L'objet des PPR, tel que défini par la loi est de :

- délimiter les zones exposées aux risques ;
- délimiter les zones non directement exposées aux risques mais où les constructions, ouvrages, aménagements, exploitations et activités pourraient aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux ;
- définir des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde ;
- définir, dans les zones mentionnées ci-dessus, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, ouvrages, espaces mis en culture existants.

Le décret n° 95.1089 du 5 octobre relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles pris en application des lois du 22 juillet 1987, du 2 février 1995, de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 fixe les modalités de mise en oeuvre des PPR et les implications juridiques de cette nouvelle procédure.

Les mesures de prévention définies ci-après ont pour objectif :

- la sécurité des populations,
- la limitation des dommages causés par l'inondation sur les biens et activités existantes,
- d'éviter l'aggravation de l'accroissement des dommages dans le futur.

4. DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE ROUGE

La zone rouge est la zone de grand écoulement de la rivière. C'est la zone la plus exposée, où les inondations dues à des crues centennales ou historiques sont redoutables, notamment en raison des hauteurs d'eau et/ou des vitesses d'écoulement atteintes. Il est essentiel de préserver cette zone qui couvre la majeure partie du champ d'expansion naturel de crue et de ne pas élever d'obstacles à l'écoulement des eaux afin de ne pas aggraver les inondations en amont et en aval.

Cette zone est inconstructible.

4.1. Modes d'occupation du sol et travaux interdits

Tout ce qui n'est pas visé à l'article 4-2 est interdit notamment tous les hébergements collectifs.

4.2. Modes d'occupation du sol et travaux susceptibles d'être autorisés

- ❖ les aménagements hydrauliques visant à réduire le risque sous réserve d'une étude préalable définissant les impacts de ces aménagements et n'aggravant pas les risques par ailleurs.
- ❖ **A condition**
 - de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux ou à leur stockage,
 - de ne pas aggraver les risques par ailleurs,
 - de ne pas avoir pour incidence de modifier les périmètres exposés,
 - de ne pas pouvoir être localisés par ailleurs ,
- tous travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque inondation ;
- les travaux de création et de mise en place des infrastructures publiques et réseaux nécessaires au fonctionnement des services publics ;
- les réalisations liées à des aménagements hydrauliques ;
- l'extraction de matériaux ;
- les clôtures ;
- les activités agricoles si elles sont compatibles avec le caractère de la zone et ne risquent pas d'entraîner des risques de pollution en cas d'inondation ;
- les aires de jeux et de sports sans construction et sans exhaussement du sol.

et sous réserve de la mise hors d'eau (niveau de la cote de référence) :

● *concernant les constructions existantes :*

* – la restauration, l'aménagement,

**Des prescriptions et des recommandations supplémentaires sont données
dans le titre III.**

**POUR L'APPLICATION DU PRESENT REGLEMENT , TOUS LES DOSSIERS DE
DEMANDE D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DU SOL COMPORTERONT
UN PLAN MASSE COTE NGF**

5. DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE JAUNE

Cette zone est une zone moins exposée au risque d'inondation (hauteur de submersion inférieure à 0,5 m).

Toutefois, elle doit être préservée en raison du rôle qu'elle joue pour l'écoulement et l'expansion des crues.

5.1. Modes d'occupation du sol et travaux interdits

Tout ce qui n'est pas visé à l'article 5-2 est interdit notamment tous les hébergements collectifs.

5.2. Mode d'occupation du sol et travaux susceptibles d'être autorisés

- ❖ les aménagements hydrauliques visant à réduire le risque sous réserve d'une étude préalable définissant les impacts de ces aménagements et n'aggravant pas les risques par ailleurs.
- ❖ A condition :
 - de ne pas aggraver les risques par ailleurs,
 - de ne pas avoir pour incidence de modifier les périmètres exposés ,
- tous travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque inondation ;
- les travaux de création et de mise en place des infrastructures publiques et réseaux nécessaires au fonctionnement des services publics ;
- les réalisations liées à des aménagements hydrauliques ;
- les réseaux d'irrigation et de drainage ;
- les aires de jeux et de sports ouvertes au public sans construction et sans exhaussement du sol ;
- les clôtures ;
- l'aménagement de parcs, jardins et espaces verts ;
- les activités agricoles si elles sont compatibles avec le caractère de la zone et ne risquent pas d'entraîner des risques de pollution en cas d'inondation.

• *concernant les constructions existantes :*

et à condition de ne pas conduire à une augmentation notable de population :

- les travaux usuels d'entretien et gestion normaux des biens et activités implantés antérieurement à la publication du présent document (aménagement internes, traitement des façades, réfection des toitures), sans création de logement supplémentaire ;

et, à condition de ne pas entraîner une augmentation de la vulnérabilité économique des biens ou une augmentation des risques de nuisance en cas d'inondation :

- le changement d'affectation des locaux ;

et sous réserve de la mise hors d'eau (niveau de la cote de référence) :

- l'extension des autres constructions dans la limite de 10 % de la Surface Hors Oeuvre Nette sans création de logement supplémentaire avec minimum de 40 m² sans modification de l'emprise au sol ;
- l'extension des bâtiments "d'activité" directement liés à l'exploitation agricole avec le logement de gardiennage s'il s'avère indispensable ;
- la reconstruction sur une emprise au sol équivalente ou inférieure, de tout édifice détruit par un sinistre autre que l'inondation, sous réserve d'assurer la sécurité des personnes et de réduire la vulnérabilité des biens et le risque de nuisances.

• *concernant les constructions futures :*

- la construction des bâtiments « d'activité » directement liés à l'exploitation agricole; notamment le siège d'exploitation ou le logement de gardiennage s'il ne peut être situé hors de la zone et à l'exception de toutes activités commerciales,
- les abris de jardin et les garages, sans changement de destination. Ceux-ci pourront être autorisés au niveau de la cote de référence moins 0,30 mètre sans creusement du sol .

♦ **Les règles de construction**

– Concernant les bâtiments :

- * la cote du plancher du premier niveau aménagé doit être fixée au-dessus de la cote de référence (sauf pour les abris de jardin et les garages) ; les caves et sous-sols enterrés ou semi-enterrés sont interdits ;
- * la mise hors d'eau résultera :
 - de la construction sur pilotis,
 - de la construction sur vide sanitaire sans remblai,
 - d'un remblaiement d'une emprise limitée à l'emprise de la construction éventuellement augmentée d'une bande de circulation de trois mètres.

- * la plus grande longueur du bâtiment doit être placée dans l'axe des écoulements dans le lit majeur ;
- * les bâtiments accolés sont autorisés s'ils sont édifiés dans le sens de l'écoulement des eaux (exemple : habitations en bande) ;
- * les installations techniques sensibles à l'eau doivent être situées au-dessus de la cote de référence.

Des prescriptions et des recommandations supplémentaires sont données dans le titre III.

POUR L'APPLICATION DU PRESENT REGLEMENT , TOUS LES DOSSIERS DE DEMANDE D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DU SOL COMPORTERONT UN PLAN MASSE COTE NGF

6. TITRE III - MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

Les mesures de prévention et de sauvegarde ont pour objectif :

- l'information de la population
- la réduction de la vulnérabilité des biens et des activités existants et futurs
- la limitation des risques et des effets
- de faciliter l'organisation des secours.

6.1. PRESCRIPTIONS GENERALES

6.1.1. LES RESEAUX PUBLICS

Eau potable

Les réseaux d'eau potable devront être étanches.

Assainissement

Les réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement devront être, dans toute la zone inondable, équipés de clapets anti-retour. Dans les parties inférieures des réseaux pouvant être mis en charge, les tampons seront verrouillés.

S'il existe un réseau public d'assainissement, le raccordement au réseau public est obligatoire (article L 33 du Code de la Santé Publique). Les regards des branchements doivent être étanches dès la construction. La mise en place de systèmes d'assainissement autonome est interdite.

En l'absence de réseau public d'assainissement, pour les occupations du sol admises, l'installation de l'assainissement autonome devra être conforme aux termes de l'arrêté du 6 mai 1996 relatif aux prescriptions applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

Electricité - téléphone

Les postes électriques Moyenne et Basse tension, les armoires de répartition, devront être mis au-dessus de la cote de référence et situés à l'endroit le plus accessible en cas d'inondation.

6.1.2. LES INSTALLATIONS OU CONSTRUCTIONS, PUBLIQUES OU DESTINEES AU PUBLIC , LES LOGEMENTS COLLECTIFS

Les installations publiques de type école, crèche, salle de sports..., les établissements recevant du public, les logements collectifs devront disposer de lieux de regroupement permettant d'accueillir l'ensemble des personnes susceptibles d'être présentes. Ils devront disposer d'un plan d'évacuation et de consignes. Une information aux usagers, conformément au décret n° 90-918 du 11 octobre 1990, devra être également mise en place.

Les lieux de regroupement devront être situés au-dessus de la cote de référence.

Cette mesure devra être effective dans un délai de six mois à compter de la date d'approbation du Plan de Prévention du Risque.

6.1.3. MESURES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS

L'implantation des constructions

Les constructions doivent être implantées sur remblai ou sur vide sanitaire , dans la partie la plus élevée du terrain, et / ou au plus près des voies les desservant.

Les remblais seront limités à l'emprise des constructions, majorée d'une bande maximale de circulation de 3 mètres.

Les planchers des surfaces habitables doivent être situés au-dessus de la cote de référence. Les caves et les sous-sols enterrés ou semi-enterrés sont interdits.

La structure des matériaux

Toute partie de la construction située au-dessous de la cote de référence doit être réalisée dans les conditions suivantes :

- l'isolation thermique et phonique utilisera des matériaux insensibles à l'eau;
- les matériaux putrescibles ou sensibles à la corrosion seront traités avec des produits hydrofuges ou anti-corrosifs;
- les menuiseries (portes et fenêtres,...), les revêtements de sols et murs et leurs liants seront constitués de matériaux non sensibles à l'action de l'eau ou protégés par un traitement spécifique.

L'étanchéité des constructions

L'étanchéité des murs et ouvertures situés en dessous de la cote de référence doit être assurée par l'installation de dispositifs (relèvement des seuils, obturation des ouvertures,...) tenant compte des pressions hydrostatiques qui leur seront appliquées.

Dans le cas d'une impossibilité technique à réaliser cette étanchéité, les constructions doivent être protégées par des protections étanches extérieures .

Les équipements intérieurs

- Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) doivent être équipés d'un dispositif de mise hors service automatique ou doivent être installés au-dessus de la cote de référence;
- les matériels électriques, électroniques, micromécaniques, les compteurs électriques, les chaudières individuelles et collectives, doivent être positionnés au-dessus de la cote de référence.

Les réseaux

- Les voies d'accès, les parkings, les aires de stationnement de toute nature doivent être arasés au niveau du terrain naturel et comporter une structure de chaussée insensible à l'eau. Si la voie d'accès est en remblai, le libre écoulement des eaux doit être garanti (busage, ...)
- les réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement doivent être équipés de clapets anti-retour.

Les citernes

- Les citernes enterrées doivent être lestées ou fixées. Pendant la période où les crues peuvent se produire, il est recommandé d'en assurer le remplissage maximum;
- les citernes extérieures doivent être fixées au sol support, lestées et équipées de murets de protection étanches à hauteur de la cote de référence.

Les stockages des produits sensibles et polluants – Les stockages de matériaux flottants

Les produits polluants ou sensibles à l'humidité, les matières dangereuses, les matériaux flottants doivent être stockés:

- soit dans une enceinte dont le niveau est situé au-dessus de la cote de référence;
- soit dans une enceinte étanche et fermée, lestée ou arrimée et résistant aux effets de la crue de référence.

Les équipements extérieurs

Le mobilier d'extérieur, à l'exclusion du mobilier aisément déplaçable, doit être ancré ou rendu captif.

Les piscines privées ou les cavités de terrain doivent être balisées en hauteur.

6.2. RECOMMANDATIONS DESTINEES A REDUIRE LA VULNERABILITE DES BIENS ET DES PERSONNES EN ZONES EXPOSEES

6.2.1. PROTECTION DES PERSONNES

Pour les constructions possédant un étage :

Il est recommandé de supprimer dans les zones les plus exposées, toute pièce à usage de sommeil en rez-de-chaussée.

6.2.2. PROTECTION DES BIENS

Il est recommandé dans toute la zone inondable,

Pour toutes les constructions :

- d'éviter le dépôt d'objets de valeur ou sensibles à l'eau au sol ou en sous-sol
- d'éviter de mettre en place tous matériaux sensibles à l'eau en dessous de la cote de référence
- de maintenir une ouverture suffisante afin de permettre hors d'eau l'évacuation des biens sensibles

6.2.3. QUE FAIRE EN CAS DE CRUE ?

L'organisation des secours en cas d'inondation fait l'objet d'un plan spécialisé dénommé

«Plan de Secours en Cas d'Inondation» prescrit par arrêté du Préfet des Pyrénées - Atlantiques en date du 8 Janvier 1996.

Avant :

- prévoir les gestes essentiels :
 - ◊ fermer portes et fenêtres,
 - ◊ couper le gaz et l'électricité,
 - ◊ mettre les produits au sec,
 - ◊ surélever le mobilier,
 - ◊ amarrer les cuves,
 - ◊ faire une réserve d'eau potable,
- prévoir l'évacuation.

Pendant :

- s'informer de la montée des eaux (radio, mairie, ...),
- couper l'électricité,
- n'évacuer qu'après en avoir reçu l'ordre.

Après :

- aérer et désinfecter les pièces,
- chauffer dès que possible,
- ne rétablir l'électricité que sur une installation sèche.

6.2.4. ROLE DES COLLECTIVITES*** PREVENTION**

Il est recommandé qu'avant chaque période de forte pluviosité, une reconnaissance spécifique du lit des cours d'eau (lit mineur et lit majeur) soit effectuée de manière à programmer, s'il y a lieu, une campagne de travaux d'entretien ou de réparation.

De même, une reconnaissance analogue sera à entreprendre pour identifier les travaux de remise en état résultant du passage des crues.

Les problèmes constatés donneront lieu soit à une intervention de la collectivité concernée auprès des propriétaires, soit à une intervention directe de ses services.

*** CIRCULATION - ACCESSIBILITE DES ZONES INONDEES**

La loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 et les décrets n° 88-622 et 88-623 conservent le principe de la responsabilité des maires en tant qu'autorités de police en vertu des articles L 131-1, L 131-2-6°, et L 131-7 du code des communes.

En application du Plan de Secours en Cas d'Inondation (notifié par le Préfet le 8 Janvier 1996), bien que le représentant de l'Etat soit chargé de la coordination des secours, le maire doit prendre un certain nombre de dispositions et assurer le suivi de la crise comme indiqué dans le document reçu.

Le balisage des voies principales est indispensable pour faciliter les secours et évacuations en cas de crue ne débordant que faiblement la chaussée afin d'éviter le fossé ou la rivière limitrophe.

**6.1.e : PORTER A CONNAISSANCE LIE AUX
OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ**

TIGF

PAU, le 27/05/2010

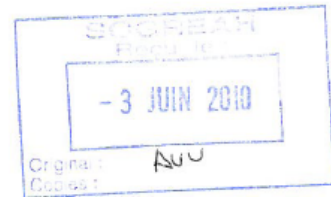
**Direction Opérations
Région de PAU**
17, chemin de la plaine
64140 - BILLERE
Tél. 05.59.13.36.77
Fax. 05.59.13.36.50

SOGREAH
Hélioparc Pau Pyrénées
2, Avenue Pierre Angot
64053 PAU CEDEX9

A l'attention de Madame VIGNAU

DOP-RP-T10/00415 - CD
Affaire suivie par : C. Dulac

V/Réf - Votre mail du 26 mai 2010



**Objet - Plan Local d'Urbanisme
Commune de BIDART - 64**

Messieurs,

Nous avons bien reçu votre message concernant le projet de PLU de la commune citée en objet.

Nous vous confirmons que notre réseau de canalisations de transport de gaz naturel à haute pression traverse votre commune selon le tracé reporté sur le plan que nous vous joignons (cf. Plan TIGF n° B637f).

L'implantation de ce réseau a donné lieu à l'établissement de servitudes d'utilité publique à propos desquelles nous vous joignons les documents suivants :

- les plans des Servitudes,
- le document I.3 qui devra figurer intégralement dans la pièce « servitude d'utilité publique »,
- le tableau des servitudes.

Par ailleurs, et conformément à la circulaire ministérielle du 04 août 2006 N° 2006-55, nous vous communiquons, pour l'établissement Du PLU, les différentes zones d'effets de nos canalisations de gaz naturel à haute pression.

En conséquence il ne pourra être implanté dans la zone des dangers graves pour la vie humaine dus à la rupture totale de la canalisation suivie d'inflammation aucun nouvel Etablissement Recevant du Public relevant de la 1^{ère} à la 3^{ème} catégorie, ni nouvel immeuble de grande hauteur, ni d'installation nucléaire de base, et en outre dans la zone des effets létaux significatifs aucun Etablissement Recevant du Public susceptible de recevoir plus de 100 personnes.

TIGF

Dénomination sociale : Total Infrastructures Gaz France
Adresse postale siège social : 49, avenue Dufau - BP 522 - 64010 PAU CEDEX
Tél. : +33 (0)5 59 13 34 00 - Fax : +33 (0)5 59 13 35 60 - www.tigf.fr

S.A. au capital social de 17 579 088 euros
RCS Pau 095 580 841

Enfin, dans un cercle centré sur la canalisation et de rayon égal à la distance des effets létaux significatifs dus à la rupture totale de la canalisation suivie d'inflammation, nous vous demandons de tenir compte des seuils d'urbanisation suivants :

- densité d'occupation inférieure à 80 personnes à l'hectare et occupation totale inférieure à 300 personnes pour les canalisations répondant aux emplacements de catégorie B.

Nous vous précisons que les catégories d'emplacements "A", "B" et "C", où sont implantées nos canalisations sont définies dans l'arrêté ministériel du 04 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustible, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

Définitions des zones :

Diamètre nominal de la canalisation (DN) En mm	Pression maximale de service En Bar	Zone des dangers très graves pour la vie humaine (ELS) de part et d'autre de la canalisation En mètre	Zone des dangers graves pour la vie humaine (PEL) de part et d'autre de la canalisation En mètre	Zone des dangers significatifs (IRE) de part et d'autre de la canalisation En mètre
200	67	35	55	70
300	66,2	65	95	125

En conséquence, pour ces trois zones, il conviendra d'examiner cas par cas la compatibilité entre la présence de la conduite et les différents projets (pour lesquels nous devons impérativement être consultés) ; en cas d'incompatibilité, il y aura lieu d'étudier un aménagement du projet ou de la canalisation, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

De plus, nous vous rappelons que TIGF souhaite être consulté d'une manière générale pour toutes modifications envisagées pour l'occupation des sols en terme de Plan Local comme de tous projets d'urbanisme (CU, PC, etc.) aux alentours de nos ouvrages.

Nous vous informons également que nous souhaitons uniquement être associés au « porter à connaissance », avec consultation à terme de notre service, nous n'assisterons donc pas aux commissions de travail du PLU.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'assurance de nos salutations distinguées.

P10 Le Chef de la Région de PAU

 P. EYRAUD

PJ. Plan TIGF n° B 637 f
 Document des servitudes I.3.
 Tableau des servitudes

TOTAL INFRASTRUCTURES GAZ FRANCE



PLAN DE ZONAGE DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL

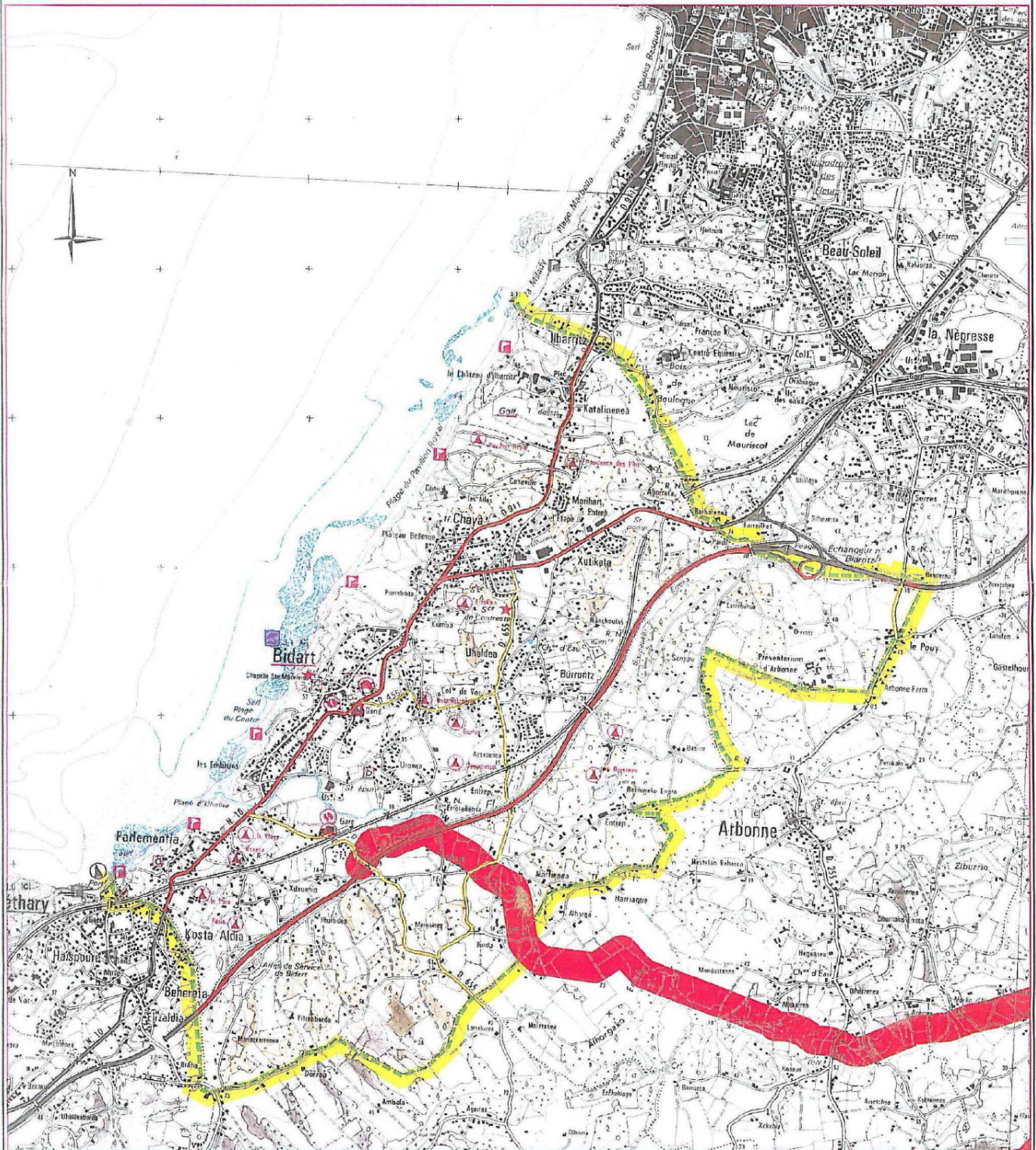
Echelle : 1/25000

Commune :

BIDART

Code INSEE : **64125**

Edition : 06/2006



SCAN25 © IGN PARIS 2005 - N° 20057/CJ3X/CJ37

TOUTE INTERVENTION DANS LA ZONE ■ DOIT FAIRE L'OBJET D'UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

A :

SECTEUR DE LACO
 Rue J. Monnet
 Z.A.C. Marcel Dassault
 64170 ARTIX

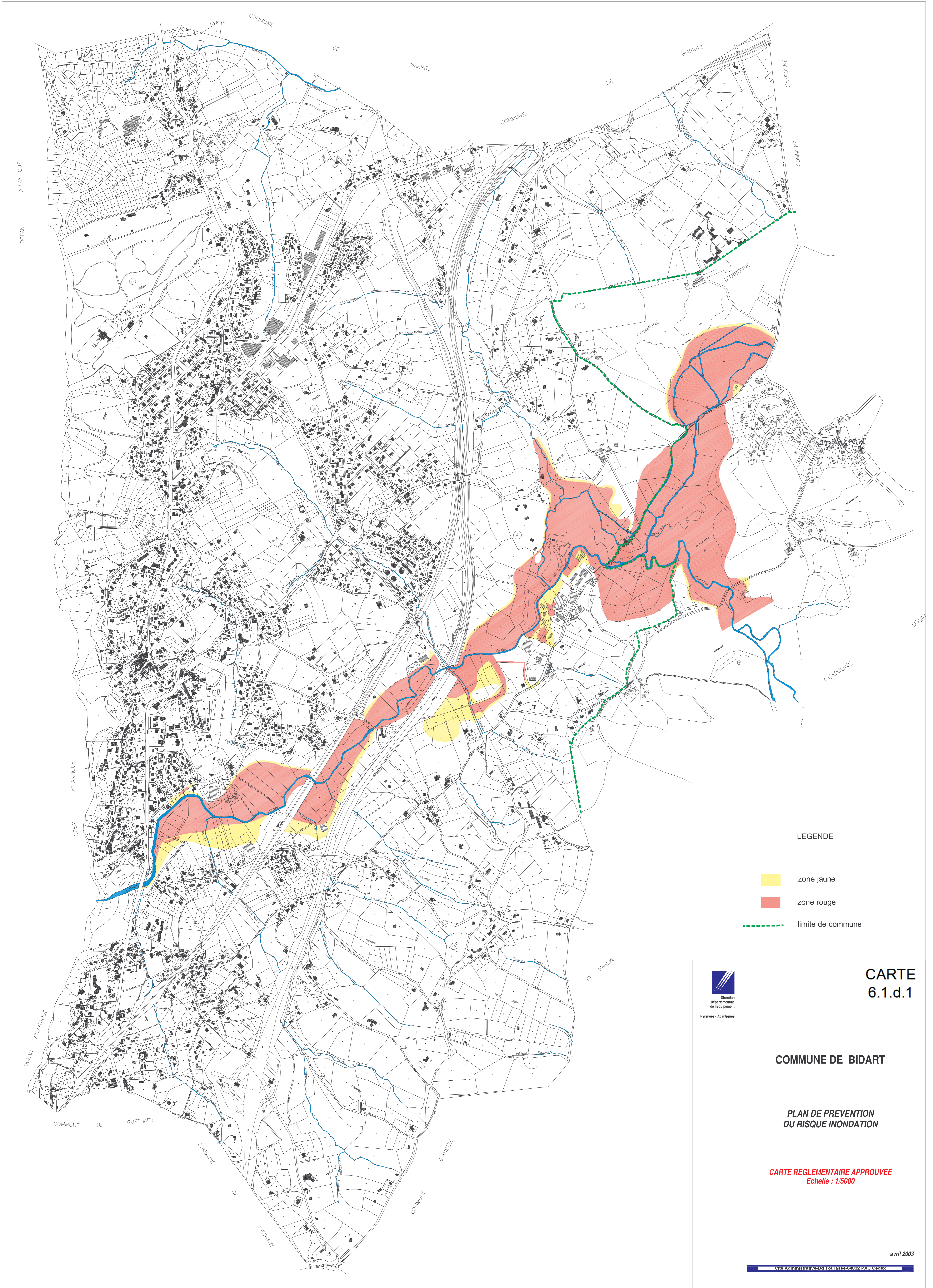
Tel : 05.59.53.97.00 Fax : 05.59.83.37.01

(DECRET 91-1147 DU 14.10.1991 ARRETE DU 16.11.1994)

EN CAS D'URGENCE 24 H / 24 H

Numero Vert 0800 028 800

Nota : Ce plan ne concerne pas les réseaux de gaz naturel d'autres gestionnaires (TOTAL, GDF, RMG, ...)



LEGENDE

- zone jaune
- zone rouge
- limite de commune



Direction
Départementale
de l'Équipement
Pyrénées - Atlantiques

**CARTE
6.1.d.1**

COMMUNE DE BIDART

**PLAN DE PREVENTION
DU RISQUE INONDATION**

**CARTE REGLEMENTAIRE APPROUVEE
Echelle : 1/5000**

avril 2003



PLAN LOCAL D'URBANISME

Révision du POS

**PIECE 6.2 : LISTE DES LOTISSEMENTS DONT LES REGLES
D'URBANISME ONT ETE MAINTENUES**
(EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.315-2-1, ALINEA 2 DU
CODE DE L'URBANISME)

Liste des lotissements dont les règles d'urbanisme ont été maintenues

(en application de l'article L.315-2-1, alinéa 2)

- Lotissement Bidarmendia
- Lotissement Chutiqueta
- Lotissement Le Parc Basque



PLAN LOCAL D'URBANISME
Révision du POS

PIECE 6.3 : ANNEXES SANITAIRES



6.3.c : STOCKAGE ET TRAITEMENT DES DECHETS



Etablissement Public de Coopération Intercommunale

Collecte, Traitement et Valorisation des Déchets
Ménagers et Assimilés des Communes de :

*AINHOA - ARBONNE - ARCANGUES - AHETZE - BASSUSSARRY
BIDART - ST JEAN DE LUZ - ST PEE SUR NIVELLE - SARE - URDAX - ZUGARRAMURDI*



Collecte, traitement et valorisation des déchets ménagers et assimilés sur la Ville de BIDART

I) La Ville de Bidart et le Syndicat Mixte Bizi Garbia

En 1975, cinq communes^(*), que rejoindra **BIDART** en 1978, forment le Syndicat Intercommunal pour l'Élimination des Déchets Solides dans le Bassin de la Nivelle (S.I.E.D.S.B.N.). Celui-ci assure la gestion d'une décharge contrôlée au lieu-dit « la Fapa » entre St Jean de Luz et St Pée, jusqu'en 1981, puis à partir de 1982 celle du Centre d'Enfouissement Technique de Zaluaga (CET) à St Pée sur Nivelle, dont la concession d'aménagement et l'exploitation ont été confiées, en 1992, à la société France Déchets jusqu'au 31 décembre 2004.

En 1997, le SIEDBN devient le « Syndicat de Communes Bizi Garbia » avec pour compétence le traitement et la valorisation des déchets ménagers et assimilés, et pour mission l'élaboration et la mise en œuvre d'un scénario opérationnel de gestion de la filière déchets conforme aux orientations de la loi du 13 juillet 1992 et au Plan Départemental du 18 novembre 1996.

En 1999, les communes de Arbonne, Arcangues et Bassussarry rejoignent le Syndicat Bizi Garbia, ce qui porte sa population permanente à 35 000 habitants environ et sa population estivale à plus de 100 000. Aux neuf communes qui le composent, il convient en outre d'ajouter deux « Collectivités associées », qui sont les communes (Municipios) d' Urdazubi et Zugarramurdi (Communauté Forale de Navarre), dont les déchets sont pris en charge par le Syndicat au titre d'un accord partenarial transfrontalier.

Depuis janvier 2005, le Syndicat de Communes Bizi Garbia assure la totalité de la compétence « Gestion des déchets ménagers et assimilés », comprenant à la fois les collectes « traditionnelle » et « sélective », le traitement, la valorisation et l'élimination des déchets ménagers.

Cette compétence est issue d'un processus de transfert préparé depuis de nombreuses années par le Syndicat et les 9 communes qui le composent.

En effet, celles-ci ont considéré que le regroupement et la mutualisation de leurs moyens humains, matériels et financiers, étaient devenus une condition

^(*) *Ahetze, Ainhoa, St Pée sur Nivelle, St Jean de Luz, Sare,*

indispensable pour que leur territoire devienne un « territoire de projet pertinent », susceptible d'atteindre, dans des conditions techniques et économiques optimales, les objectifs de protection de l'Environnement, de préservation des Ressources Naturelles et de Développement Durable, fixés par la LOI.

En février 2007, le Syndicat de Communes Bizi Garbia devient le « Syndicat Mixte Bizi Garbia », suite à l'intégration des Communes de Arcangues et Bassussarry dans la nouvelle « Communauté de Communes Errobi », en obtenant toutefois que la compétence « Collecte, Traitement et Valorisation des Déchets Ménagers » concernant leurs territoires continue d'être exercée par le Syndicat Bizi Garbia.

II) La collecte des déchets ménagers et assimilés :

II-1) La collecte « traditionnelle » :

(cf. fiche technique descriptive en annexe)

Celle-ci est assurée jusqu'au 31 décembre 2004 (avant le transfert de compétences) par les services des Communes de St Jean de Luz et **Bidart**, et des SIVOM de « la Haute vallée de la Nivelle » et celui de « Arbonne, Arcangues, Bassussarry ».

La commune d'Ahetze ayant quant à elle confié ce service à un particulier au titre d'un contrat de prestation.

Depuis le 1^{er} janvier 2005, c'est le Syndicat Bizi Garbia, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, qui assure le service public de collecte des déchets ménagers pour le compte des 9 communes qui le composent (environ 18000T par an) ainsi que des 2 Collectivités Espagnoles associées.

Pour ce faire, les 4 collectivités (2 Communes+2 Sivom) qui assuraient jusque là cette compétence, ont décidé de lui transférer leurs moyens humains, matériels et financiers.

Ces moyens qui ont dû être ajustés et complétés sont les suivants à la fin 2009 :

- Personnel affecté à la collecte (chauffeurs et ripeurs) : 28 emplois permanents, 8 à 10 emplois saisonniers.
- Véhicules dédiés : 12 Bennes à Ordures Ménagères (dont 2 « mulets » de secours). Un programme pluriannuel de renouvellement de la « flotte » a été initié en 2005 et poursuivi chaque année avec l'acquisition d'un véhicule neuf par an. Un service mécanique avec 2 agents permanents a été créé pour assurer la maintenance, l'entretien et les réparations des véhicules du syndicat (PL, VL et tous engins motorisés)
- Quatre secteurs opérationnels de collecte : St.Jean de Luz ; **Bidart-Ahetze** ; Nivelle ; 2AB. Chacun étant placé sous la responsabilité d'un Référent Technique.
- Ressources financières et fiscales : Taxe d'Enlèvement (et de Traitement) des Ordures Ménagères (T.E.(T)O.M.)

Le taux unique de la TE(T)OM a été fixé à 6,02 % par délibération du Comité Syndical du 7 octobre 2004.

Il a été modifié à deux reprises en 2007 (6,52%) et en 2009 (7,20%) pour tenir compte en particulier :

- *de la montée en charge des services en général et des coûts d'exploitation du CSDU*

- de l'évolution de la fiscalité applicable à ce secteur d'activité comme la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) dont les lois « Grenelle » ont décidé le quintuplement en cinq ans.

Ce taux demeure néanmoins le plus modéré du Pays Basque et du département.

A noter que la TE(T)OM constitue l'unique ressource fiscale du Syndicat et, par conséquent, la seule participation financière du contribuable au fonctionnement de la filière « Gestion des déchets ménagers et assimilés » dans sa globalité (Collecte-« traditionnelle » et « sélective »-Traitement et Valorisation). Cette participation représentait en 2009 entre 0,30€ et 0,60€ par foyer et par jour.

- Budget annuel moyen (sections d'investissement et de fonctionnement des Budgets Principal et Annexe confondus) : 12M€ environ

Depuis le 1^{er} janvier 2005, la collecte est globalement effectuée dans les mêmes conditions techniques, de périodicité et d'horaires, qui prévalaient lorsque celle-ci était assurée par la Commune de **Bidart**. Des ajustements et rééquilibrages des tournées ont toutefois été effectués dans un objectif d'optimisation du planning et du matériel roulant.

En outre, dans un souci d'harmonisation du niveau d'équipement et de la qualité du service sur son territoire, le Syndicat Bizi Garbia a procédé à partir de 2006, à la **mise en place**, ou à la réorganisation selon les cas, **des points de regroupement des conteneurs de collecte**.

Cette opération représente un coût de prestation d'environ 300.000€ par an et comprend :

- la fourniture d'un matériel neuf ou le renouvellement de l'existant (sauf sur le secteur « Luz » où celui-ci était récent et bien entretenu),
- la mise en place en 3 ans de 500 plateformes de stabilisation des conteneurs, (permettant de sécuriser leur utilisation, sur certains Points de Regroupement particulièrement malaisés)
- la maintenance bi-hebdomadaire (remplacement de pièces ou de bacs, réparations etc...),
- le lavage/désinfection/désodorisation, par un véhicule spécialisé, de l'ensemble des bacs plusieurs fois par an (de 4 fois minimum à 28 fois pour le centre-ville de St. Jean de Luz par exemple)

C'est ainsi que la Commune de **Bidart** bénéficie désormais d'un réseau complet de Points de Regroupement de Conteneurs Collectifs, doté de conteneurs récents voire neufs et bien entretenus.

L'organisation et le développement du service doivent suivre et autant que possible anticiper sur les évolutions démographiques et urbaines du territoire. C'est pourquoi tout projet de construction, d'urbanisation et d'aménagement doit impérativement intégrer des locaux, bâtiments, abris, enclos ou aires spécialement conçus et dédiés aux dispositifs de collecte des déchets ménagers.

Pour ce faire des Prescriptions Techniques Minimales (PTM) sont exigées dans le cadre de la délivrance des autorisations d'aménager.

Ces PTM sont annexées au présent document sous la forme de fiches techniques (aménagement de locaux, abris, enclos et aires de regroupement de conteneurs de collecte des ordures ménagères)

II-2) La collecte « sélective » :

Depuis 1996, cette collecte est basée sur l'apport volontaire qui permet d'une part une implication directe des citoyens dans le processus de recyclage, et d'autre part une limitation des coûts de mise en place et de fonctionnement.

L'organisation de l'apport volontaire s'appuie principalement sur 5 éléments :

- un réseau de Points d'Apport Volontaire (PAV) de proximité, basé sur un ratio de 1 pour 500 habitants, retenu durant la décennie qui vient de s'écouler, pour considérer qu'une population était totalement desservie.
Ce réseau représente plus de 350 conteneurs tous produits confondus (verre, papier, plastique, métal, carton ménager et briques alimentaires)

La commune de Bidart possède 18 PAV de quartier :

- Parking « des Ecoles »- rue Berrua
- Parking «Kirolak »- rue de la gare
- Parking « du Tennis »- rue Tarte Berria
- Parking « des Embruns »- rue de l'Uhabia
- Camping «le Parc »- rue Maurice Pierre
- Déchèterie- ZA de Bassilour
- Restaurant « la table des Frères Ibarboure »
- Lotissement « Hiri Artea »
- Parking « Intermarché »-RN 10
- Camping « Berrua »
- Camping « du ruisseau »
- Camping « Ur Onea »
- Lotissement Lore Landa 1
- Lotissement Lore Landa 2
- Camping « Ilbaritz »
- Camping « Pavillon Royal »
- Parking « Plage Ilbaritz »
- Parking « Jardiland »

Ce réseau aura permis en 2009 de valoriser, sur l'ensemble du territoire, plus de 3 500 tonnes de déchets ménagers « propres et secs » (Emballages, journaux, magazines etc...).

Des sacs de pré collecte de 50L en matériau recyclé, sont mis gratuitement à la disposition des usagers afin de faciliter leur « geste tri »

Les conteneurs sélectifs des PAV sont régulièrement collectés par des entreprises agréées prestataires de service du Syndicat .En outre tous les P.A.V font l'objet d'un suivi des taux de remplissage et d'un nettoyage quotidiens.

Afin d'atteindre les objectifs fixés par le nouveau plan départemental 2008/2017 en termes d'optimisation de la collecte et du tri sélectif le Syndicat a approuvé un programme d'actions d'optimisation avec, en particulier, la densification du réseau de PAV de proximité, qui passera à **1 pour 300 habitants permanents dans la période 2009/2014.**

Les « Points d'Apport Volontaire » ou « Point Tri » doivent être intégrés à tous projets d'urbanisme et d'aménagement qui le justifient soit par leur importance en termes de nombre de logements et d'habitants, soit par leur proximité avec un quartier préexistant non encore desservi.



PHOTO N°1 : NOUVEAUX CONTENEURS SELECTIFS

Pour ce faire des Prescriptions Techniques Minimales (PTM) sont exigées dans le cadre de la délivrance des autorisations d'aménager. Ces PTM sont annexées au présent document sous la forme de fiches techniques.

Quant à l'insertion paysagère des Points Tri, elle fait également l'objet de prescriptions particulières selon leur situation géographique.

- un réseau de 4 déchèteries (une pour 8 000 habitants permanents) destinées à la collecte et au tri sélectif des déchets non pris en charge sur les PAV ou par le service de collecte des ordures ménagères (encombrants, gravas, bois, déchets verts, ferrailles, déchets ménagers toxiques, D3E etc ...) :
 - St Jean de luz – La Fapa
 - **Bidart – ZA de Bassilour**
 - St Pée – Cherchebruit
 - Arcangues/Bassussarry – lieudit "Othe Xuria" – RD n°855



PHOTO N°2: DECHETERIE

Les déchèteries sont des équipements publics ouverts gratuitement aux particuliers. Toutefois le Syndicat a souhaité contribuer au fonctionnement du tissu économique local en permettant leur accès aux entreprises artisanales et petits commerçants installés sur son territoire. Cet accès se fait moyennant un paiement d'un droit d'usage (Bons Déchets) applicable à chaque véhicule de moins de 3,5 tonnes selon les catégories suivantes :

- Gravats et Inertes
- DIB et Encombrants
- Déchets Verts
- Cartons bruns
- Bois
- Déchets Spéciaux (peintures ; solvants ; diluants etc...)

En 2009, le réseau de déchèteries a permis de trier et de collecter plus de 5 000 tonnes de déchets. L'exploitation des déchèteries a été confiée après appel d'offres à une société prestataire de service (Veolia Propreté).

Le coût annuel moyen d'exploitation d'une déchèterie est de 120K€

(cf. annexe)

- 3 plates-formes de broyage des déchets verts. Elles sont situées à proximité immédiate des déchèteries de St Jean de Luz, St Pée et Arcangues/Bassussarry, dont elles bénéficient de la surveillance. Elles permettent le broyage et la valorisation des déchets collectés en déchèteries ou produits par les collectivités et les entreprises du « paysage ». *En 2009, les plates-formes de broyage ont permis le recyclage de plus de 5000 tonnes de déchets verts.*
- Le développement du compostage individuel des bio-déchets des ménages. C'est un premier pas non négligeable vers la valorisation de la matière organique. Fin 2009, ce sont plus 2400 foyers logés en habitat individuel **dont 386 sur Bidart**, qui auront été dotés gratuitement de 3800 composteurs, **dont 534 sur Bidart**.
- Une communication et une sensibilisation permanentes vis-à-vis des usagers et consommateurs, par la mise en place d'actions d'information et de sensibilisation, de toutes les composantes de la société civile avec un accent tout particulier vis-à-vis des jeunes générations et des populations scolaires. Sensibilisation au « geste tri » bien sûr, mais également à la nécessité de « consommer responsable » pour produire moins de déchets, car « le meilleur déchet est toujours celui que l'on ne produit pas ». En 2010, une « Ambassadrice du Tri » a été recrutée pour informer, sensibiliser, convaincre de plus en plus d'habitants de réduire leur déchets et de trier pour recycler, en allant à leur rencontre dans leur quartier, leur immeuble, leur domicile.

Afin de se mettre en phase avec les nouvelles orientations fixées par les directives européennes et la législation française (Lois « Grenelle »...), le nouveau Plan

Départemental de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés approuvé le 12 mai 2009, prévoit un plan d'action autour de trois axes :

- La prévention : réduire la production des déchets,
- La valorisation : valoriser davantage les produits valorisables,
- Le traitement : optimiser le traitement des déchets non valorisés.

Sa mise en œuvre, qui relève de la compétence et de l'autorité du Conseil Général, implique pour les Collectivités et leurs Etablissements Publics en charge de la gestion des DMA, de définir et d'atteindre des objectifs aux échéances 2012 et 2017.

Pour ce faire Bizi Garbia a réalisé entre 2007 et 2008 sous l'égide du Conseil Général et avec le soutien d'Eco Emballages, une étude d'optimisation de la gestion des DMA sur son territoire.

Cette étude a débouché sur un programme d'actions approuvé par délibération du comité Syndical du 16 décembre 2008 puis par délibérations des Conseils Municipaux en 2009 (DCM de Bidart séance du 25 mai 2009). Il comprend notamment :

- Le développement de la collecte et du tri sélectifs par apport volontaire des Emballages ménagers et journaux magazines : Passage en cinq ans d'1 point tri pour 500 hab. permanents à 1 point tri pour 300 hab. permanents, soit un réseau de 120 points de proximité. A cette occasion, un nouveau matériel plus esthétique et mieux isolé, sera installé.

Pour Bidart qui a déjà dépassé l'objectif de la période précédente, à savoir 1 PAV pour 500 hab. permanents, le nouvel objectif impliquera la création de 4 points supplémentaires portant à 20 le nombre total de PAV complet (5 flux) sur la commune.

- La collecte sélective et valorisation du verre (700T/an) et des « Biodéchets » (600 T/an) de la restauration collective et professionnelle (restaurants établissements scolaires, cuisines centrales...).

Cela impliquera la création de points d'apport volontaire enterrés, réservés aux usagers de la profession qui en paieront le service au travers de la Redevance Spéciale.

- La collecte sélective et valorisation des gros cartons d'emballages des professionnels (artisans et petits commerçants).
- Des campagnes et mesures d'accompagnement, d'information et de communication avec notamment le recrutement d'un « Ambassadeur du Tri ».

III) Le traitement, la valorisation et l'élimination des déchets ménagers

La part des déchets ménagers (appelée aussi « déchet ultime »), qui n'aura pu être, dans les conditions techniques et économiques du moment sur le territoire de Bizi Garbia, collectée sélectivement et valorisée est éliminée par stockage, compactage et enfouissement dans le Centre de Stockage des Déchets Ultimes de « Zaluaga Bi » sur des terrains mis à disposition par la commune de St Pée sur Nivelles moyennant un loyer annuel.

Cet outil de nouvelle génération, d'un coût initial de 7,5 M€ TTC, conforme aux normes européennes les plus strictes, a obtenu la Certification Internationale de Qualité Environnementale ISO 14 001 en juillet 2006.



PHOTO N° 3 : VUE AERIENNE CSDU ZALUAGA BI SEPT. 09

Il permet d'accueillir, dans les meilleures conditions de sécurité environnementale, les déchets produits par les ménages et les activités économiques du territoire syndical sur une durée de 20 à 25 années soit 1 million de tonnes. Sa conception permet de garantir non seulement une innocuité totale vis-à-vis du « milieu naturel récepteur », mais également de l'atmosphère, puisque la totalité du « biogaz » produit par la décomposition de la matière organique (bio déchet), est collectée et transformée en énergie afin d'alimenter les installations de dépollution des eaux du site. Ainsi la collecte et le traitement de ce gaz permettent de garantir l'absence de nuisances olfactives significatives dans l'environnement immédiat et proche du site.

La capacité annuelle de stockage du CSDU de Zaluaga Bi est de 50 000 T à savoir :

- 23 000 T (OMR+DIB) issues du territoire du Syndicat Bizi Garbia (18 000 T d'OM et 5 000 T de DIB)
- 27 000 T d'OMR issues d'autres collectivités du Pays Basque (Syndicat Mixte Bil Ta Garbi)

Le CSDU de Zaluaga Bi est géré en régie directe par le Syndicat Bizi Garbia. Le personnel chargé de cette exploitation comporte 8 agents dont :

- 1 Référent Chargé de l'exploitation, de la maintenance et de la logistique générale du Site
- 1 Référent chargé du suivi environnemental et du contrôle qualité (ISO 14001)
- 1 référent chargé des installations techniques
- 3 agents d'exploitation et/ou d'entretien et 1 agent administratif.

L'exploitation du CSDU implique des investissements et travaux importants de l'ordre de 200K€ HT chaque année et de 1,5 à 2,5M€ HT tous les deux à trois ans, et un coût de fonctionnement annuel d'environ 3M€.

IV) Le Centre Technique et Administratif de « Zaluaga »



PHOTO N°4 : VUE AERIENNE DU CENTRE TECHNIQUE ET ADMINISTRATIF

L'ensemble du personnel (46 agents permanents en 2010) des véhicules et du matériel dont dispose le Syndicat, occupe depuis novembre 2007 les locaux du Centre Technique et Administratif construit à proximité du CSDU sur ce qui est devenu le « Site Opérationnel de Zaluaga ».

Répartis en trois bâtiments (Administration/Direction ; Atelier/Vestiaires du personnel ; Garage), ces locaux totalisant près de 2000m² couverts, ont été construits entre septembre 2006 et octobre 2007 selon des critères de Haute Qualité Environnementale (HQE) portant sur les économies d'eau et d'énergie, l'intégration dans le site et, bien sûr, le tri sélectif et le traitement des déchets produits dans ces locaux.

Le coût total de l'opération a été de 3.4M€TTC et a bénéficié du soutien du Conseil Général, de l'Ademe et de la Région.

V) Le développement des Energies Renouvelables : « Zaluaga Pôle Energie Verte »

En marge de sa mission de service public de collecte, traitement et valorisation des déchets ménagers, Bizi Garbia s'est fixé comme objectif d'étudier toutes les possibilités de développement des énergies renouvelables sur son Site Opérationnel de Zaluaga (St. Pée sur Nivelles), s'inscrivant ainsi dans les futurs objectifs des Lois « Grenelle 1 et 2 ».

Il ne s'agit naturellement pas de prétendre faire de « Zaluaga » un centre de production d'énergie à un niveau qu'il ne saurait atteindre en termes quantitatifs ; Mais, plus modestement, de valoriser les ressources potentielles du site et de réduire sensiblement notre dépendance énergétique, dans le cadre d'une contribution à la démarche de développement durable de notre territoire.

Cette valorisation basée sur la production d'électricité, peut s'appuyer sur trois projets complémentaires: **Le biogaz produit par les déchets, le mini éolien et l'énergie solaire.**

Le « Biogaz » :

On appelle « Biogaz », le gaz issu de la dégradation naturelle de la partie organique « biodégradable » contenue dans nos déchets ménagers (restes de préparation et reliefs de repas)

Depuis la conception du projet en 2001/2002, sa validation en 2003 (Arrêté Préfectoral du 13 mars 2003), sa réalisation en 2004 puis sa mise en exploitation à partir de janvier 2005, le CSDU de « Zaluaga Bi » a intégré comme objectif prioritaire, la **VALORISATION ENERGETIQUE DU BIOGAZ.**



PHOTO N°5 : PLATEFORME DE PRODUCTION D'ELECTRICITE/BIOGAZ

Celle-ci est en effet apparue indispensable et incontournable dès lors que le Syndicat s'engageait dans la réalisation d'un équipement de stockage performant de nouvelle génération, qui devait être en mesure de répondre :

1^e) Aux attentes de plus en plus fortes de la société civile en termes de pollution et de nuisances et d'environnement en général,

2^e) Aux obligations réglementaires et légales, nationales et internationales, de plus en plus strictes en termes d'économies d'énergie et de ressources naturelles ainsi que de réduction des «gaz à effet de serre» (GES) et de lutte contre le réchauffement climatique.

Le CSDU de « Zaluaga Bi » est donc beaucoup plus qu'un « simple » centre de stockage, puisqu'il dispose des infrastructures et des équipements nécessaires à une valorisation énergétique et à son développement dans le temps.

Cette valorisation énergétique a donc été envisagée en deux phases principales de développement :

- Phase 1, opérationnelle depuis la mise en exploitation du Centre le 02 janvier 2005 :
Utilisation immédiate de 20 à 30 % du biogaz produit pour le fonctionnement des installations de traitement des effluents pollués issus du stockage (les « lixiviats »). L'excédent, soit 70 à 80%, étant brûlé dans la torchère à plus de 1000°C.

Le Syndicat Bizi Gardia a engagé en 2010 une démarche « bilan carbone » qui s'inscrit dans le cadre de son programme de réduction des GES (développement des énergies renouvelables sur son site de Zaluaga et d'une filière locale de production et d'approvisionnement d'Huile Végétale Pure Carburant pour sa flotte de véhicules).

- Phase 2 : Valorisation à court terme, soit dès que possible techniquement, par utilisation de l'excédent de biogaz, pour la production d'électricité et vente au réseau via l'installation de moteurs ou de micro turbines à gaz de 30KW à 1MW.

Le Syndicat Bizi Garbia a décidé de consulter plusieurs « Opérateurs » spécialisés dans ce type de production, afin d'envisager les conditions de faisabilité technique et financière d'un « Partenariat Environnemental ». Le Syndicat sera le « Fournisseur de gaz » et l'opérateur le « Producteur d'électricité ».

Le producteur d'électricité assumera à ce titre, l'ensemble des contraintes, responsabilités, frais et charges d'investissement (estimé entre 0,6M€ et 1M€) et de fonctionnement. Cela comprend en particulier la fourniture, l'installation, l'entretien et le suivi de tous les équipements techniques nécessaires à la production d'électricité.

Le contrat de « partenariat environnemental » dont il est question (concession de travaux publics), prévoira un versement par l'opérateur, en sa qualité de « producteur d'électricité », au Syndicat Mixte Bizi Garbia en sa qualité de « fournisseur de gaz », d'un montant annuel de rachat du volume de biogaz fourni.

• Le mini éolien :



PHOTO N°6 : MINI EOLIENNE DE 5KW

Le projet à l'étude porte sur l'installation sur le site de Zaluaga, de trois « **mini éoliennes** » d'une hauteur ne dépassant pas 12 à 15m et d'une puissance unitaire de 5kw. La production annuelle a été estimée entre 10.000 et 15.000 kw/h soit 10 à 15 % de la consommation globale du Centre Technique du Syndicat.

Une étude de faisabilité technique et financière a été réalisée en 2008 avec le concours du cabinet ETC International de St. Jean de Luz et la société spécialisée « Obeki- Windeco » de Tolosa (Guipuzkoa).

En complément de celle-ci, une étude, appelée « profil de vent », a été réalisée en partenariat avec la **Société Française d'Eoliennes**, afin de déterminer précisément le potentiel réel de production du site.

Cette étude nécessite l'installation sur site pendant une année complète (juillet 2009 à juillet 2010), d'un mât de 35 de hauteur et 15cm de diamètre, équipé d'appareils de mesures de vent (anémomètres).

● Le Solaire :



PHOTO N° 7 : PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES AU SOL

Il s'agirait d'installer sur le Site de « Zaluaga 1 » c'est à dire le dôme (Surface 2,5 à 3ha) de l'ancien CET dont l'exploitation a cessé le 31.12.04 et se trouve aujourd'hui en suivi post exploitation, une certaine surface de panneaux solaires photovoltaïques.

Pour étudier les conditions de faisabilité technique et financière de ce projet, des premiers contacts ont été établis avec des sociétés spécialisées. Il a été conclu à l'existence d'un réel potentiel exploitable sur le site qui pourrait permettre une production de 1GWh par an.

Si cette perspective se confirme, il pourrait, comme pour le biogaz, être envisagé un partenariat avec un opérateur spécialisé au terme duquel il :

- réaliserait l'investissement, estimé à environ 4M€ H.T
- assumerait les charges de fonctionnement et de maintenance
- verserait à la collectivité un loyer ou redevance annuels

VI) Le développement d'une filière locale de production et d'approvisionnement d'Huile Végétale Pure (HVP)

Le Syndicat en cohérence avec sa mission de service public dans les domaines de l'Environnement et du Développement Durable, s'est également fixé comme objectif:

- **d'améliorer** les performances de sa flotte de véhicules en termes de pollution, d'émissions de Gaz à Effet de Serre et de consommation de carburant (Le Syndicat va réaliser son « Bilan Carbone » en 2010)
- **de contribuer** au maintien et à la diversification de l'activité agricole locale, sans préjudice pour l'alimentation humaine.
- **de réaliser** une économie sensible sur son budget carburant

Pour y parvenir il étudie depuis le début 2008 avec l'appui technique de l'association Euskal Herriko Laborantza Ganbara et de l'Institut Français des Huiles Végétales Pures, la possibilité d'utiliser de l'Huile Végétale Pure (HVP) de tournesol, comme carburant de substitution pour une partie de sa consommation (30 %).

L'objectif de production prévisionnelle souhaitée est de 30.000L par an, ce qui nécessite une trentaine d'hectares.

Le but du Syndicat n'est pas de « se procurer » de l'HVP « d'où qu'elle vienne » ce qui n'aurait pas à ses yeux beaucoup de sens, mais de permettre la création locale sur son territoire, ou tout au moins au Pays Basque, d'une véritable filière de production complète et pérenne. Aujourd'hui avec le concours technique et

juridique d'EHLG, une douzaine d'agriculteurs locaux a décidé de se regrouper au sein d'une structure afin de constituer un pôle de production capable de fournir le Syndicat Bizi Garbia dès 2010.



PHOTO N°8 : CAMION DE COLLECTE



PHOTO N°9 ET 10 : LOGOS HVP AVEC SIGNALÉTIQUE « HVP »

L'Huile Végétale Pure : le seul vrai « biocarburant » :

Seule l'HVP peut être qualifiée de « Biocarburant » eu égard à sa définition légale (Directive Européenne 2003/30).

C'est en effet le seul produit issu **directement de la biomasse**, sans aucune transformation nécessitant un lourd processus chimique industriel, comme c'est le cas du « diester », « biodiesel » et autres « bioéthanol » ou « biométhanol », qui n'ont de « bio » que le nom et sont produits dans des usines exploitées par les groupes pétroliers.

De plus l'HVP est le carburant qui par ses caractéristiques et son mode de production, a le bilan énergétique le plus optimal et de loin, puisqu'il **permet d'obtenir 6 fois plus d'énergie qu'il n'en faut pour le produire !**

A titre indicatif ce rapport est négatif pour le gazole puisqu'il n'est que de 0,917, c'est à dire qu'il nécessite un peu plus d'énergie pour le produire qu'il n'en restitue en tant que carburant.

La production d'HVP contribue à l'alimentation animale et humaine

Enfin en ce qui concerne le « fameux débat », la plupart du temps justifié d'ailleurs, sur le préjudice causé par la production des « biocarburants » sur l'alimentation humaine (et donc aussi l'élevage), **il ne concerne pas l'HVP, puisque sa production issue du pressage à froid du tournesol, permet de produire outre 30% d'huile, 70% de « tourteau » utilisé dans l'alimentation animale comme apport protéique.**

Cette production permet d'améliorer **l'autosuffisance locale** dans ce domaine, ce qui permet de réduire voire d'éviter l'importation de « tourteau » de soja (souvent « transgénique » par ailleurs) provenant la plupart du temps des Etats Unis ou du Brésil.

Cette situation est particulièrement flagrante au Pays Basque qui est avant tout une région d'élevage bovin et surtout ovin.

ANNEXE: FICHE TECHNIQUE DESCRIPTIVE DU SERVICE COLLECTE DES DECHETS MENAGERS SUR LE SECTEUR « BIDART-AHETZE »

La commune d'Ahetze a été rattachée au secteur opérationnel de Bidart depuis le transfert de la « compétence collecte » au Syndicat, le 1^{er} janvier 2005. A cette occasion une première phase provisoire d'harmonisation a été opérée afin d'intégrer au mieux la commune d'Ahetze dans l'organisation générale. C'est ainsi qu'environ **70 bacs collectifs de 750l** ont été disposés en points de regroupements dans le courant du mois de janvier 2005.

Le territoire de la Commune de Bidart était quant à lui desservi de façon très inégale par des conteneurs de **1100l**, souvent anciens et usagés, achetés pour la plupart à l'initiative des propriétaires, commerçants, ou des syndic de copropriétés.

Leur nombre s'avérait insuffisant et leur répartition assez déséquilibrée. Une bonne partie de la population continuait donc de présenter ses OM en sacs devant les portes ou en bout de rues.

A noter que ces dernières années la commune de Bidart a été caractérisée, peut être plus que les autres, par une forte pression démographique et immobilière, qui accentue aujourd'hui le décalage entre la réalité du besoin et le niveau d'équipement en conteneurs de collecte. En outre, un peu à l'image de St. Jean de Luz toutes proportions gardées, Bidart comporte un « noyau urbain » et une proportion significative d'habitat collectif et de résidences secondaires (30 %).

La population « permanente » de Bidart s'établit à 5500 habitants environ. Ce chiffre est porté à 23000 habitants environ pendant la période estivale (station touristique balnéaire). Celle de Ahetze se situe aux alentours de 1500 habitants permanents et ne subit pas de variation significative pendant l'été.

Les fréquences de collecte sont les suivantes :

HIVER : du 6/09 au 26/06 / 2 camions, 6 personnes		ETE : du 27/06 au 5/09 / 3 camions, 9 personnes	
Lundi-Mardi : 5h00-11h30 Mercredi-Jeudi: 5h30-12h00 - Vendredi-Samedi : 5h00-11h00		Lundi au Samedi : 5h30-11h30/ Dimanche : selon heure fin de service Un jour de repos dans la semaine par rotation	
Equipe 1 : Lundi-Vendredi:	Zone Sud sauf Zamorra, Hirie Artea, 3 couronnes	E1 : Lundi-Mercredi-Vendredi :	Zone Sud sauf Zamorra-Hirie Artea-3 couronnes
Mardi-Samedi:	Zone Nord sauf technopôle-CAT-Bichipau	Mardi-Jeudi-Samedi:	Zone Nord sauf technopôle-CAT-Bichipau
Jeudi :	Zone Nord complet + 3 couronnes	E2 : Lundi-Mercredi-Vendredi :	Zamorra-Hirie Artea -Hôtels, Campings
Mercredi :	Repos	Mardi-Jeudi-Samedi :	Technopôle-CAT-Bichipau-Hôtels, Campings
Equipe 2 : Lundi-Vendredi:	Zamorra-Hirie Artea -Ahetze	Dimanche :	Hôtels-restaurants-campings
Mardi-Samedi :	Technopôle-CAT-Bichipau, 3 couronnes	E3 : Lundi-Mercredi-Vendredi :	Ahetze -Campings (Ahetze le Mercredi du 1/07 au 31/08)
Mercredi :	Zone Sud complet sauf Zamorra	Mardi-Jeudi-Samedi :	Hôtels-restaurants-campings-3 couronnes
Jeudi	Repos	Dimanche :	Hôtels-restaurants-campings

La forte augmentation de la population en saison estivale oblige à faire sortir un troisième camion du 28 juin au 5 septembre.

Jusqu'à fin 2005, les déchets de Bidart étaient collectés en sacs et en bacs. Depuis mars 2006, l'ensemble de la commune est équipé en bacs de regroupement : environ 400 points de regroupement comportant 1 ou 2 bacs de 770l.

Le tonnage annuel des ordures ménagères sur Bidart/Ahetze est de 3967t en 2009. On ne peut pas dissocier le tonnage provenant d'Ahetze car il est collecté en même temps qu'une partie de la commune de Bidart. Il sera donc nécessaire de le faire au prorata de la population de chaque commune (insee janv09 : Ahetze : 1505 habitants, Bidart : 5742 habitants).

Le tonnage mensuel Bidart/Ahetze en 2009 est le suivant :

Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Tonnage	253,54	228,88	263,80	293,14	299,68	343,26	507,60	607,62	363,34	295,54	255,12	255,52

Les tonnages pour Bidart de 2001 à 2004 sont les suivants :

Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
2004	200,28	175,90	216,24	243,84	254,36	305,64	465,42	592,94	302,64	226,40	206,34	197,80
2003	192,54	173,22	210,29	245,18	263,54	300,22	463,26	586,42	317,12	236,58	199,74	217,00
2002	201,72	180,9	204,28	242,16	254,92	276,70	491,38	582,54	314,83	227,56	207,36	199,32
2001	197,66	176,4	209,92	239,04	264,23	292,00	483,48	595,86	285,72	225,96	189,48	193,18

Les tonnages annuels d'Ahetze de 2001 à 2004 étaient les suivants :

Année	Tonnage annuel Ahetze
2004	386
2003	343
2002	338
2001	330

Il est difficile de donner une production moyenne de déchets par habitant et par an du fait de la forte proportion de résidences secondaires (+ de 30% du parc de logement) et de l'importance de la population saisonnière et particulièrement estivale.

Cependant si l'on fait la moyenne sur les mois ne présentant pas ou peu d'évolution, on peut estimer la quantité par habitant à environ 394 Kg/an sur Bidart/Ahetze.

(Sur l'ensemble du Syndicat de Communes en 2008, territoire fortement influencé par l'habitat secondaire, touristique et saisonnier, le ratio a été estimé à 538 Kg/hab/an en prenant en compte l'ensemble du tonnage annuel soit 17684 T.)

Le coût global de la **Collecte, du Traitement et la Valorisation** de l'ensemble des déchets ménagers et assimilés sur le territoire du Syndicat Bizi Garbia est de 100 € TTC par habitant et par an (coût partagé=coût complet-(recettes industrielles+soutiens des sociétés agréées))

ANNEXE: LA DECHETERIE DE BASSILOUR (BIDART) :

Les tonnages en 2009 et 2008 :

En 2009 :

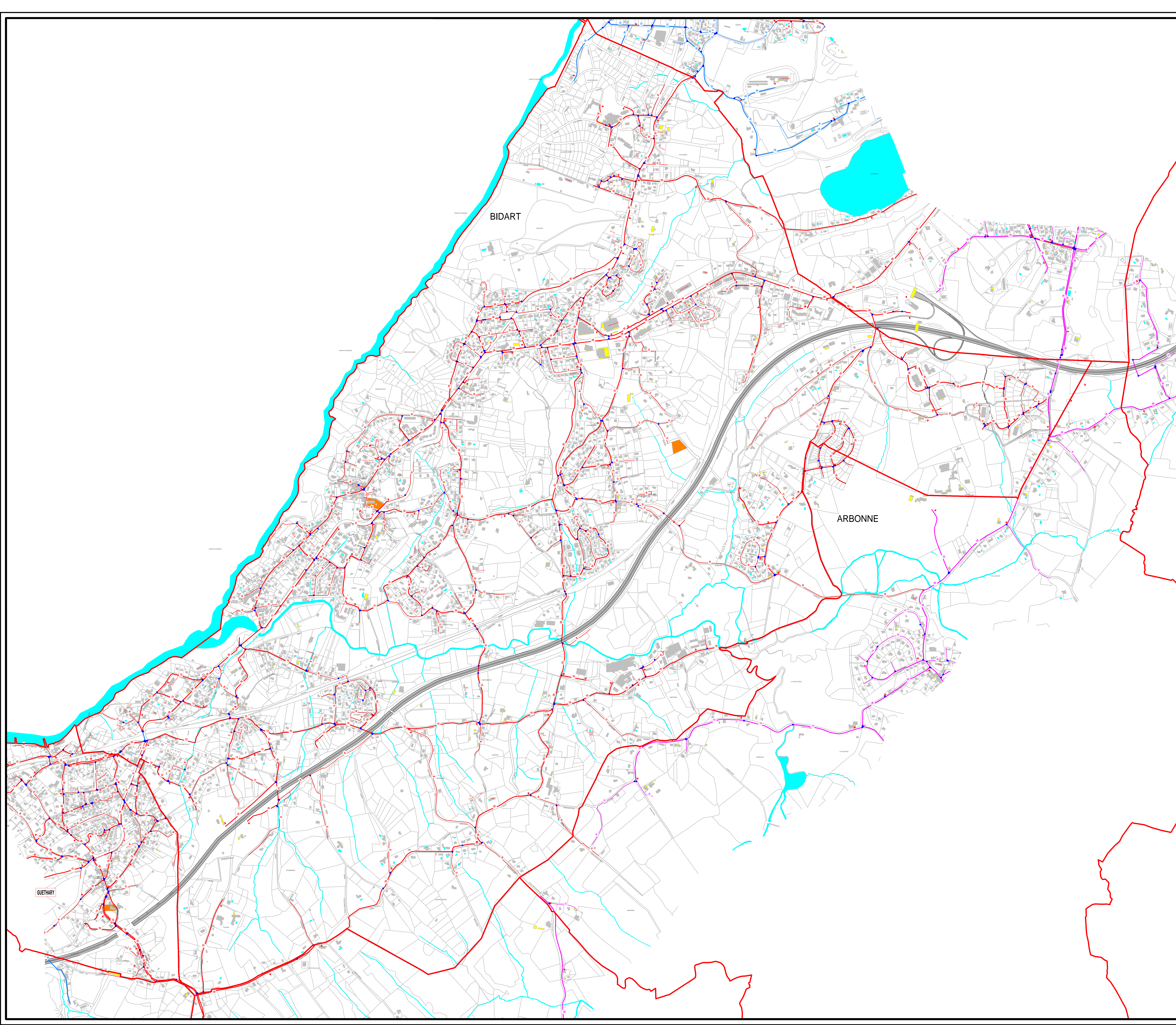
Bassilour	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Total
Bois	17,54	26,62	25,52	24,04	28,66	30,86	20,98	4,62	29,76	20,86	22,18	21,30	22,08	295,02
Cartons	6,12	7,66	6,14	5,30	8,52	11,62	9,52	3,30	11,60	6,88	6,68	7,16	8,04	98,54
Déchets verts	65,00	110,00	115,00	95,00	90,00	125,00	100,00	20,00	104,00	100,00	120,00	104,00	92,00	1240,00
Ferrailles	3,72	10,44	9,59	8,69	7,54	9,38	7,95	2,02	8,73	8,51	9,55	8,72	7,09	101,93
Pneus	0,66	0,71	0,00		1,56	0,50	0,36							3,79
Gravats	31,28	48,00	49,66	48,38	51,08	31,22	25,50	8,62	50,50	36,96	37,38	53,00	49,22	520,80
Encombrants	47,00	64,84	61,00	67,66	73,68	73,44	47,46	16,92	62,60	54,04	69,40	57,14	55,86	751,04
Batteries														0,00
Corps gras					2,00									2,00
DMS	0,67	0,57	0,51	0,50	1,45	0,80	1,60		0,70	0,63	1,43	2,29	0,65	11,80
DEEE			15,89			20,35				24,10			23,30	83,65
Total	171,99	268,84	283,32	249,57	262,49	303,18	213,37	55,48	267,89	251,98	266,62	253,61	258,24	3106,57

SITA SO

VEOLIA PROPRETE

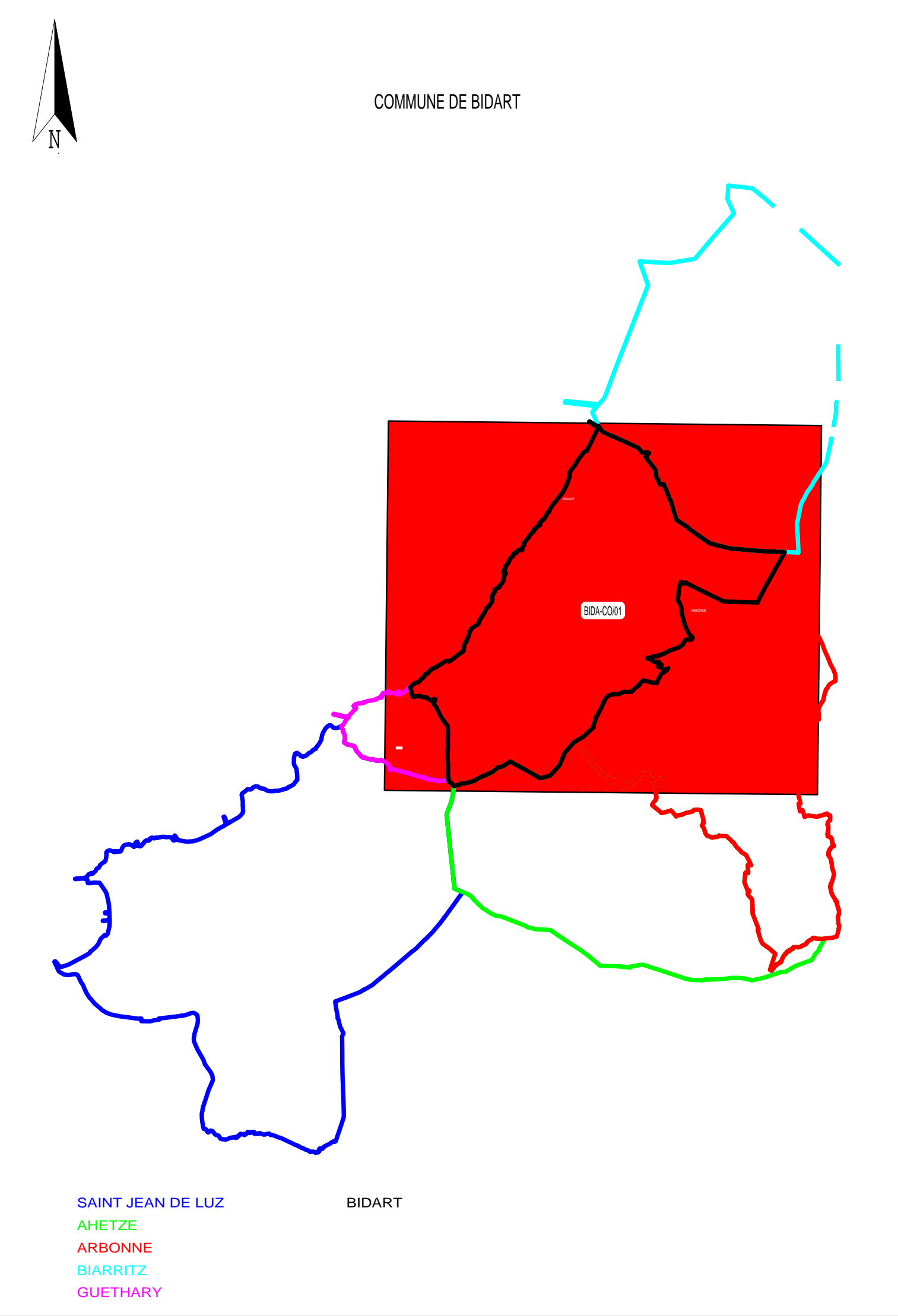
En 2008 :

Bassilour	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Total
Bois	25,860	32,580	36,040	25,740	27,400	29,380	20,880	19,300	21,040	26,140	22,840	15,600	302,800
Cartons	6,300	4,480	10,440	10,980	6,800	9,460	9,000	7,520	10,360	7,340	8,400	8,470	99,550
Déchets verts	70,000	80,000	70,000	60,000	90,000	95,000	95,000	80,000	100,000	110,000	90,000	100,000	1040,000
Ferrailles	7,150	4,050	1,930	2,080	3,820		4,580	6,910	2,430	2,380	8,550	2,140	46,020
Pneus				3,900				0,500		2,120	0,780		7,300
Gravats	37,380	49,160	34,080	57,480	57,880	52,960	46,420	46,600	40,860	41,560	38,120	26,980	529,480
Encombrants	56,580	48,740	50,260	58,120	73,380	61,320	81,200	57,260	67,500	58,360	47,080	52,740	712,540
Batteries													0,000
Corps gras													0,000
DMS	0,278	0,950	0,579	0,269		0,666	0,804	0,780	0,480	0,090		0,570	5,466
DEEE			7,752			4,850			7,673			14,836	35,111
Total	203,548	219,960	211,081	218,569	259,280	253,636	257,884	218,870	250,343	247,990	215,770	221,336	2778,267



LEGENDE

— Réseau Diamètre > 100 mm	□ Te
— Réseau Diamètre < 100 mm	↳ Réduction
— Couleur suivant Etage de Pression	↳ Purge d'extrémité
— Branchement vers accessoire	■ Plaque pleine
--- Pointillés = Hors gestion Lyonnaise	□ Collier de prise en charge
⊕ Source	⊕ Bouche d'incendie
⊕ Prise d'eau	⊕ Réserve incendie
⊕ Forage	⊕ Poteau incendie 100
⊕ Pompe, surpresseur	⊕ Poteau incendie 80
⊕ Station de traitement d'eau	⊕ Borne de passage
⊕ Réservoir sur tour	○ Vanne modulante
⊕ Réservoir sans-enterré	⊕ Vanne papillon
⊕ Bâche	⊕ Vanne à opercule ouvert
⊕ Ventouse	⊕ Vanne 1/4 ouverte
⊕ Décharge	⊕ Vanne à opercule fermé
⊕ Clapet	⊕ Vanne 1/4 fermée
⊕ Cheminée d'équilibre	□ Bouche d'arrosage, de lavage
⊕ Réducteur de pression	⊕ Mesure de volume
⊕ Stabilisateur Amont	⊕ Mesure de pression
⊕ Stabilisateur Aval	



**ENTREPRISE REGIONALE
LANDES - PAYS BASQUE - BEARN**
15, Avenue Charles FLAJOURT
64200 BILLAGNY
TEL. 0. 810. 357. 357

COMMUNE DE BIDART

RESEAU D'EAU POTABLE
6.3.a

N	11/01/2011	CA	PfM	MAM Fermeture BV 0123 sans Sectionneur - Rue Berna - Mèns
M	11/01/2011	CA	PfM	MAM Fermeture BV 0100 - Rue Valère - Mèns
L	11/01/2011	CA	PfM	MAM Fermeture BV 0125 Sans Sectionneur - Rue Harizan-Eschelers - Mèns
K	11/01/2011	CA	PfM	MAM Fermeture BV 090 sans Sectionneur - Rue Harizan - Mèns
J	23/09/2010	CA	PfM	MAM Appt Ventouse Manuelle - Chemin d'Ajouta - Mèns
I	30/08/2010	NP	PfM	Appt BV 0155 Rue Estrogia-MEND
H	18/08/2010	CA	PfM	Déplacement Fonce 0200 - Parc Antoine P5227 - LIEF

Indice	Date	Dessiné	Vérifié	Modifications

PLAN COMMUNE

N° du plan : BIDA-E-CO-01 Contrat : A15003-64125 Echelle : 1:6500 Indice : N



**Zonage d'assainissement
Eaux pluviales**



Dossier d'approbation

09257A
Echelle 1 / 7 000 ème



ZAC du Golf
Z. d'opération
64200 Biarritz
TEL : 05 59 75 31 41
FAX : 05 59 93 14 17

Indice	DATES	MODIFICATIONS	dess : BBY	visa :
		Approbation	visa : BBY	visa :
			visa :	

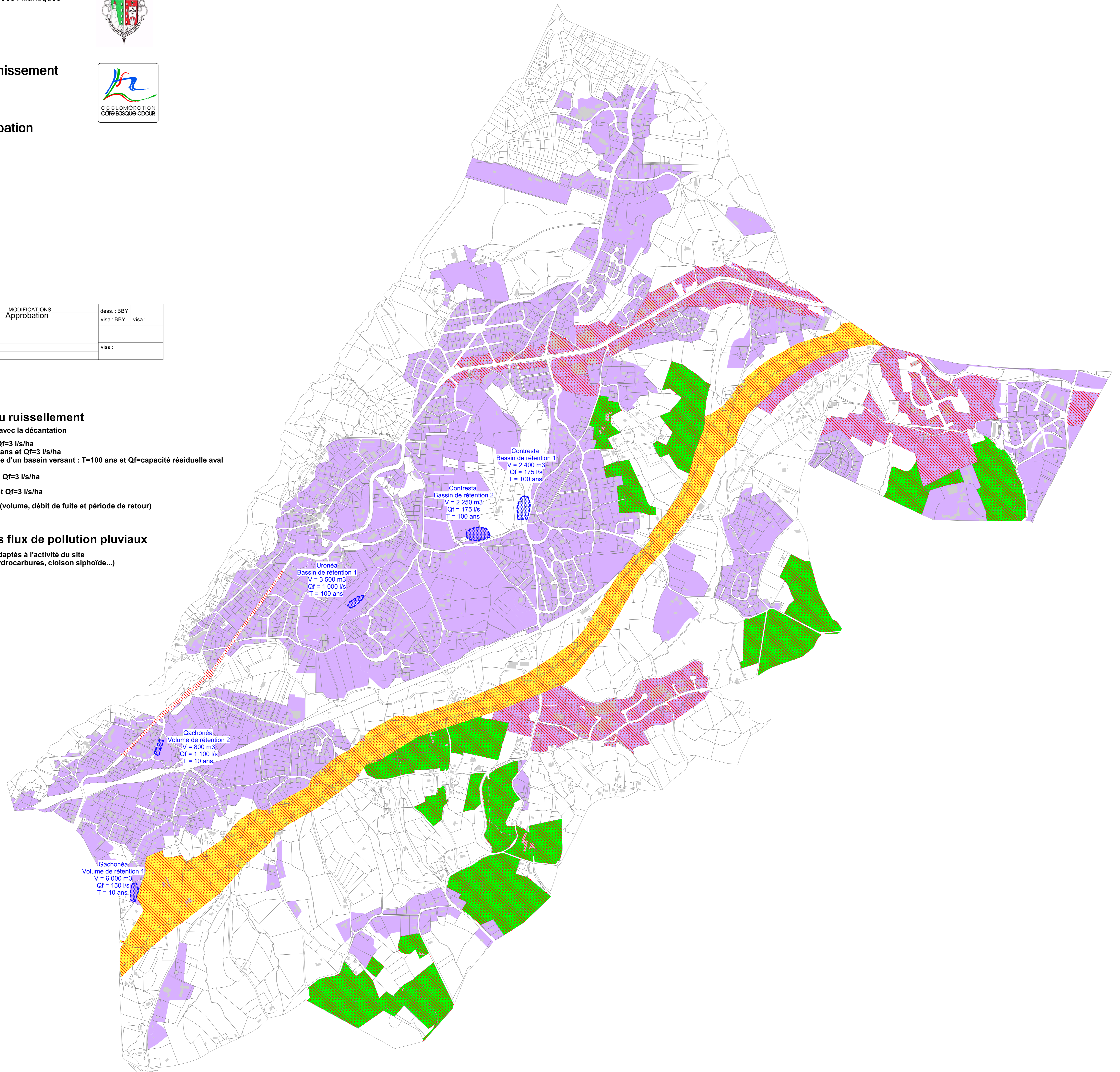
Maîtrise quantitative du ruissellement

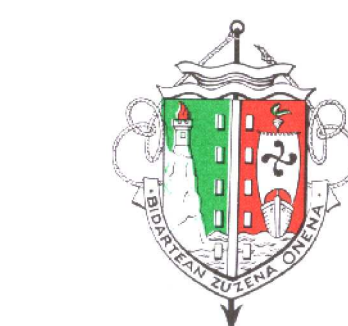
Mesure compensatoire compatible avec la décantation

- Cas général : T=50 ans et Qf=3 l/s/ha
- Extensions >20 m² : T=100 ans et Qf=3 l/s/ha
- Ouvrages publics à l'échelle d'un bassin versant : T=100 ans et Qf=capacité résiduelle aval
- Zone agricole : T=10 ans et Qf=3 l/s/ha
- Autoroute A63 : T=50 ans et Qf=3 l/s/ha
- Bassin de rétention public (volume, débit de fuite et période de retour)

Maîtrise qualitative des flux de pollution pluviaux

- Dispositifs de traitement adaptés à l'activité du site (déboureur, séparateur à hydrocarbures, cloison siphonnée...)





6.3.b.2

Zonage d'assainissement Eaux usées.

Nord (1/2)

Dossier d'approbation

09257A
Echelle : 1/3 000

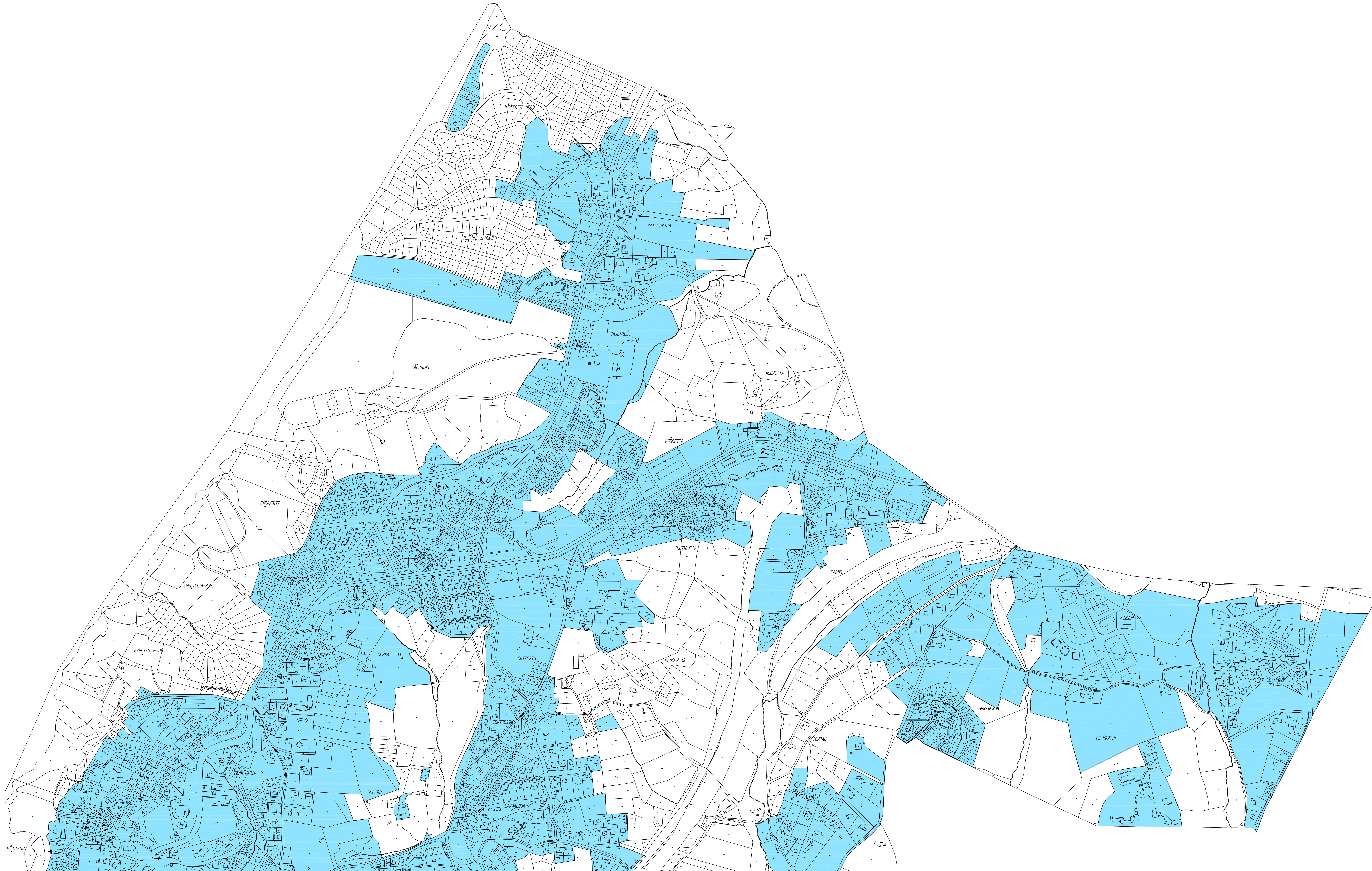


Service Communautaire de l'Énergie
Département des Pyrénées Atlantiques
Commune de Bidart



Légende:

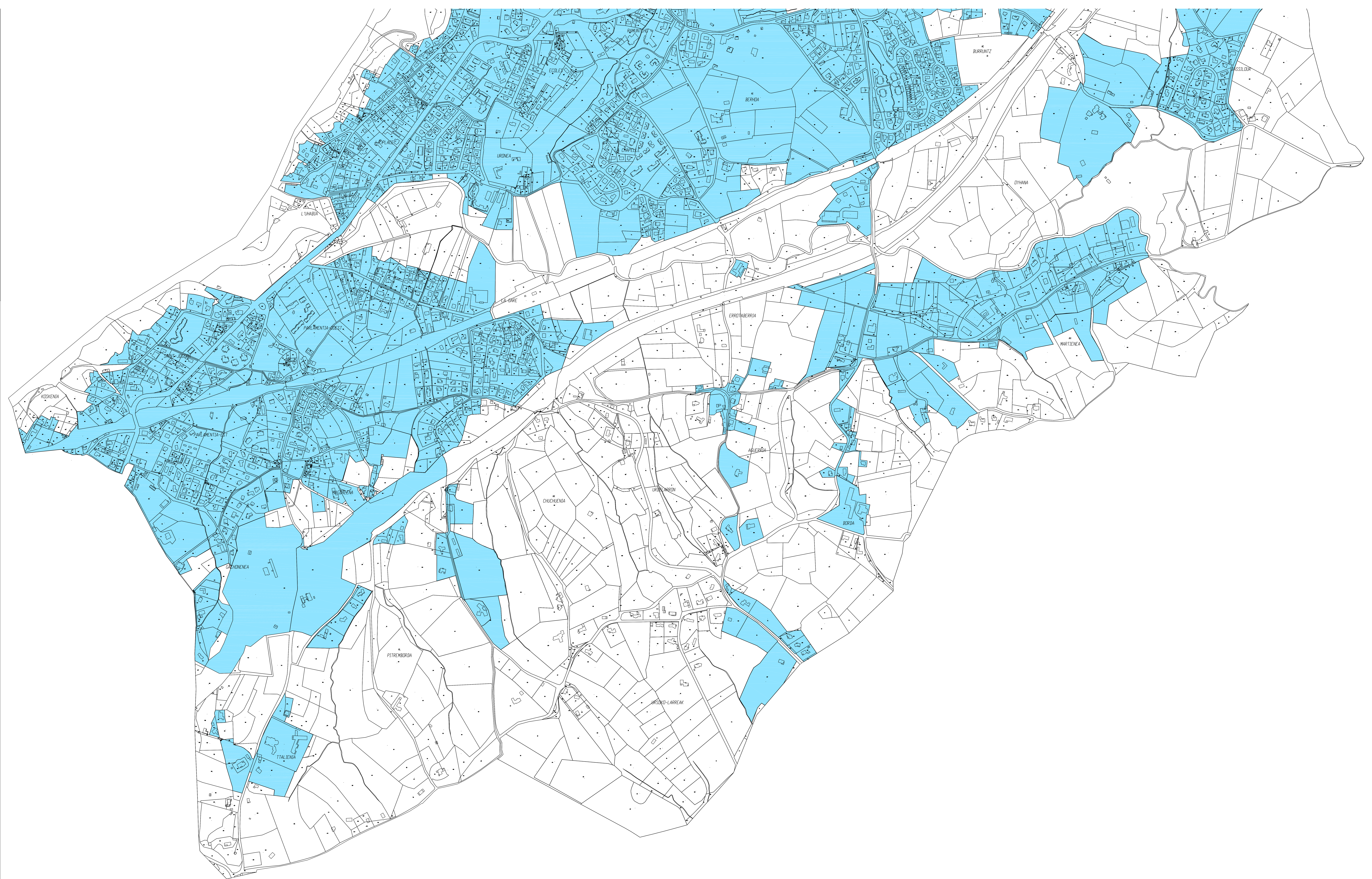
: Zone d'assainissement collectif

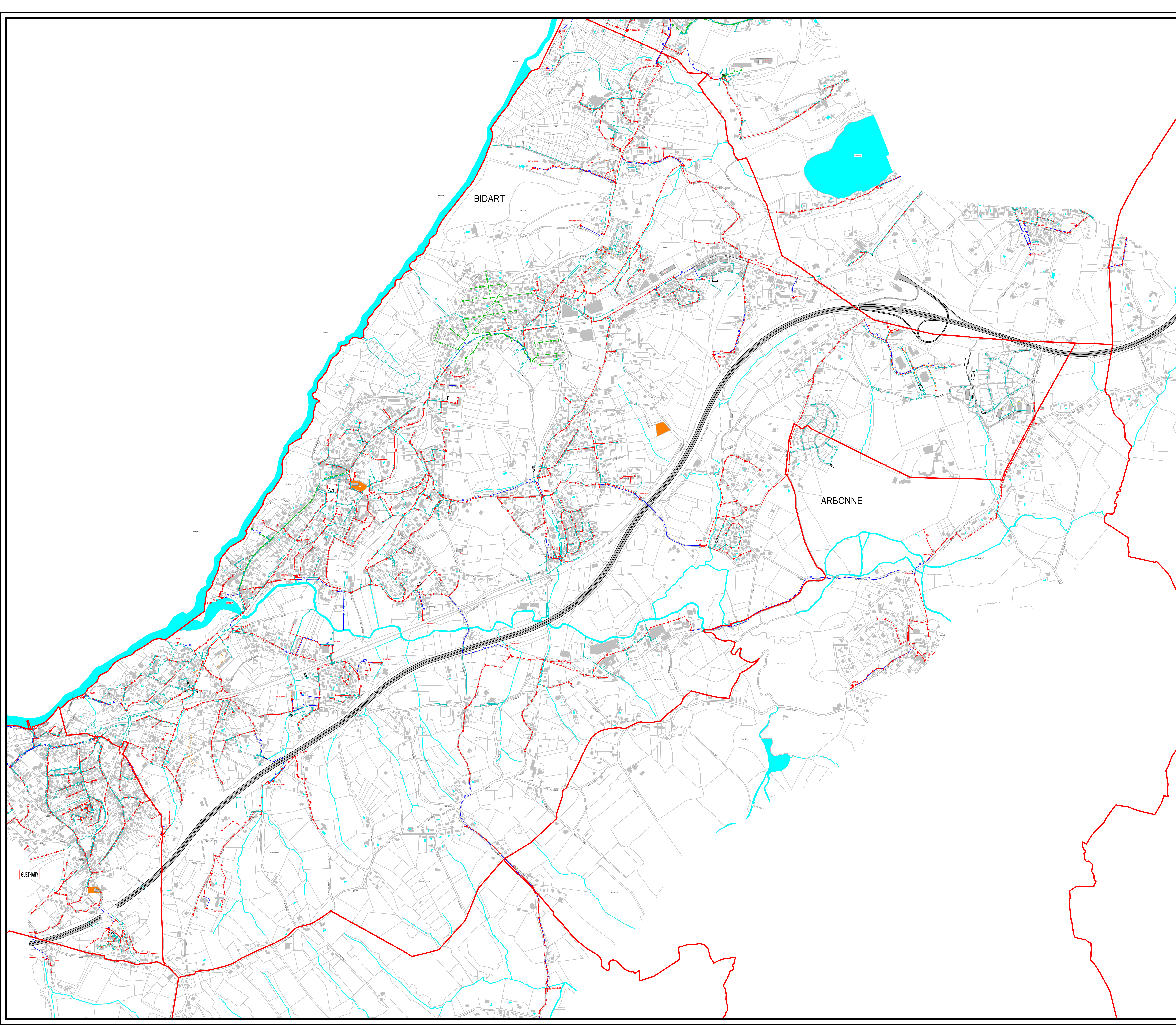
: Zone d'assainissement non collectif



Légende:

-  : Zone d'assainissement collectif
-  : Zone d'assainissement non collectif





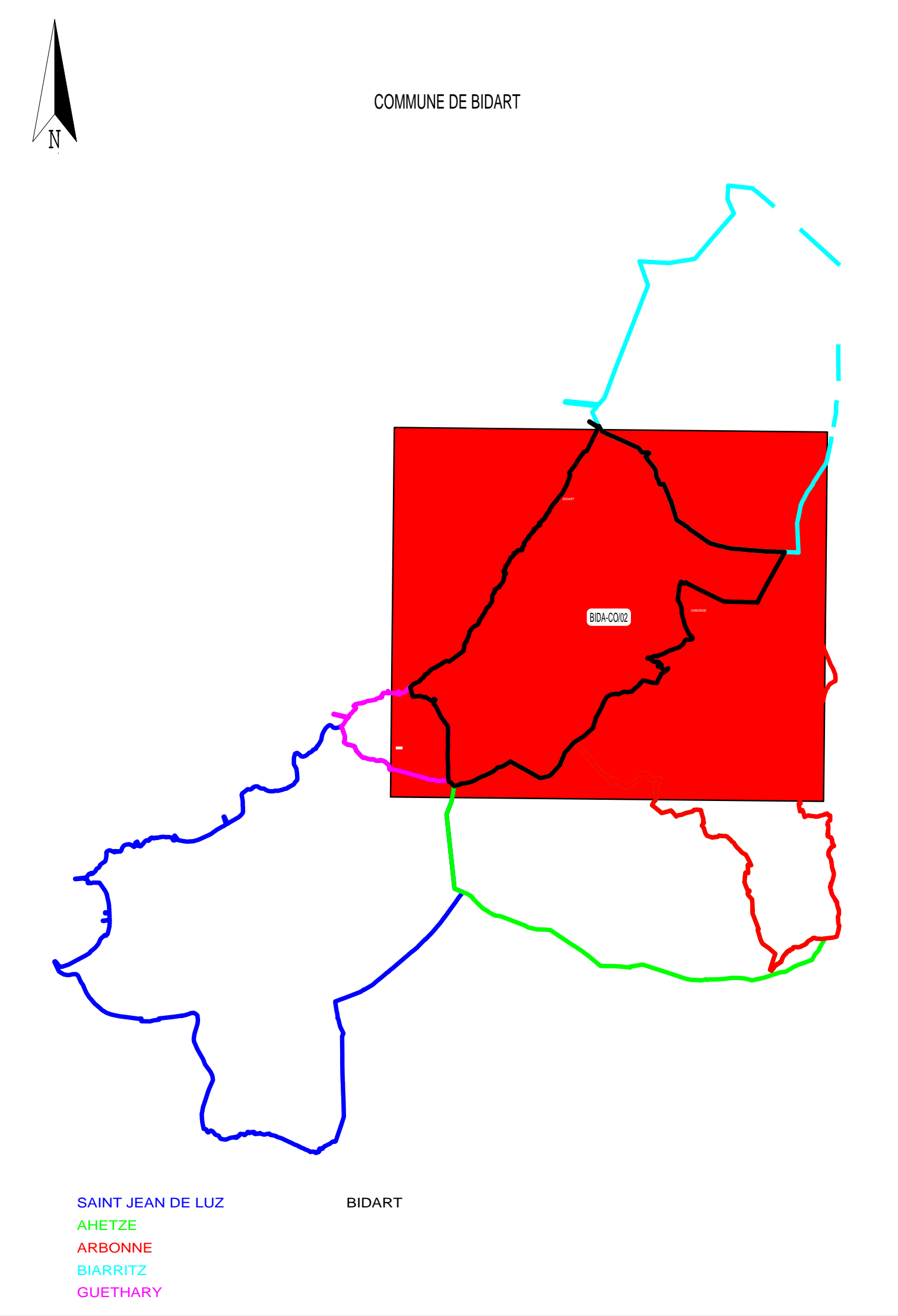
LEGENDE


- Réseau unitaire
- - - Collecteur d'eaux usées
- Collecteur d'eaux pluviales
- - - Refoulement

Les réseaux représentés en pointillés sont hors gestion Lyonnaise des Eaux
 Les Couleurs sont en correspondance avec les réseaux cités ci-dessus.

Les accessoires sont représentés par la couleur du réseau correspondant :

- Regard
- Regard Cloisonné
- ⊙ Regard grille
- Eau usée - Sous vide
- Grille simple
- Avaloir
- Avaloir grille
- Caniveau grille
- D.O
- T.P
- Bassin couvert
- Bassin à ciel ouvert
- Ventouse
- Décharge
- Clapet anti-retour
- Vanne
- Poste de refoulement (PR), poste de relèvement
- Dessableur
- Station d'épuration (STEP)
- Exutoire
- Exhaure
- Réduction
- Cheminée d'équilibre
- Puisard
- Puisard à Grille





**ENTREPRISE REGIONALE
 LANDES - PAYS BASQUE - BEARN**
 15, Avenue Charles FLOQUET
 64200 BIARRITZ
 TEL. 0.810.357.357

Agglomération Côte Basque - Adour

COMMUNE DE BIDART

RESEAU D'ASSAINISSEMENT

6.3.b.3

M	05/09/2011	CC	P/M	2011 MAJ Centre des Etablissements
L	10/08/2011	CA	P/M	MAJ Extension EP PVC (D20) - Chemin Bidartzen - Mère
K	07/06/2011	CC	P/M	MAJ Extension EP Rue Olympe Perle - Bess
J	07/06/2011	CC	P/M	Extension EP PVC (D15) - Rue Olympe Perle - Bess - CRTP
I	06/06/2011	CC	P/M	EP EP PVC (D300) - Rue Olympe Perle - Bess - CRTP
H	06/06/2011	CC	P/M	Extension EP (D20/D15) - Rue Maurice Perles - CRTP
G	06/06/2011	CC	P/M	MAJ Rue Maurice Perles - CRTP
Indice	Date	Dessiné	Vérifié	Modifications

PLAN COMMUNE

N° du plan : BIDA-A-CV02
Contrat : A15574-64125
Echelle : 1:6500
Indice : M



PLAN LOCAL D'URBANISME

Révision du POS



**PIECE 6.4 : PERIMETRES ET PRESCRIPTIONS D'ISOLEMENT
ACOUSTIQUE DES CONSTRUCTIONS**
(ARTICLES L.571-9 ET L.571-10 A L.581-14 DU CODE DE
L'ENVIRONNEMENT)



Arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit

(JO du 28 juin 1996)

NOR : ENVP9650195A

Vus

Vu le Code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R. 111-4-1;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles R. 111-1, R. 111-3-1, R. 123-19, R. 123-24, R. 311-10, R. 311-10-2, R. 410-13;

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment son article 13;

Vu le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le Code de l'urbanisme et le Code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles 3, 4 et 7;

Vu le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres;

Vu l'arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur;

Vu l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation, et notamment son article 9;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique, et notamment son article 6;

Vu l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières,

Arrêtent :

Article 1er de l'arrêté du 30 mai 1996

Cet arrêté a pour objet, en application des dispositions du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 susvisé :

- de déterminer, en fonction des niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, les cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transports terrestres recensées;
- de fixer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit situés de part et d'autre de ces infrastructures;
- de fixer les modalités de mesure des niveaux sonores de référence et les prescriptions que doivent respecter les méthodes de calcul prévisionnelles;
- de déterminer, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments d'habitation à construire dans ces secteurs, l'isolement acoustique minimal des façades des pièces principales et cuisines contre les bruits des transports terrestres, en fonction des critères prévus à l'article 7 du décret susvisé.

Titre I : Classement des infrastructures de transports terrestres par le préfet

Article 2 de l'arrêté du 30 mai 1996

Les niveaux sonores de référence, qui permettent de classer les infrastructures de transports terrestres

recensées et de déterminer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit, sont :

- pour la période diurne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 6 heures à 22 heures, noté LAeq (6 heures-22 heures), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée;
- pour la période nocturne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 22 heures à 6 heures, noté LAeq (22 heures-6 heures), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée.

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 "Cartographie du bruit en milieu extérieur", à une hauteur de cinq mètres au-dessus du plan de roulement et :

- à deux mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les "rues en U"
- à une distance de l'infrastructure (*) de dix mètres, augmentés de 3 dB (A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

(*) Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 3 de l'arrêté du 30 mai 1996

Les niveaux sonores de référence visés à l'article précédent sont évalués :

- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic ne peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB (A), par calcul ou mesures sur site à partir d'hypothèses de trafic correspondant aux conditions de circulation moyennes représentatives de l'ensemble de l'année;
- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB (A), par calcul à partir d'hypothèses de trafic correspondant à la situation à terme;
- pour les infrastructures en projet, qui ont donné lieu à l'une des mesures prévues à l'article 1er du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995, par calcul à partir des hypothèses de trafic retenues dans les études d'impact ou les études préalables à l'une de ces mesures.

Les calculs sont réalisés conformément à la norme NF S 31-130, en considérant un sol réfléchissant, un angle de vue de 180°, un profil en travers au niveau du terrain naturel, un type d'écoulement fluide ou pulsé, et sans prendre en compte les obstacles situés le long de l'infrastructure. En l'absence de données de trafic, des valeurs forfaitaires par files de circulation peuvent être utilisées.

Les mesures sont réalisées, le cas échéant, conformément aux normes Pr S 31-088 "Mesurage du bruit dû au trafic ferroviaire en vue de sa caractérisation" et NF S 31-130, annexe B, pour le bruit routier, aux points de référence, dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus.

Article 4 de l'arrêté du 30 mai 1996

Le classement des infrastructures de transports terrestres et la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure sont définis en fonction des niveaux sonores de référence dans le tableau suivant :

Niveau sonore de référence Laeq (6 h-22 h) en dB (A)	Niveau sonore de référence Laeq (22 h-6 h) en dB (A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure (1)
L > 81	L > 76	1	d = 300 m
76 < L ou à 81	71 < L ou à 76	2	d = 250 m
70 < L ou à 76	65 < L ou à 71	3	d = 100 m
65 < L ou à 70	60 < L ou à 65	4	d = 30 m
60 < L ou à 65	55 < L ou à 60	5	d = 10 m

(1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2 comptée de part et d'autre de l'infrastructure.

Si sur un tronçon de l'infrastructure de transports terrestres il existe une protection acoustique par couverture ou tunnel, il n'y a pas lieu de classer le tronçon considéré.

Si les niveaux sonores de référence évalués pour chaque période diurne et nocturne conduisent à classer une infrastructure ou un tronçon d'infrastructure de transports terrestres dans deux catégories différentes, l'infrastructure est classée dans la catégorie la plus bruyante.

Titre II : Détermination de l'isolement acoustique minimal des bâtiments d'habitation contre les bruits des transports terrestres par le maître d'ouvrage du bâtiment

Article 5 de l'arrêté du 30 mai 1996

En application du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 susvisé, les pièces principales et cuisines des logements dans les bâtiments d'habitation à construire dans le secteur de nuisance d'une ou plusieurs infrastructures de transports terrestres doivent présenter un isolement acoustique minimal contre les bruits extérieurs.

Cet isolement est déterminé de manière forfaitaire par une méthode simplifiée dont les modalités sont définies à l'article 6 ci-après.

Toutefois, le maître d'ouvrage du bâtiment à construire peut déduire la valeur de l'isolement d'une évaluation plus précise des niveaux sonores en façade, s'il souhaite prendre en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de la construction dans le site, et, le cas échéant, l'influence des conditions météorologiques locales. Cette évaluation est faite sous sa responsabilité selon les modalités fixées à l'article 7 du présent arrêté.

Article 6 de l'arrêté du 30 mai 1996

Selon la méthode forfaitaire, la valeur d'isolement acoustique minimal des pièces principales et cuisines des logements contre les bruits extérieurs est déterminée de la façon suivante.

On distingue deux situations, celle où le bâtiment est construit dans une rue en U, celle où le bâtiment est construit en tissu ouvert.

A. Dans les rues en U

Le tableau suivant donne la valeur de l'isolement minimal en fonction de la catégorie de l'infrastructure, pour les pièces directement exposées au bruit des transports terrestres :

Catégorie	Isolement minimal DnAT
1	45 dB (A)
2	42 dB (A)
3	38 dB (A)
4	35 dB (A)
5	30 dB (A)

Ces valeurs sont diminuées, sans toutefois pouvoir être inférieures à 30 dB (A) :

- en effectuant un décalage d'une classe d'isolement pour les façades latérales;
- en effectuant un décalage de deux classes d'isolement pour les façades arrière.

B. En tissu ouvert

Le tableau suivant donne, par catégorie d'infrastructure, la valeur de l'isolement minimal des pièces en fonction de la distance entre le bâtiment à construire et :

- pour les infrastructures routières, le bord extérieur de la chaussée la plus proche;
- pour les infrastructures ferroviaires, le bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

distance (2)	0	10	15	20	25	30	40	50	65	80	100	125	160	:
c a t é g o r i e	1	45	45	44	43	42	41	40	39	38	37	36	35	34
	2	42	42	41	40	39	38	37	36	35	34	33	32	31
	3	38	38	37	36	35	34	33	32	31	30			
	4	35	33	32	31	30								
	5	30												

Les valeurs du tableau tiennent compte de l'influence de conditions météorologiques standards.

Elles peuvent être diminuées de façon à prendre en compte l'orientation de la façade par rapport à l'infrastructure, la présence d'obstacles tels qu'un écran ou un bâtiment entre l'infrastructure et la façade pour laquelle on cherche à déterminer l'isolement, conformément aux indications du tableau suivant :

Situation	Description	Correction
Façade en vue directe.	Depuis la façade, on voit directement la totalité de l'infrastructure, sans obstacles qui la masquent.	Pas de correction
Façade protégée ou partiellement protégée par des bâtiments.	Il existe, entre la façade concernée et la source de bruit (l'infrastructure), des bâtiments qui masquent le bruit : - en partie seulement (le bruit peut se propager par des trouées assez larges entre les bâtiments) - en formant une protection presque complète, ne laissant que de rares trouées pour la propagation du bruit	- 3 dB (A) - 6 dB (A)
Portion de façade masquée (1) par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel.	La portion de façade est protégée par un écran de hauteur comprise entre 2 et 4 mètres : - à une distance inférieure à 150 mètres - à une distance supérieure à 150 mètres La portion de façade est protégée par un écran de hauteur supérieure à 4 mètres : - à une distance inférieure à 150 mètres - à une distance supérieure à 150 mètres	- 6 dB (A) - 3 dB (A) - 9 dB (A) - 6 dB (A)
Façade en vue directe d'un bâtiment.	La façade bénéficie de la protection du bâtiment lui-même : - façade latérale (2) - façade arrière	- 3 dB (A) - 9 dB (A)

(1) Une portion de façade est dite masquée par un écran lorsqu'on ne voit pas l'infrastructure depuis cette portion de façade.

(2) Dans le cas d'une façade latérale d'un bâtiment protégé par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel, on peut cumuler les corrections correspondantes.

La valeur obtenue après correction ne peut en aucun cas être inférieure à 30 dB (A).

Que le bâtiment à construire se situe dans une rue en U ou en tissu ouvert, lorsqu'une façade est située dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, une valeur d'isolement est déterminée pour chaque infrastructure selon les modalités précédentes.

Si la plus élevée des valeurs d'isolement obtenues est supérieure de plus de 3 dB (A) aux autres, c'est cette valeur qui sera prescrite pour la façade concernée. Dans le cas contraire, la valeur d'isolement prescrite est égale à la plus élevée des valeurs obtenues pour chaque infrastructure, augmentée de 3 dB (A).

Lorsqu'on se situe en tissu ouvert, l'application de la réglementation peut consister à respecter :

- soit la valeur d'isolement acoustique minimal directement issue du calcul précédent;
- soit la classe d'isolement de 30, 35, 38, 42, ou 45 dB (A), en prenant, parmi ces valeurs, la limite immédiatement supérieure à la valeur calculée selon la méthode précédente.

Article 7 de l'arrêté du 30 mai 1996

Lorsque le maître d'ouvrage effectue une estimation précise du niveau sonore en façade, en prenant en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de sa construction dans le site, ainsi que, le cas échéant, les conditions météorologiques locales, il évalue la propagation des sons entre l'infrastructure et le futur bâtiment :

- par calcul selon des méthodes répondant aux exigences de l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières;
- à l'aide de mesures réalisées selon les normes NF S 31-085 pour les infrastructures routières et Pr S 31-088 pour les infrastructures ferroviaires.

Dans les deux cas, cette évaluation est effectuée pour chaque infrastructure, routière ou ferroviaire, en se recalant sur les valeurs suivantes de niveau sonore au point de référence, définies en fonction de la catégorie de l'infrastructure :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB [A])	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB [A])
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

L'application de la réglementation consiste alors à respecter la valeur d'isolement acoustique minimal déterminée à partir de cette évaluation, de telle sorte que le niveau de bruit à l'intérieur des pièces principales et cuisines soit égal ou inférieur à 35 dB (A) en période diurne et 30 dB (A) en période nocturne, ces valeurs étant exprimées en niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, de 6 heures à 22 heures pour la période diurne, et de 22 heures à 6 heures pour la période nocturne. Cette valeur d'isolement doit être égale ou supérieure à 30 dB (A).

Lorsqu'un bâtiment à construire est situé dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, on appliquera pour chaque local la règle définie à l'article précédent.

Article 8 de l'arrêté du 30 mai 1996

Les valeurs d'isolement obtenues par application des articles 6 et 7 s'entendent pour des pièces et locaux ayant une durée de réverbération de 0,5 seconde à toutes les fréquences.

Le bâtiment est considéré comme conforme aux exigences minimales requises en matière d'isolation acoustique contre les bruits extérieurs lorsque le résultat de mesure de l'isolement acoustique normalisé atteint au moins la limite obtenue selon l'article 6 ou l'article 7, dans les conditions définies par les arrêtés du 28 octobre 1994 susvisés.

La mesure de l'isolement acoustique de façade est effectuée suivant la norme NF S 31-057 "vérification de la qualité acoustique des bâtiments", dans les locaux normalement meublés, les portes et fenêtres étant fermées.

Toutefois, lorsque cet isolement a été déterminé selon la méthode définie à l'article 7, il est nécessaire de vérifier aussi la validité de l'estimation du niveau sonore en façade réalisée par le maître d'ouvrage.

Dans ce cas, la vérification de la qualité acoustique des bâtiments porte également sur l'évaluation du niveau sonore à deux mètres en avant des façades des locaux, par calcul selon la convention définie à l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 susvisé, ou bien par mesure selon les normes en vigueur.

Article 9 de l'arrêté du 30 mai 1996

Les exigences de pureté de l'air et de confort thermique en saison chaude doivent pouvoir être assurées tout en conservant pour les logements l'isolement acoustique requis par le présent arrêté, donc en maintenant fermées les fenêtres exposées au bruit dans les pièces suivantes :

- dans toutes les pièces principales et la cuisine lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 40 dB (A);
- dans toutes les pièces principales lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 35 dB (A);
- uniquement dans les chambres lorsque l'isolement prévu est compris entre 30 et 35 dB (A).

La satisfaction de l'exigence de pureté de l'air consiste à respecter l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements, les fenêtres mentionnées ci-dessus restant closes.

La satisfaction de l'exigence de confort thermique en saison chaude est ainsi définie : la construction et l'équipement sont tels que l'occupant peut maintenir la température des pièces principales et cuisines à une valeur au plus égale à 27 °C, du moins pour tous les jours où la température extérieure moyenne n'excède pas la valeur donnée dans l'annexe au présent arrêté. La température d'une pièce est la température de l'air au centre de la pièce à 1,50 mètre au-dessus du sol.

Titre III : Dispositions diverses

Article 10 de l'arrêté du 30 mai 1996

Les dispositions prévues à l'article 6 de l'arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur sont abrogées.

Les dispositions prévues à l'article 3 et à l'annexe I de l'arrêté du 6 octobre 1978 précité continuent à s'appliquer jusqu'à la date d'entrée en vigueur des mesures prises en application de l'article 5 du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 susvisé.

Article 11 de l'arrêté du 30 mai 1996

Le directeur des routes, le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, le directeur de la prévention des pollutions et des risques, le directeur général des collectivités locales, le directeur de l'habitat et de la construction, le directeur des transports terrestres et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 1996.

PREFECTURE
DES PYRENEES-ATLANTIQUES

SAUE/BEO - J.L. E/EL
TEL : 05.59.80.87.33

89 R 1213

ARRETE PREFECTORAL

CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES

(Routes Départementales et Communales de la partie Ouest hors BAYONNE-ANGLET-BIARRITZ)

LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES, Chevalier de la Légion d'Honneur ;

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1 ;

VU la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14 ;

VU le décret n° 95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

VU le décret n° 95-21 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement ;

VU l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

VU l'avis des communes suite à leur consultation en date du 10 août 1999 ;

VU l'avis du comité de pilotage réuni le 30 novembre 1999 ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 -

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département des Pyrénées-Atlantiques aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentées sur les plans joints en annexe.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ARTICLE 2 -

Les tableaux suivants donnent pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susmentionné, la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons, ainsi que le type de tissu urbain.

N° du tronçon	Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de Tissu (Rue en U ou Tissu ouvert)
		Débutant	Finissant			
Commune de : AICIRITS-CAMOU-SUHAST						
94	RD 11	FIN DU PONT	SORTIE DE ST PALAIS	3	100 m	Tissu Ouvert
95	RD 11	SORTIE DE ST PALAIS	RTE VERS LE CENTRE EQUESTRE	3	100 m	Tissu Ouvert
96	RD 11	RTE VERS LE CENTRE EQUESTRE	RD 933 APRES ST PALAIS	3	100 m	Tissu Ouvert
Commune de : ANGLET						
148	RD 932	GIRATOIRE DE MAKILA	RD 3 GIRATOIRE	2	250 m	Tissu Ouvert
Commune de : ARCANGUES						
146	RD 932	DEBUT DES 3 VOIES	GIRATOIRE PLANUYA	2	250 m	Tissu Ouvert
147	RD 932	GIRATOIRE PLANUYA	GIRATOIRE DE MAKILA	2	250 m	Tissu Ouvert
10	RD 654	ENTREE BIARRITZ	RD 254	3	100 m	Tissu Ouvert
84	RD 254	SORTIE DE BIARRITZ	ENTREE ARCANGUES	3	100 m	Tissu Ouvert
85	RD 254	ENTREE ARCANGUES	RD 3	4	30 m	Tissu Ouvert
Commune de : ARBONNE						
8	RD 255	LE POUY	RD 655	4	30 m	Tissu Ouvert
Commune de : ASCAIN						
100	RD 918	FIN DE LIMITATION 60 KMH	100M AVANT LE CHEMIN DE SERRES	3	100 m	Tissu Ouvert
105	RD 918	SORTIE ASCAIN	ENTREE ST PEE IBARRON	3	100 m	Tissu Ouvert
101	RD 918	100M AVANT LE CHEMIN DE SERRES	ENTREE ASCAIN	3	100 m	Tissu Ouvert
102	RD 918	ENTREE ASCAIN	PANNEAU 50 KM/H	3	100 m	Tissu Ouvert
103	RD 918	PANNEAU 50 KM/H	PONT SUR LA NIVELLE	4	30 m	Tissu Ouvert
104	RD 918	PONT SUR LA NIVELLE	SORTIE ASCAIN	4	30 m	Tissu Ouvert
Commune de : BASSUSSARRY						
147	RD 932	GIRATOIRE PLANUYA	GIRATOIRE DE MAKILA	2	250 m	Tissu Ouvert
148	RD 932	GIRATOIRE DE MAKILA	RD 3 GIRATOIRE	2	250 m	Tissu Ouvert
84	RD 254	SORTIE DE BIARRITZ	ENTREE ARCANGUES	3	100 m	Tissu Ouvert
85	RD 254	ENTREE ARCANGUES	RD 3	4	30 m	Tissu Ouvert

N° du tronçon	Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de Tissu (Rue en U ou Tissu ouvert)
		Débutant	Finissant			

Commune de : BAYONNE						
148	RD 932	GIRATOIRE DE MAKILA	RD 3 GIRATOIRE	2	250 m	Tissu Ouvert
14	RD 635	RD 1	RD 52	3	100 m	Tissu Ouvert
11	RD 938	RD 636	N°34 DU RD 936	4	30 m	Tissu Ouvert

Commune de : BIDARRAY						
130	RD 918	FIN DES 3 VOIES	CHEMIN DU SALA	3	100 m	Tissu Ouvert
131	RD 918	CHEMIN DU SALA	500M APRES ROUTE OKINBELTSIA	3	100 m	Tissu Ouvert
132	RD 918	500M APRES ROUTE OKINBELTSIA	PASSAGE CH DE FER (HIGOINIA)	4	30 m	Tissu Ouvert

Commune de : BIDART						
6	RD 911	RN10	AV. DES ETATS UNIS	3	100 m	Tissu Ouvert
7	RD 911	AV. DES ETATS UNIS	ENTREE BIARRITZ	3	100 m	Tissu Ouvert
9	RD 255	FIN DE LIMITATION 50KM/H	ENTREE BIARRITZ	3	100 m	Tissu Ouvert
8	RD 255	LE POUY	FIN DE LIMITATION 50KM/H	4	30 m	Tissu Ouvert

Commune de : BOUCAU						
80	RD 309	SORTIE DE BAYONNE	PANNEAU 50KM/H	3	100 m	Tissu Ouvert
81	RD 309	PANNEAU 50KM/H	RD 60	3	100 m	Tissu Ouvert
82	RD 308	SORTIE DE BAYONNE	FIN DE LA RUE SENS UNIQUE	4	30 m	Tissu Ouvert
83	RD 308	FIN DE LA RUE SENS UNIQUE	RD 60	4	30 m	Tissu Ouvert

Commune de : BRISCOUS						
19	RD 1	RD 635	A 64	1	300 m	Tissu Ouvert

N° du tronçon	Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de Tissu (Rue en U ou Tissu ouvert)
		Débutant	Finissant			
Commune de : CAMBO-LES-BAINS						
122	RD 918	RD 20	RD 932 ENTREE CAMBO	3	100 m	Tissu Ouvert
125	RD 918	PANNEAU 70 KM/H	SORTIE DE CAMBO LES BAINS	3	100 m	Tissu Ouvert
126	RD 918	SORTIE DE CAMBO LES BAINS	RD 932	3	100 m	Tissu Ouvert
136	RD 932	RD 918	ROUTE MARLENIA	3	100 m	Tissu Ouvert
139	RD 932	ROUTE MARLENIA	ECHANGEUR RD 918	3	100 m	Tissu Ouvert
150	RD 932	ECHANGEUR RD 918	RD 650	3	100 m	Tissu Ouvert
123	RD 918	RD 932 ENTREE CAMBO LES BAINS	RUE DE LA CHOCOLATERIE	4	30 m	Tissu Ouvert
124	RD 918	RUE DE LA CHOCOLATERIE	PANNEAU 70 KM/H	4	30 m	Tissu Ouvert

Commune de : CIBOURE						
21	RD 913	ZA. MARTIN ZAHERENIO	PANNEAU 70KM/H	3	100 m	Tissu Ouvert
36	RD 912	PLACE D'AUSSY PINTAUD	SORTIE DE SECOUA	4	30 m	Tissu Ouvert
22	RD 913	PANNEAU 70KM/H	FIN DE LIMITATION 70KM/H	4	30 m	Tissu Ouvert
30	RD 912	RN 10	PASSAGE H. PETIT DE MEURVILLE	4	30 m	Tissu Ouvert
31	RD 912	PASSAGE H. DE MEURVILLE	RUE DU DR. MICE	4	30 m	Tissu Ouvert
32	RD 912	RUE DU DR. MICE	CHEMIN DU MUSKOA	4	30 m	Tissu Ouvert
33	RD 912	CHEMIN DU MUSKOA	CHEMIN D'ACHOTARRETA	4	30 m	Tissu Ouvert
34	RD 912	CHEMIN D'ACHOTARRETA	CIMETIERE	4	30 m	Tissu Ouvert
35	RD 912	CIMETIERE	PLACE D'AUSSY PINTAUD	4	30 m	Tissu Ouvert
37	RD704-R.F. MITERRAND	RN 10	AV. DU GOLF	4	30 m	Tissu Ouvert

Commune de : ESPELETTE						
116	RD 918	SORTIE SOURAIDE	ENTREE ESPELETTE	3	100 m	Tissu Ouvert
119	RD 918	PLACE DE J. DE LA PAUME	RD 249	3	100 m	rue en U
121	RD 918	SORTIE ESPELETTE	RD 20	3	100 m	Tissu Ouvert
122	RD 918	RD 20	RD 932 ENTREE CAMBO	3	100 m	Tissu Ouvert
117	RD 918	ENTREE ESPELETTE	CHEMIN MIKELUENBORDA	4	30 m	Tissu Ouvert
118	RD 918	CHEMIN MIKELUENBORDA	PLACE DE J. DE LA PAUME	4	30 m	Tissu Ouvert
120	RD 918	RD 249	SORTIE ESPELETTE	4	30 m	Tissu Ouvert

N° du tronçon	Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de Tissu (Rue en U ou Tissu ouvert)
		Débutant	Finissant			
Commune de : HENDAYE						
62	RD 912	N°1 RUE GAL DE GAULLE	RUE DE LA GUADELOUPE	2	250 m	rue en U
29	RD 912	FIN DE LIMITATION 70KM/H	CAMPING CEE CREDIT LYONNAIS	3	100 m	Tissu Ouvert
51	RD 912	CAMPING CEE CREDIT LYONNAIS	CHATEAU D'ABBADIE	3	100 m	Tissu Ouvert
53	RD 912	RUE D'ARMATONDE	ENTREE D'ENDAYE	3	100 m	Tissu Ouvert
54	RD 912	ENTREE D'ENDAYE	RUE D'ELISSACILIO	3	100 m	Tissu Ouvert
61	RD 912	RUE DE BIATURENIA	N°1 RUE DU GENERAL DE GAULLE	3	100 m	Tissu Ouvert
63	RD 912	RUE DE LA GUADELOUPE	RUE DES EVADES	3	100 m	Tissu Ouvert
64	RD 912	RUE DES EVADES	N°61 BD. DU GENERAL DE GAULLE	3	100 m	Tissu Ouvert
65	RD 912	N°61 BD. GENERAL DE GAULLE	LIMITE ESPAGNOLE	3	100 m	Tissu Ouvert
52	RD 912	CHATEAU D'ABBADIE	RUE D'ARMATONDE	4	30 m	Tissu Ouvert
55	RD 912	RUE D'ELISSACILIO	BOULEVARD DU GENERAL LECLERC	4	30 m	Tissu Ouvert
56	RD 912	BOULEVARD DE LA MER	RUE DES AUBEPINES	4	30 m	Tissu Ouvert
57	RD 912	RUE DES AUBEPINES	RUE DE BIATURENIA	4	30 m	Tissu Ouvert
66	RD 358	RD 912	RUE H. BARBUSSE	4	30 m	Tissu Ouvert
67	RD 358	RUE H. BARBUSSE	RUE IRANDATZ	4	30 m	Tissu Ouvert
68	RD 358	RUE IRANDATZ	N°38 RUE HAPETENIA	4	30 m	Tissu Ouvert
69	RD 358	N°38 RUE HAPETENIA	RN 111	4	30 m	Tissu Ouvert
70	RUE IRANDATZ	RUE DU COMMERCE	RUE DES RESERVOIRS	4	30 m	Tissu Ouvert

Commune de : ISPOURE						
89	RD 918	ENTREE ISPOURE	EMBRANCHEMENT VERS L'HOSPICE	3	100 m	Tissu Ouvert
88	RD 918	CARREFOUR MONUMENT AUX MORTS	ENTREE ISPOURE	4	30 m	Tissu Ouvert
90	RD 918	EMBRANCHEMENT VERS L'HOSPICE	RD 22	4	30 m	Tissu Ouvert

N° du tronçon	Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de Tissu (Rue en U ou Tissu ouvert)
		Débutant	Finissant			
Commune de : ITXASSOU						
126	RD 918	SORTIE DE CAMBO LES BAINS	RD 932	3	100 m	Tissu Ouvert
127	RD 918	RD 932	CHEMIN , ETCHEGARAYA	3	100 m	Tissu Ouvert
128	RD 918	CHEMIN ETCHEGARAYA	DEBUT DES 3 VOIES	3	100 m	Tissu Ouvert
129	RD 918	DEBUT DES 3 VOIES	FIN DES 3 VOIES	3	100 m	Tissu Ouvert
138	RD 932	RD 918	ROUTE MARLENIA	3	100 m	Tissu Ouvert

Commune de : LAHONCE						
18	RD 52	FIN DE LA LIMITATION 70KM/H	RD 312	3	100 m	Tissu Ouvert
16	RD 52	PANNEAU 70KM/H	500M AVANT LE RD 261	4	30 m	Tissu Ouvert
17	RD 52	500M AVANT LE RD 261	FIN DE LA LIMITATION 70KM/H	4	30 m	Tissu Ouvert

Commune de : LARRESSORE						
122	RD 918	RD 20	RD 932 ENTREE CAMBO	3	100 m	Tissu Ouvert
140	RD 932	DEBUT DES 3 VOIES	ENTREE USTARITZ	3	100 m	Tissu Ouvert
141	RD 932	ENTREE USTARITZ	100 M AVANT LA GENDARMERIE	3	100 m	Tissu Ouvert
150	RD 932	ECHANGEUR RD 918	RD 650	3	100 m	Tissu Ouvert
151	RD 932	RD 650	DEBUT DES 3 VOIES	3	100 m	Tissu Ouvert

Commune de : LOUHOSSOA						
129	RD 918	DEBUT DES 3 VOIES	FIN DES 3 VOIES	3	100 m	Tissu Ouvert
130	RD 918	FIN DES 3 VOIES	CHEMIN DU SALA	3	100 m	Tissu Ouvert

Commune de : MOUGUERRE						
19	RD 1	RD 635	A 64	1	300 m	Tissu Ouvert
14	RD 635	RD 1	RD 52	3	100 m	Tissu Ouvert
15	RD 52	RD 635	PANNEAU 70KM/H	4	30 m	Tissu Ouvert
16	RD 52	PANNEAU 70KM/H	500M AVANT LE RD 261	4	30 m	Tissu Ouvert

Commune de : OSSES						
133	RD 918	PASSAGE CH. DE FER (HIGOINIA)	1.700KM APRES CH DE FER	3	100 m	Tissu Ouvert
134	RD 918	1.700KM APRES CH. DE FER	ENTREE OSSES	3	100 m	Tissu Ouvert
132	RD 918	500M APRES ROUTE OKINBELTSA	PASSAGE CH DE FER (HIGOINIA)	4	30 m	Tissu Ouvert
135	RD 918	ENTREE OSSES	100 M APRES LE RD 8	4	30 m	Tissu Ouvert
138	RD 918	100 M APRES LE RD 8	PANNEAU 70 KM/H	4	30 m	Tissu Ouvert
137	RD 918	PANNEAU 70 KM/H	SORTIE OSSES	4	30 m	Tissu Ouvert

N° du tronçon	Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de Tissu (Rue en U ou Tissu ouvert)
		Débutant	Finissant			
Commune de : SAINT-JEAN-DE-LUZ						
48	BD VICTOR HUGO	N°66 BOULEVARD V. HUGO	BOULEVARD THIERS	2	250 m	rue en U
49	BD VICTOR HUGO	BOULEVARD THIERS	AV. JAUREQUIBERRY	2	250 m	rue en U
26	AV. DE LAHANCHIPIA	RUE URTHABURU	RUE DES ARTISANS	3	100 m	Tissu Ouvert
46	AV. DE CHANTACO	AV. DE L'ICHACA	RN 10	3	100 m	Tissu Ouvert
47	BD VICTOR HUGO	RN 10	N°66 BOULEVARD V. HUGO	3	100 m	Tissu Ouvert
50	BD VICTOR HUGO	AV. JAUREQUIBERRY	AV. DE VERDUN	3	100 m	Tissu Ouvert
98	RD 918	SORTIE ST JEAN DE LUZ	PANNEAU 60 KM/H (CHANTACO)	3	100 m	Tissu Ouvert
99	RD 918	PANNEAU 60 KM/H (CHANTACO)	FIN DE LIMITATION 60 KM/H	3	100 m	Tissu Ouvert
100	RD 918	FIN DE LIMITATION 60 KM/H	100M AVANT LE CHEMIN DE SERRES	3	100 m	Tissu Ouvert
152	AV. DE CHANTACO	AV. DES PYRENNEES	RN 10	3	100 m	Tissu Ouvert
25	AV. DE LAHANCHIPIA	RN 10	RUE URTHABURU	4	30 m	Tissu Ouvert
38	AV. DU C COULOMNE	RN 10	DEBUT DE LA ZONE 30	4	30 m	Tissu Ouvert
39	AV. DU C COULOMNE	DEBUT DE LA ZONE 30	RUE A. ROUSSEAU	4	30 m	Tissu Ouvert
40	AV. DU C COULOMNE	RUE A. ROUSSEAU	ROUTE DE SAINT PEE	4	30 m	Tissu Ouvert
41	AV. DE L'ICHACA	ROUTE DE ST PEE	AV. DE CHANTACO	4	30 m	Tissu Ouvert
42	AV. DE LA NIVELLE	AV. DE CHANTACO	RUE DE LA RHUNE	4	30 m	Tissu Ouvert
43	AV. DE LA NIVELLE	RUE DE LA RHUNE	DEBUT DE LA ZONE 30	4	30 m	Tissu Ouvert
44	AV. DE LA NIVELLE	DEBUT DE LA ZONE 30	RN 10	4	30 m	Tissu Ouvert
45	AV. DE CHANTACO	AV. DE LA NIVELLE	AV. DE L'ICHACA	4	30 m	Tissu Ouvert
97	RD 918	ERREPIRA (GENDARMERIE)	SORTIE ST JEAN DE LUZ	4	30 m	Tissu Ouvert

Commune de : SAINT-PALAIS						
92	RD 11	RD 8	RD 933-DANS ST PALAIS	3	100 m	rue en U
94	RD 11	FIN DU PONT	SORTIE DE ST PALAIS	3	100 m	Tissu Ouvert
95	RD 11	SORTIE DE ST PALAIS	RTE VERS LE CENTRE EQUESTRE	3	100 m	Tissu Ouvert
93	RD 11	RD 933-DANS ST PALAIS	FIN DU PONT	4	30 m	Tissu Ouvert

Commune de : SOURAIDE						
112	RD 918	CHEMIN MARTILSENBORDA	ENTREE SOURAIDE	3	100 m	Tissu Ouvert
116	RD 918	SORTIE SOURAIDE	ENTREE ESPELETTE	3	100 m	Tissu Ouvert
113	RD 918	ENTREE SOURAIDE	PANNEAU 70 KM/H	4	30 m	Tissu Ouvert
114	RD 918	PANNEAU 70 KM/H	CHEMIN DE ETCHETOA	4	30 m	Tissu Ouvert
115	RD 918	CHEMIN DE ETCHETOA	SORTIE SOURAIDE	4	30 m	Tissu Ouvert

N° du tronçon	Nom de l'Infrastructure	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'Infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de Tissu (Rue en U ou Tissu ouvert)
		Débutant	Finissant			
Commune de : SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT						
91	RD 918	RD 933	CARREFOUR MONUMENT AUX MORTS	3	100 m	Tissu Ouvert
87	RD 918	100M AVANT RD 403	RD 933	4	30 m	Tissu Ouvert
88	RD 918	CARREFOUR MONUMENT AUX MORTS	ENTREE ISPOURE	4	30 m	Tissu Ouvert

Commune de : SAINT-PEE-SUR-NIVELLE						
105	RD 918	SORTIE ASCAIN	ENTREE ST PEE IBARRON	3	100 m	Tissu Ouvert
107	RD 918	SORTIE ST PEE IBARRON	ENTREE DE ST PEE SUR NIVELLE	3	100 m	Tissu Ouvert
111	RD 918	SORTIE DE ST PEE SUR NIVELLE	CHEMIN MARTILSENBORDA	3	100 m	Tissu Ouvert
112	RD 918	CHEMIN MARTILSENBORDA	ENTREE SOURAIDE	3	100 m	Tissu Ouvert
106	RD 918	ENTREE DE ST PEE IBARRON	SORTIE DE ST PEE IBARRON	4	30 m	Tissu Ouvert
108	RD 918	ENTREE DE ST PEE SUR NIVELLE	ROUTE DU CIMETIERE	4	30 m	Tissu Ouvert
109	RD 918	ROUTE CIMETIERE	RD 3	4	30 m	Tissu Ouvert
110	RD 918	RD 3	SORTIE DE ST PEE SUR NIVELLE	4	30 m	Tissu Ouvert

Commune de : SAINT-PIERRE-D' IRUBE						
19	RD 1	RD 635	A 64	1	300 m	Tissu Ouvert
12	RD 936	N° 34 DU RD 936	RD 137	3	100 m	Tissu Ouvert
14	RD 635	RD 1	RD 52	3	100 m	Tissu Ouvert
11	RD 936	RD 636	N°34 DU RD 936	4	30 m	Tissu Ouvert
13	RD 936	RD 137	RD 635	4	30 m	Tissu Ouvert

Commune de : SAINT-JEAN-LE-VIEUX						
90	RD 918	EMBRANCHEMENT VERS L'HOSPICE	RD 22	4	30 m	Tissu Ouvert

Commune de : UHART-CIZE						
91	RD 918	RD 933	CARREFOUR MONUMENT AUX MORTS	3	100 m	Tissu Ouvert
86	RD 918	RD 15	100M AVANT RD 403	4	30 m	Tissu Ouvert
87	RD 918	100M AVANT RD 403	RD 933	4	30 m	Tissu Ouvert

N° du tronçon	Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de Tissu (Rue en U ou Tissu ouvert)
		Débutant	Finissant			
Commune de : URRUGNE						
1	RD 4	RN 10	ROUTE VERS BIXITOLA	3	100 m	Tissu Ouvert
2	RD 4	ROUTE VERS BITXITOLA	ROUTE VERS ANTZIOLA	3	100 m	Tissu Ouvert
3	RD 4	ROUTE VERS ANTZIOLA	500M SUD DE LA ROUTE ANTZIOLA	3	100 m	Tissu Ouvert
4	RD 4	500M SUD DE LA ROUTE ANTZIOLA	PANNEAU 80KM/H	3	100 m	Tissu Ouvert
21	RD 913	ZA. MARTIN ZAHARENIO	PANNEAU 70KM/H	3	100 m	Tissu Ouvert
23	RD 913	FIN DE LIMITATION 70KM/H	BRETELLE RN 10	3	100 m	Tissu Ouvert
24	RD 913	BRETELLE RN 10	BRETELLE A63	3	100 m	Tissu Ouvert
27	RD 912	SORTIE SECOUA	PANNEAU 70KM/H	3	100 m	Tissu Ouvert
28	RD 912	PANNEAU 70KM/H	FIN DE LIMITATION 70KM/H	3	100 m	Tissu Ouvert
29	RD 912	FIN DE LIMITATION 70KM/H	CAMPING CEE CREDIT LYONNAIS	3	100 m	Tissu Ouvert
5	RD 4	PANNEAU 80KM/H	RD 404	4	30 m	Tissu Ouvert
20	RD 913	RD 912	ZA. MARTIN ZAHARENIO	4	30 m	Tissu Ouvert
22	RD 913	PANNEAU 70KM/H	FIN DE LIMITATION 70KM/H	4	30 m	Tissu Ouvert
35	RD 912	CIMETIERE	PLACE D'AUSSY PINTAUD	4	30 m	Tissu Ouvert
36	RD 912	PLACE D'AUSSY PINTAUD	SORTIE DE SECOUA	4	30 m	Tissu Ouvert
Commune de : USTARITZ						
145	RD 932	GIRATOIRE	DEBUT DES 3 VOIES	2	250 m	Tissu Ouvert
146	RD 932	DEBUT DES 3 VOIES	GIRATOIRE PLANUYA	2	250 m	Tissu Ouvert
141	RD 932	ENTREE USTARITZ	RD 250	3	100 m	Tissu Ouvert
142	RD 932	RD 250	100 M AVANT LA GENDARMERIE	3	100 m	Tissu Ouvert
143	RD 932	100 M AVANT LA GENDARMERIE	SORTIE USTARITZ	3	100 m	Tissu Ouvert
144	RD 932	SORTIE USTARITZ	GIRATOIRE	3	100 m	Tissu Ouvert

(1) La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans les tableaux ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure, à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche.

ARTICLE 3 -

Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 du 9 janvier 1995 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

ARTICLE 4 -

Le présent arrêté fait l'objet d'une mention au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat dans le département, ainsi que dans les deux journaux régionaux suivants :

- Sud-Ouest Pays Basque
- l'Eclair des Pyrénées

ARTICLE 5 -

Les communes concernées par le présent arrêté sont :

AICIRITZ-CAMOU-SUHAST, ANGLLET, ARCANGUES, ARBONNE, ASCAIN, BASSUSSARY, BAYONNE, BIDARRAY, BIDART, BOUCAU, BRISCOUS, CAMBO-LES-BAINS, CIBOURE, ESPELETTE, HENDAYE, ISPOURE, ITXASSOU, LAHONCE, LARRESSORE, LOUHOSOA, MOUGUERRE, OSSES, SAINT-JEAN-DE-LUZ, SAINT-PALAIS, SOURAIDE, SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT, SAINT-PEE-SUR-NIVELLE, SAINT-PIERRE-D'IRUBE, SAINT-JEAN-LE-VIEUX, UHART-CIZE, URRUGNE, USTARITZ

ARTICLE 6 -

Une copie de cet arrêté doit être affichée à la mairie des communes visées à l'article 5 pendant un mois au minimum.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté doit être annexé par Monsieur le maire des communes visées à l'article 5 au plan d'occupation des sols.

Les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 doivent être reportés par Monsieur le maire des communes visées à l'article 5 dans les documents graphiques du plan d'occupation des sols.

ARTICLE 8 -

Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- à Monsieur le Sous-Préfet de Bayonne,
- aux maires des communes concernées,
- au Directeur départemental de l'Equipement.

ARTICLE 9 -

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le sous-préfet de Bayonne, Monsieur le maire des communes visées à l'article 5 et Monsieur le Directeur départemental de l'Equipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

20 DEC. 1999

LE PREFET,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Luc-Michel BOUTE

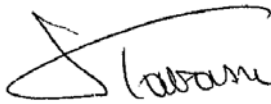
Annexes :

- cartes représentant la catégorie des infrastructures,
- copie des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995.

**Pour ampliation
Par délégation,**

**Le Chef de Bureau du Courrier
et de la Coordination**




V. LABASSE



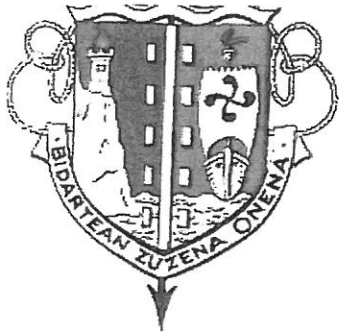
PLAN LOCAL D'URBANISME

Révision du POS



PIECE 6.5 : ACTES INSTITUANT DES ZONES DE
PUBLICITE RESTREINTES ET DES ZONES DE
PUBLICITE ELARGIE
(ARTICLES L.581-10 ET L.581-14 DU CODE DE
L'ENVIRONNEMENT)





DEPARTEMENT DES PYRENEES ATLANTIQUES
ARRONDISSEMENT DE BAYONNE

VILLE de BIDART

ARRETE N° 2011/148



Service Juridique

Le Maire de la Ville de Bidart

VU l'arrêté du 25 août 1988 et son annexe portant création d'une zone de publicité autorisée et du règlement de publicité correspondant,

VU l'arrêté n°215/2005 du 6 octobre 2005 portant création de zones de publicité restreintes et d'un règlement de la publicité, des enseignes et des pré-enseignes en date du 26 avril 2005,

CONSIDERANT que la Tribunal administratif de Pau a, le 28 décembre 2010, jugé que la composition du groupe de travail chargé d'élaborer le règlement de publicité du 26 avril 2005 était irrégulière,

CONSIDERANT que par ce motif, ladite décision stipule que le règlement local de publicité de Bidart est illégal,

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la meilleure protection possible du cadre de vie et de l'environnement.

ARRETE :

Article 1 – L'arrêté n°215/2005 du 6 octobre 2005 abrogeant l'arrêté du 25 août 1988 est abrogé.

Article 2 – L'arrêté du 25 août 1988 est rétabli dans sa rédaction en vigueur à la date de publication de l'arrêté n°215/2005 mentionné à l'article 1^{er}.

Article 3 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à BIDART, le 4 mars 2011

Le Maire,



Jean JACCACHOURY

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES PYRENEES-ATLANTIQUES
ARRONDISSEMENT DE BAYONNE
COMMUNE DE BIDART

OBJET : Zone de publicité autorisée.

Le Maire de la Commune de BIDART ;

- **VU** le Code des Communes ;
- **VU** la loi n° 79-1150 du 29 Décembre 1979, relative à la publicité aux enseignes et aux préenseignes ;
- **VU** le décret n° 80-923 du 21 Novembre 1980 portant règlement national de la publicité en agglomération et déterminant les conditions d'application à certains dispositifs publicitaires d'un régime d'autorisation pour l'application de la loi susvisée ;
- **VU** le décret n° 80-924 du 21 Novembre 1980 fixant la procédure d'institution des zones de réglementation spéciales ;
- **VU** le décret n° 82-211 du 24 Février 1982 portant règlement national des enseignes et fixant certaines dispositions relatives aux préenseignes ;
- **VU** le décret n° 82-220 du 25 Février 1982, relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes en ce qui concerne la surface minimale et les emplacements de l'affichage d'opinion et des associations sans but lucratif ;
- **VU** le décret n° 82-764 du 6 Septembre 1982 réglementant l'usage des véhicules à des fins essentiellement publicitaires ;
- **VU** les délibérations du Conseil municipal en date des 23 Septembre et 12 Novembre 1986 demandant la constitution d'un groupe de travail chargé d'élaborer la réglementation relative à la publicité ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 2 Janvier 1987 constituant le Groupe de Travail ;
- **VU** le projet élaboré par le dit groupe de travail ;
- **VU** l'avis favorable de la Commission Départementale des Sites du 25 Mai 1988 ;
- **VU** l'avis favorable du Conseil municipal du 31 Mai 1988 ;

A R R E T E

ARTICLE 1° - Il est créé une zone de publicité autorisée sur le territoire de la Commune de BIDART conformément au plan annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2° - Les prescriptions de la zone de publicité autorisée seront exécutoires dès l'accomplissement des mesures de publicité du présent arrêté.

...///...

ARTICLE 3° - Les publicités, enseignes et préenseignes non conformes aux dispositions du plan et du règlement annexés devront être supprimées ou mises en conformité dans un délai de 2 ans.

ARTICLE 4° - Un emplacement situé en limite du fronton municipal et en bordure de la R.N. 10 est réservé à l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif.

ARTICLE 5° - Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en Mairie et sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

En outre, il fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans deux journaux locaux diffusés dans tout le Département.

ARTICLE 6° - Monsieur le Maire de BIDART, Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Bayonne, ainsi que les agents placés sous leurs ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à BIDART, le 25 Août 1988

LE MAIRE,



**REGLEMENT DE
PUBLICITE
COMMUNAL**

25 AOÛT 1988

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES PYRENEES-ATLANTIQUES
ARRONDISSEMENT DE BAYONNE
COMMUNE DE BIDART

OBJET : Zone de publicité autorisée.

Le Maire de la Commune de BIDART ;

- VU le Code des Communes ;
- VU la loi n° 79-1150 du 29 Décembre 1979, relative à la publicité aux enseignes et aux préenseignes ;
- VU le décret n° 80-923 du 21 Novembre 1980 portant règlement national de la publicité en agglomération et déterminant les conditions d'application à certains dispositifs publicitaires d'un régime d'autorisation pour l'application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 80-924 du 21 Novembre 1980 fixant la procédure d'institution des zones de réglementation spéciales ;
- VU le décret n° 82-211 du 24 Février 1982 portant règlement national des enseignes et fixant certaines dispositions relatives aux préenseignes ;
- VU le décret n° 82-220 du 25 Février 1982, relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes en ce qui concerne la surface minimale et les emplacements de l'affichage d'opinion et des associations sans but lucratif ;
- VU le décret n° 82-764 du 6 Septembre 1982 réglementant l'usage des véhicules à des fins essentiellement publicitaires ;
- VU les délibérations du Conseil municipal en date des 23 Septembre et 12 Novembre 1986 demandant la constitution d'un groupe de travail chargé d'élaborer la réglementation relative à la publicité ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 Janvier 1987 constituant le Groupe de Travail ;
- VU le projet élaboré par le dit groupe de travail ;
- VU l'avis favorable de la Commission Départementale des Sites du 25 Mai 1988 ;
- VU l'avis favorable du Conseil municipal du 31 Mai 1988 ;

A R R E T E

ARTICLE 1° - Il est créé une zone de publicité autorisée sur le territoire de la Commune de BIDART conformément au plan annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2° - Les prescriptions de la zone de publicité autorisée seront exécutoires dès l'accomplissement des mesures de publicité du présent arrêté.

ARTICLE 3° - Les publicités, enseignes et préenseignes non conformes aux dispositions du plan et du règlement annexés devront être supprimées ou mises en conformité dans un délai de 2 ans.

ARTICLE 4° - Un emplacement situé en limite du fronton municipal et en bordure de la R.N. 10 est réservé à l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif.

ARTICLE 5° - Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en Mairie et sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

En outre, il fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans deux journaux locaux diffusés dans tout le Département.

ARTICLE 6° - Monsieur le Maire de BIDART, Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Bayonne, ainsi que les agents placés sous leurs ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à BIDART, le 25 Août 1988

LE MAIRE,


REGLEMENT DE PUBLICITE
ANNEXE A L'ARRETE du 25 Août 1988

Chapitre 1.

PUBLICITE

A) Définitions

Publicité : Constitue une publicité, à l'exclusion des enseignes et des préenseignes, toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir les dites inscriptions, formes ou images, étant assimilés à des publicités.

Publicité lumineuse : La publicité lumineuse est la publicité à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement prévue à cet effet.

B) Dispositions communes à tous les modes de publicité

La publicité n'est autorisée sur le territoire de la Commune de BIDART que dans les zones délimitées en bordure de la RN 10 sur le plan annexé au présent règlement et sur les emplacements prévus pour les affichages d'opinion et la publicité relative aux activités des associations.

C) Règlement de la zone de publicité autorisée

1 - Dispositions générales

Est interdite toute publicité dont la forme, les couleurs, les textes, symboles, les dimensions sont de nature à induire en erreur l'utilisateur de la route ou qui sont de nature à réduire la visibilité ou l'efficacité des signaux réglementaires.

Toute publicité doit mentionner selon le cas le nom et l'adresse ou bien la dénomination ou la raison sociale de la personne physique ou morale qui l'a apposée ou fait apposer.

Elle ne peut être apposée sur certains supports : poteaux électriques, poteaux de télécommunications, installations d'éclairage public, équipements propres à la circulation routière.

La distance minimale entre 2 dispositifs sera de 60 m. Aucun dispositif publicitaire simple ou double face ne sera autorisé sur les unités foncières ayant moins de 60 m de façade.

Pour les unités foncières ayant entre 60 m et 120 m de façade, un seul dispositif simple ou double face sera autorisé.

Pour les unités foncières ayant plus de 120 m de façade, deux dispositifs simple ou double face maximum seront autorisés.

2 - Dispositifs publicitaires scellés au sol.

Les portatifs sont installés à une distance égale à 1 fois leur hauteur par rapport à l'alignement.

En cas de modification des lieux ou de travaux de voirie, le déplacement des portatifs nécessaires au respect de la règle ci-dessus sera à la charge du publicitaire.

Une distance minimale de 30 m devra être respectée par rapport à la limite séparative. Cette distance pouvant être ramenée à 2 m de la clôture avec l'accord du voisin concerné, étant entendu que la distance entre deux panneaux doit être de 60 m minimum.

La hauteur des portatifs mesurée à partir du sol est limitée à 6 m.

La surface réservée à l'affichage ne peut excéder 12 m².

3 - Dispositifs publicitaires accolés à un mur.

Ils sont interdits en surplomb du domaine public.

Ils peuvent être installés sur un mur de bâtiment à condition que ce mur soit aveugle.

Ils ne doivent pas dépasser les limites du mur qui les supporte, doivent être situés dans un plan parallèle à celui du mur, leur saillie éventuelle devant rester inférieure à 0,25 m.

Leur surface est limitée à 12 m².

4 - Véhicules destinés à des fins publicitaires.

Les véhicules terrestres utilisés ou équipés aux fins de servir de support à la publicité ou à des préenseignes ne peuvent stationner ou séjourner en des lieux où ceux-ci sont visibles d'une voie ouverte à la circulation publique.

Ils ne peuvent circuler en convoi de plusieurs véhicules ni à une vitesse anormalement réduite.

Ils ne peuvent pas circuler dans les lieux interdits à la publicité en application des articles 4 et 7 de la loi du 29.12.79.

La surface totale des publicités apposées sur chaque véhicule ne peut excéder 16 m².

...///...

5 - Personnel utilisé à des fins publicitaires.

La circulation des personnes à des fins essentiellement publicitaires (hommes sandwichs ou personnes transportant des panneaux ou affiches dans un but manifestement publicitaire) est interdite sur l'ensemble du territoire communal.

6 - Dispositions financières.

Une délibération du Conseil municipal prise avant le 1er Juillet d'une année décidera de la création d'une taxe annuelle applicable à compter de l'année suivant conformément aux dispositions des articles L 233-81 et suivants du Code des Communes.

Les tarifs applicables par mètre carré ou fraction de mètre carré seront les suivants :

- 65 F pour les emplacements non éclairés
- 98 F pour les emplacements non éclairés supportant de la publicité phosphorescente ou fluorescente.
- 131 F pour les emplacements éclairés par un dispositif lumineux extérieur à l'emplacement ou fixé sur ce dernier.
- 196 F pour les caissons publicitaires destinés à supporter des affiches éclairées par transparence ainsi que pour les dispositifs lumineux installés sur toitures, murs et balcons.

*Ne sont pas soumises aux dispositions ci-dessus les publicités sur mobilier urbain dont l'installation aura fait l'objet d'accords particuliers entre l'afficheur et la Commune.

7 - Dispositions transitoires.

Les dispositifs publicitaires en infraction aux dispositions du présent règlement seront supprimés ou mis en conformité dans le délai de 2 ans à compter de son approbation.

...///...

Chapitre II - Enseignes

A) Définition

Enseigne : Constitue une enseigne toute inscription, forme ou image, apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.

B) Dispositions communes à tous les modes d'enseignes

Sont interdites les enseignes dont les emplacements, sont de nature à induire en erreur l'usage de la route ou qui sont de nature à réduire la visibilité ou l'efficacité des signaux réglementaires.

A ce titre seront notamment interdites les enseignes de couleur verte, orange ou rouge lorsqu'elles sont implantées à moins de 50 m d'un carrefour et à une distance inférieure ou égale à 1 fois 1/2 leur hauteur par rapport à l'alignement.

Sont également interdites les enseignes dont la forme, les couleurs, le texte, les symboles, les dimensions sont de nature à induire en erreur l'usager de la route ou qui sont de nature à réduire la visibilité ou l'efficacité des signaux réglementaires.

Les enseignes sont constituées par des matériaux durables. Elles doivent être maintenues en bon état de propreté par le personnel exerçant l'activité qu'elles signalent. Elles seront supprimées par la personne qui exerçait l'activité signalée et les lieux remis en état dans les trois mois de la cessation de cette activité, sauf lorsqu'elles présentent un intérêt historique, artistique ou pittoresque.

C) Enseignes scellées au sol (portatifs)

i - Implantation des enseignes en portatif par rapport aux emprises publiques publiques et aux voies.

Les enseignes de plus d'1 m² et d'une hauteur supérieure à 1,50 m sont installées à une distance égale à 1 fois 1/2 leur hauteur par rapport à l'alignement.

Dans le cas contraire, elles seront annuellement vérifiées par un organisme de contrôle habilité, aux frais du propriétaire.

A la suite de modification des lieux ou de travaux de voirie, l'implantation des portatifs devra respecter les dispositions ci-dessus à la charge du propriétaire.

2 - Implantation des enseignes en portatif en surplomb du domaine public.

La saillie en surplomb du domaine public ne peut excéder 0,80 m. Les enseignes doivent être perpendiculaires à la voie. S'il existe un trottoir inférieur à 1,30 m de largeur ou s'il n'en existe pas, aucune partie de ces enseignes ne devra être à moins de 4,30 m de hauteur. Dans le cas contraire, cette hauteur ne pourra être inférieure à 3,00 m.

3 - Implantation des enseignes en portatif par rapport aux limites séparatives et aux constructions voisines.

L'enseigne en portatif de plus d'1 m2 doit être implantée par rapport à la limite séparative, à une distance égale ou supérieure à la moitié de sa hauteur au-dessus du niveau du sol de la limite séparative de propriété.

Le portatif de plus d'1 m2 est interdit à moins de 10 m d'une baie d'un immeuble d'habitation situé sur un fonds voisin, lorsqu'il se trouve en avant du plan du mur contenant cette baie.

2 portatifs de + d'1 m2 peuvent être accolés dos à dos sur la limite séparative s'ils signalent des activités s'exerçant sur deux fonds voisins et s'ils sont de même dimensions. Leur interdistance sera inférieure à 1 m. Ils devront être installés et déposés simultanément.

Lorsqu'un mur est construit en limite séparative, il ne sera imposé aucun recul par rapport à la limite séparative, si la hauteur du mur est supérieure à celle du portatif.

4 - Implantation des portatifs les uns par rapport aux autres et par rapport aux enseignes murales, sur la même unité foncière ou plusieurs unités foncières liées par un acte authentique.

Hors agglomération, les enseignes sur portatif sont limitées à un dispositif à double face ou deux dispositifs simples face, placées le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée.

Dans l'agglomération, les enseignes sur portatif sont limitées à un dispositif placé le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée par tranche de 50 m. Aucune distance n'est imposée entre une enseigne sur portatif et une enseigne murale.

5 - Hauteur des enseignes sur portatif.

La hauteur mesurée à partir du sol naturel est limitée à 6 m.

...///...

6 - Surface des enseignes sur portatif

La surface des enseignes sur portatif est limitée à 12 m².

7 - Autorisation

L'installation des enseignes est soumise à autorisation.

D - Enseignes accolées à un mur (enseignes murales)

1 - Installation d'une enseigne murale par rapport aux emprises publiques et aux voies

Les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte ne doivent pas constituer par rapport au mur une saillie supérieure au dixième de la distance séparant les deux alignements de la voie publique. Cette saillie ne peut être supérieure à 2 m.

2 - Enseignes murales en surplomb du domaine public.

La saillie en surplomb du domaine public ne peut excéder 0,80 m. Les enseignes doivent être perpendiculaires à la voie. S'il existe un trottoir inférieur à 1,30 m de largeur ou s'il n'en existe pas, aucune partie de ces enseignes ne devra être à moins de 4,30 m de hauteur. Dans le cas contraire, cette hauteur ne pourra être inférieure à 3,00 m.

3 - Conditions d'installation des enseignes murales et sur toiture

Enseignes murales :

Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ne doivent pas dépasser les limites de ce mur ni constituer par rapport à lui une saillie de plus de 0,25 m.

Des enseignes peuvent être installées sur un auvent ou une marquise si leur hauteur ne dépasse pas 1 m, devant un balconnet ou une baie si elles ne s'élèvent pas au-dessus du garde-corps ou de la barre d'appui du balconnet ou de la base, enfin sur le garde-corps d'un balcon si elles ne dépassent pas les limites de ce garde-corps et si elles ne constituent pas une saillie de plus de 0,25 m par rapport à lui.

Les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte ne doivent pas dépasser la limite supérieure de ce mur.

Elles ne doivent pas constituer par rapport au mur une saillie de plus de 2 m. Ces enseignes ne peuvent pas être apposées devant une fenêtre ou un balcon.

Les enseignes sont interdites contre les murs en limite séparative si elles sont dirigées vers la propriété voisine.

Enseignes sur toiture :

Les enseignes doivent être réalisées au moyen de lettres ou de signes découpés dissimulant leur fixation et sans panneau de fond autres que ceux nécessaires à la dissimulation des supports de base. La hauteur de l'enseigne ne peut dépasser 2 mètres. Les enseignes sur les bâtiments de plus de trois niveaux sont interdites.

4 - Hauteur des enseignes murales

Les enseignes apposées à plat ou parallèlement ne pourront dépasser les limites du mur.

5 - Autorisation

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation du Maire.

E) - Dispositions transitoires

Les enseignes en infraction aux dispositions du présent règlement seront supprimées ou mises en conformité dans le délai de 2 ans à compter de son approbation.

Chapitre III - Préenseignes

A) - Définition

Constitue une préenseigne, toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

Les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité à l'exception des dispositions de localisation.

B) Localisation des préenseignes

Les préenseignes ne peuvent pas être implantées à plus de 5 km du lieu où est exercée l'activité qu'elles signalent.

Le nombre de ces préenseignes pour une activité est limité à deux.

Il peut être porté à quatre lorsque les préenseignes signalent une activité particulièrement utile aux personnes en déplacement.

C) Dispositions transitoires

Les préenseignes en infraction aux dispositions du présent règlement seront supprimées ou mises en conformité dans le délai de 2 ans à compter de son approbation.

Hors agglomération, elles peuvent être scellées au sol ou installées directement sur le sol si leurs dimensions sont limitées à 1 m de hauteur et 1,50 m de largeur.

Elles devront être implantées à plus de 5 m du bord de la chaussée et à l'extérieur du domaine public.

Dans l'agglomération, elles seront installées à une distance égale à 1 fois leur hauteur par rapport à l'alignement.

Il ne sera pas fait application de cette disposition pour les préenseignes de moins de 1 m² qui pourront être accolées sur un mur implanté à l'alignement de la voie, la saillie ne pouvant excéder 2 cm.

Les préenseignes peintes sont autorisées sur les murs implantés à l'alignement de la voie, la surface ne pouvant excéder 12 m².

Chapitre IV - Enseignes et préenseignes temporaires

A) - Définitions

Sont considérés comme enseignes ou préenseignes temporaires :

1) Les enseignes ou préenseignes qui signalent des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique, ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois.

B) Les enseignes ou préenseignes installées pour plus de trois mois, lorsqu'elles signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente, ainsi que les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent la location ou la vente de fonds de commerce.

Ces enseignes ou préenseignes temporaires peuvent être installées trois semaines avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent, et doivent être retirées une semaine au plus tard après la fin de la manifestation ou de l'opération.

B) - Conditions d'implantation des enseignes et préenseignes

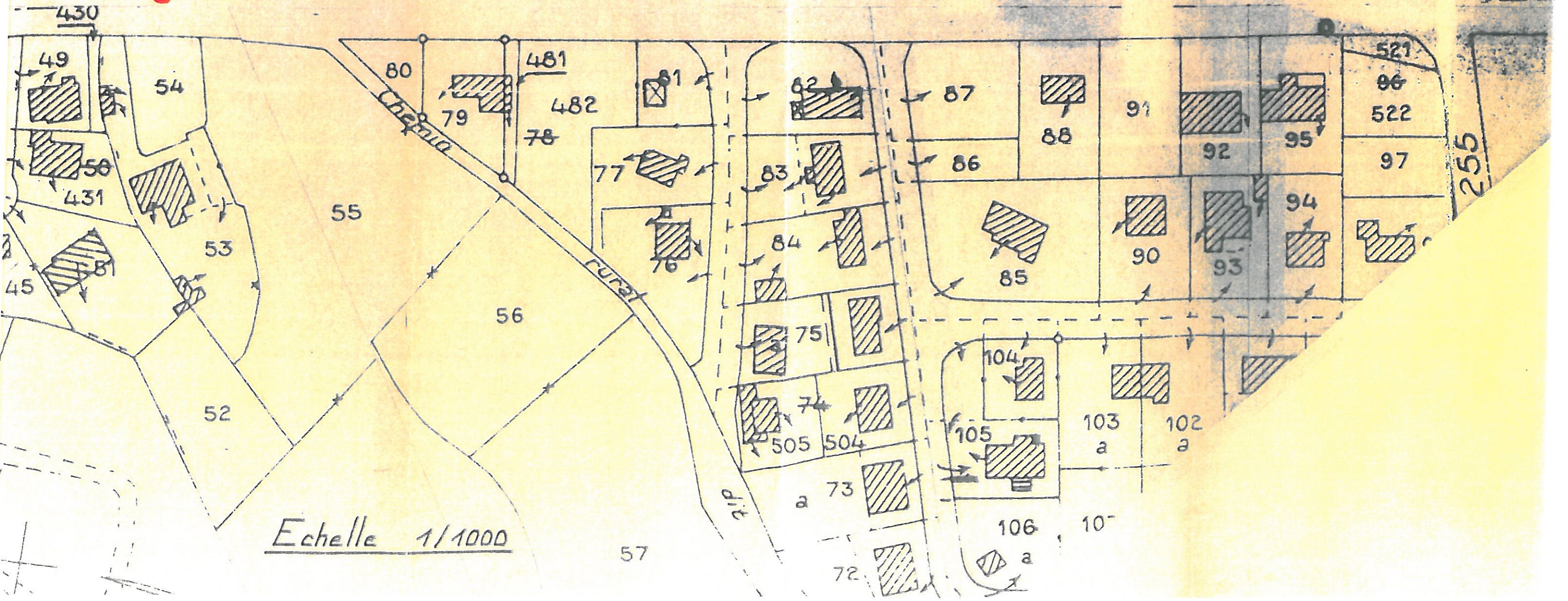
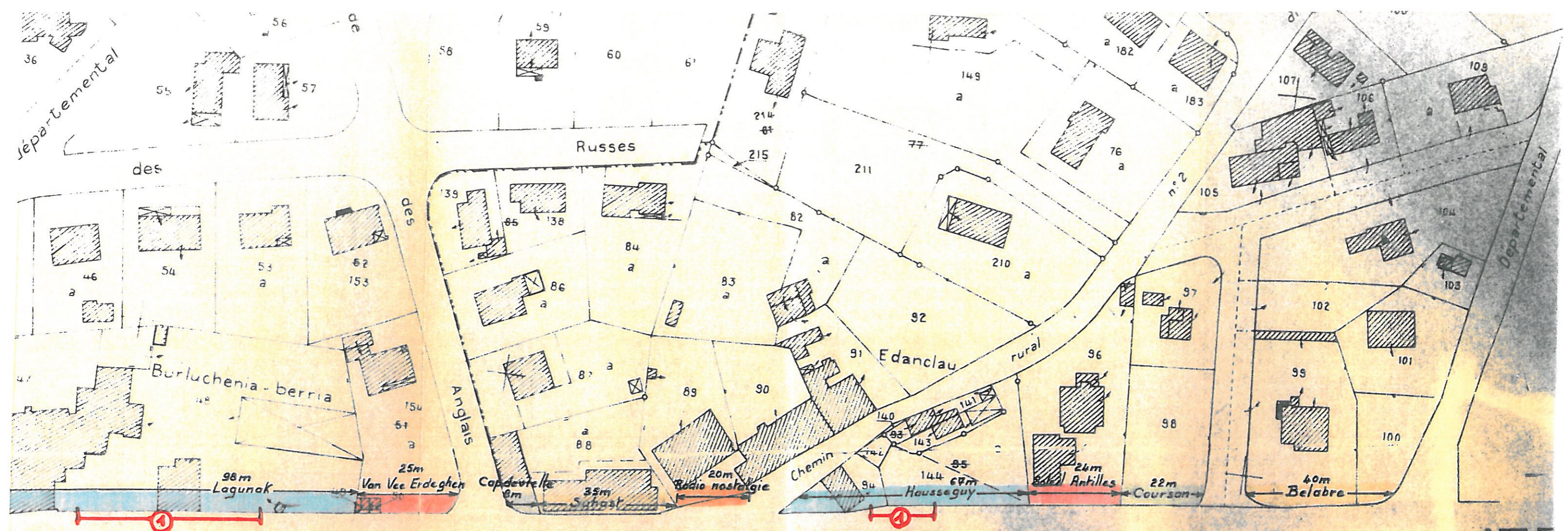
Temporaires Les modes d'installation des enseignes temporaires et des préenseignes temporaires sont identiques à ceux des enseignes et préenseignes durables.

Toutefois, les banderoles et le fléchage des manifestations exceptionnelles sur le domaine public doivent faire l'objet d'une demande au Maire.

Les administrations peuvent disposer sur le domaine public des panneaux informant sous leur timbre la population de travaux publics ou d'enquêtes, après accord du Maire.

Vu pour être annexé
à notre arrêté
en date de ce jour
Bidart, le 25 AOÛT 1988





Echelle 1/1000



2000

AGORRETTA
COMMUNE

AGORRETTA

105m
Foushino

60m
Arana

315m
Larroque

445m
Larroque Justin

53m
Elcheerri Marie

68m
Sorrondo

135m
Barbin

100m
Pardo

14m
Duplao
18m
206
Marchegay
207
Damastoy

28m
Cornu
30m
Lascubé
35m
Bidart
Rens

22m
Hirigoyen
22m
Saby
22m

217
216
215
214
213
212
515
516
517
206
16
439

438
428
439
438
428

17
Ene Maytea
(17)
16

Ene Palteko

Pardo
(34)

V.O.S.
Commune

COMMUNE DE BIDART



PLAN LOCAL D'URBANISME
Révision du POS



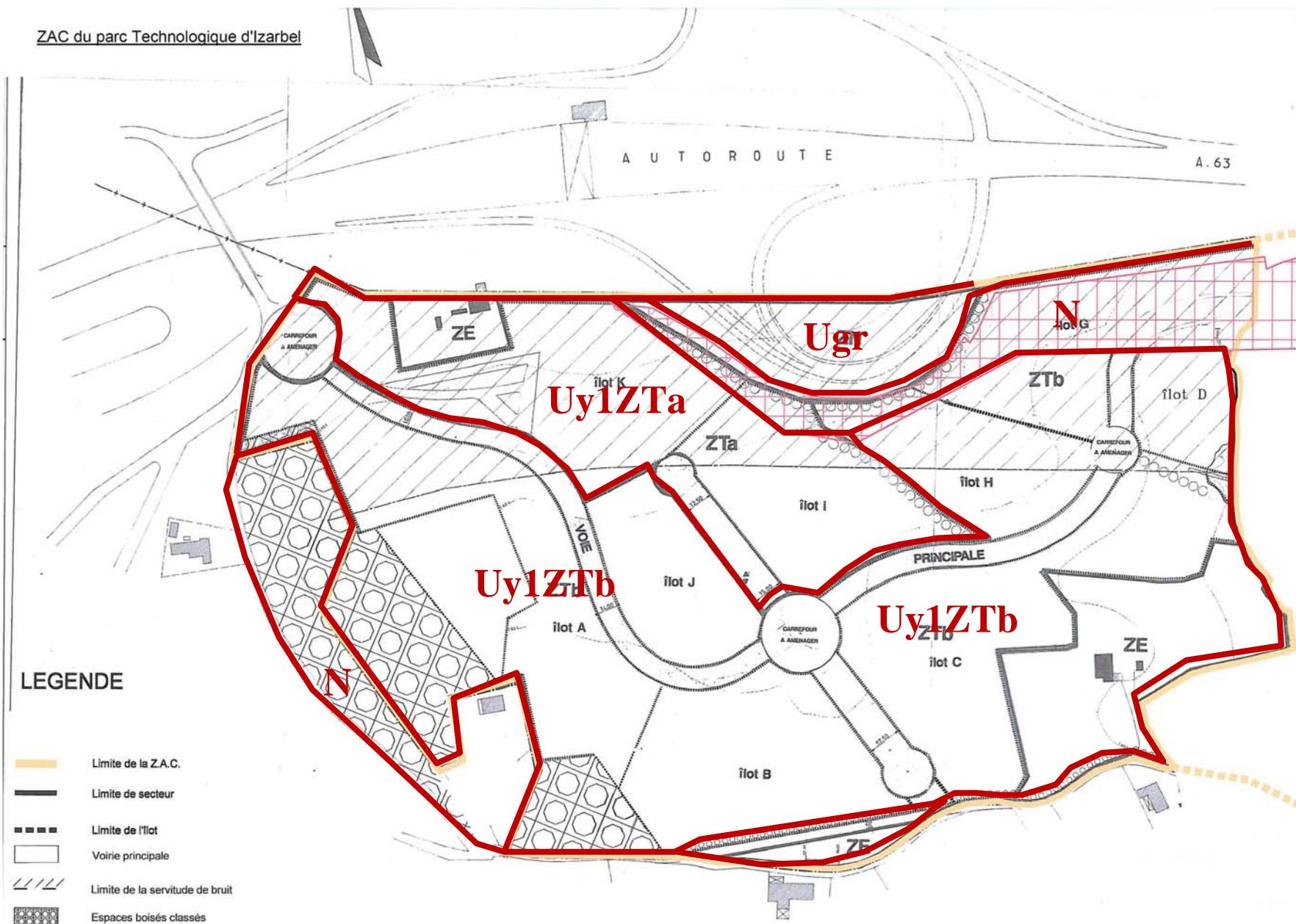
PIECE 6.6 : ZONES D'AMENAGEMENT CONCERTÉ









Liste des Zones d'Aménagement Concerté

- ZAC du Parc Technologique d'Izarbel

ZAC du parc Technologique d'Izarbel



LEGENDE

-  Limite de la Z.A.C.
-  Limite de secteur
-  Limite de l'îlot
-  Voie principale
-  Limite de la servitude de bruit
-  Espaces boisés classés

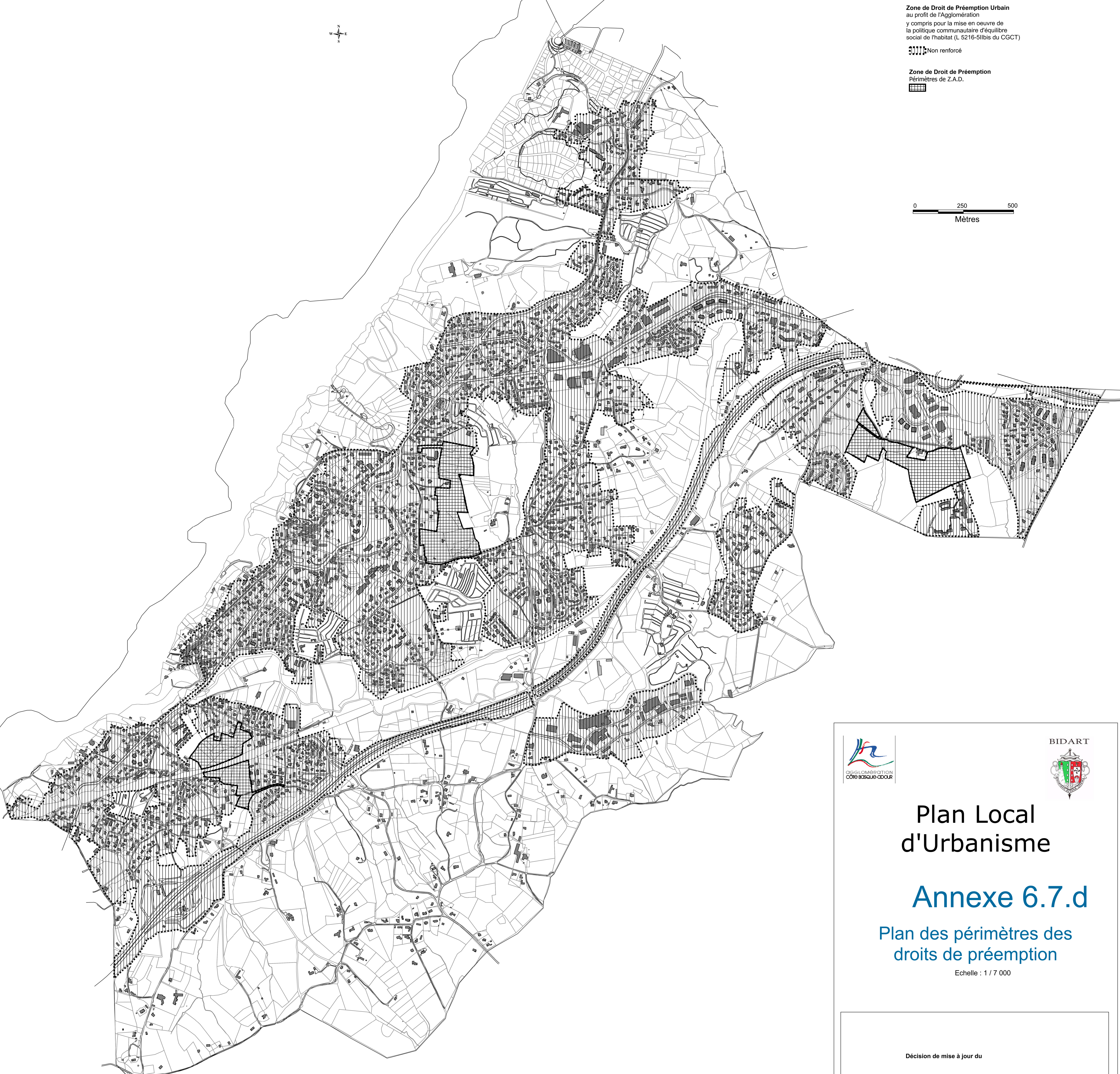
Zone de Droit de Prémption Urbain
au profit de l'Agglomération
y compris pour la mise en oeuvre de
la politique communautaire d'équilibre
social de l'habitat (L 5216-51bis du CGCT)

 Non renforcé

Zone de Droit de Prémption
Périmètres de Z.A.D.



0 250 500
Mètres



BIDART



Plan Local d'Urbanisme

Annexe 6.7.d

Plan des périmètres des
droits de préemption

Echelle : 1 / 7 000

Décision de mise à jour du

COMMUNE DE BIDART



PLAN LOCAL D'URBANISME

Révision du POS

PIECE 6.8 : ZONES AGRICOLES PROTEGEES DELIMITEES
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.112-2 DU
CODE RURAL

Zones agricoles protégées

délimitées en application de l'article L.112-2 du code rural

Aire d'appellation contrôlée Ossau Iraty (fromage) comprenant la totalité de la commune

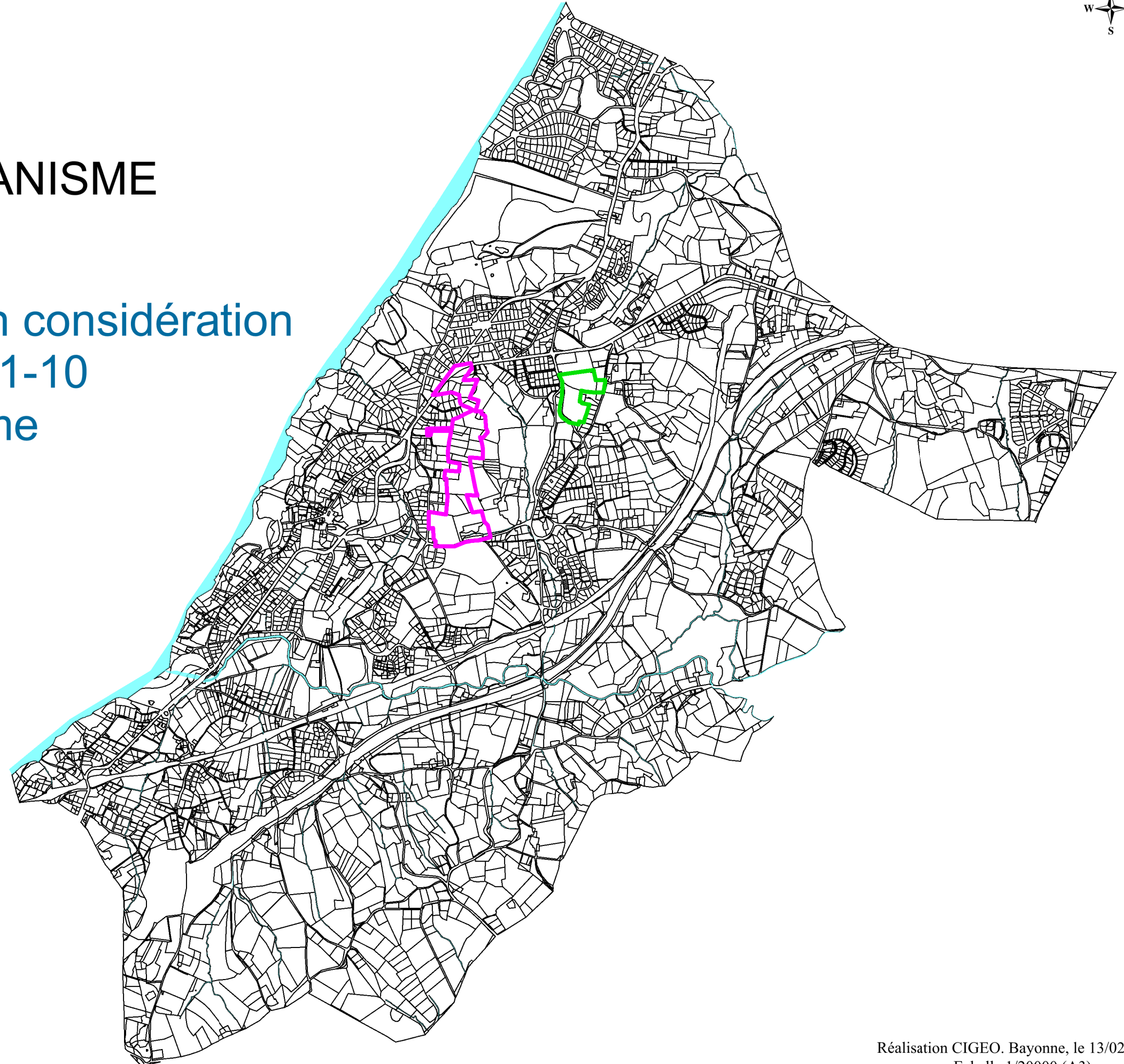
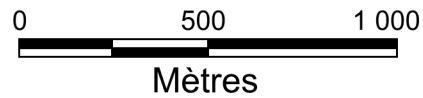
PLAN LOCAL D'URBANISME

Annexe 6.9



Périmètres de prise en considération au titre de l'article L111-10 du Code de l'Urbanisme

Décision de mise à jour du

Echelle : 1 / 20 000



Légende

-  Périmètre d'étude (L111-10) "Erreka et ZAD du Centre"
Délibération Ville du 29/09/2014
-  Périmètre d'étude (L111-10) "Contresta / Manchulas "
Délibération Ville du 29/09/2014